

Annexe I - Zone Prioritaire du Sud-Irumu, Province de l'Ituri

Liste des Acronymes

BCNUDH	Bureau Conjoint des Nations Unies pour les Droits de l'Homme (<i>JHRO</i>)
Cellule S&E	Cellule Suivi et Evaluation (<i>M&E Cell</i>)
CISPE	Consortium pour la Stabilisation Intégrée et la Paix en RDC Orientale
DH	Droits de l'Homme
ETD	Entités Territoriales Décentralisées
FARDC	Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FARM	Sécurité alimentaire et accès inclusif aux ressources pour un développement du marché sensible au conflit (<i>Food security and inclusive Access to Resources for conflict sensitive Market development, FARM</i>)
FCS	Fonds de Cohérence pour la Stabilisation
FDLR	Forces démocratiques de libération du Rwanda
IA	International Alert
IDP	Déplacés Internes (<i>Internally Displaced Persons</i>)
ISSSS	Stratégie internationale d'appui en matière de sécurité et de stabilisation
MONUSCO	Mission de l'ONU pour la Stabilisation en République démocratique du Congo
NK	Nord-Kivu
O.G.	Objectif Global
OIM	Organisation Internationale pour la Migration
ONU	Organisation des Nations Unies
O.S.	Objectif Spécifique
PdC	Protection des Civils
PNC	Police Nationale Congolaise
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
RDC	République Démocratique du Congo
R.G.	Résultat Global
R.I.	Résultat Intermédiaire
SFCG	<i>Search For Common Ground</i>
SSR	Réforme du Secteur Sécuritaire (<i>Lobi Mokolo Ya Sika</i>)
UAS	Unité d'Appui à la Stabilisation
VSBG	Violence Sexuelle et Basée sur le Genre
ZP	Zone Prioritaire

1 Introduction à l'Annexe 1 – Sud-Irumu (Province d'Ituri)

Cette annexe fait suite à l'étude de base, qui a été publiée au mois de juillet 2017, dans le cadre de la production semestrielle de rapports consolidés sur les progrès de l'ISSSS par la cellule S&E de L'UAS.

Cette annexe présente une projection programmatique de l'ISSSS dans la zone prioritaire (ZP) de Sud-Irumu pour la période allant du deuxième semestre de l'année 2017 au premier trimestre de l'année 2018. Cette projection vise à assurer la prise en compte dans notre cartographie des projets actuellement "en cours de développement" (par exemple, dans leur phase préliminaire, ou dans les étapes finales de leur phase de conception), mais dont le démarrage et la mise en œuvre sont prévus dans un avenir proche. Les projets pris en compte dans cette cartographie sont les projets financés par le Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS) et les projets financés par des contributions bilatérales qui ont passé à travers le processus d'alignement à l'ISSSS et dont le cadre logique a été harmonisé avec celui de l'ISSSS.

Cette annexe au deuxième rapport consolidé de suivi et évaluation (S&E) présente les données de base de l'ISSSS mises à jour pour le premier semestre de l'année 2017 en présentant un ensemble d'observations provisoires et préliminaire sur le progrès dans la programmation de l'ISSSS dans la ZP Sud-Irumu. Il est cependant important de souligner que ces observations visent à aider et informer les parties prenantes dans la poursuite du débat sur les tendances et les options de programmation dans la ZP. Par conséquent, elles ne prétendent pas être définitives ou à accepter comme telles, elles sont au contraire destinées à alimenter le débat. La remise en question, la révision et l'affinement des observations dans le cadre de ce débat font en effet partie intégrante du processus de suivi et d'apprentissage au sein de la Cellule S&E de l'UAS.

2 État de la programmation ISSSS - la ZP du Sud-Irumu

Cette section offre un aperçu de l'état de la programmation ISSSS dans la zone prioritaire (ZP) du Sud-Irumu. Plus spécifiquement, elle présente :

- Une **brève description des différents programmes et interventions** mis en œuvre dans la ZP du Sud-Irumu sous l'ombrelle de l'ISSSS, c'est-à-dire des programmes et interventions financés soit par le Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS), soit par des accords bilatéraux (*programmes alignés*) ;
- Un aperçu sur la **couverture de ces interventions par rapport aux résultats de l'ISSSS** (par pilier thématique), et les observations provisoires sur la mesure dans laquelle tous les éléments nécessaires sont pris en compte ;
- Une revue légèrement plus approfondie de **l'état de la programmation ISSSS par pilier**, sur la base de l'état d'avancement des projets ISSSS en juin/juillet 2017, ainsi que quelques réflexions additionnelles sur les implications pour la mise en œuvre de la stratégie au cours des mois à venir.

Aperçu des interventions ISSSS dans la zone prioritaire du Sud-Irumu

Le Tableau 1 ci-dessous énumère les projets qui sont actuellement mis en œuvre - ou programmés pour les mois à venir - dans le cadre de l'ISSSS dans la zone prioritaire du Sud-Irumu. Pour chacun, le tableau présente les informations relatives aux *organisations lead* respectives, la période prévue de mise en œuvre, ainsi que les aires thématiques dans lesquelles ils s'inscrivent.

Tableau 1 : Aperçu des interventions au Sud-Irumu associées à l'ISSSS (alignées et FCS)

Type	Titre (Organisation Lead)	Période de mise en œuvre	Aire(s) thématique(s)
FCS	"Pamoja Kwa Amani" (UNHABITAT)	En cours (Juillet 2017 – Juillet 2019)	Appui inclusif accru à la stratégie de stabilisation et de sécurité au niveau communautaire ; gouvernance foncière améliorée ; transparence améliorée dans l'exploitation et la gestion des ressources minérales dans la zone prioritaire ; fonctionnalité, performance et qualité des services de la chefferie et du secteur (ETD) renforcées ; gouvernance sécuritaire locale renforcée ; cohésion sociale et résilience ; lutte contre la violence sexuelle et basée sur le genre (VSBG).
Alignées	CISPE (OIM)	En cours (novembre 2015 à avril 2019)	Contribuer à une meilleure redevabilité mutuelle et au renforcement des capacités des institutions étatiques congolaise (en particulier secteur de la justice et de la sécurité) et de la société civile afin de répondre et atténuer les principaux facteurs de conflit dans les zones d'intervention choisies en Ituri et au Nord-Kivu ; renforcer la légitimité de ces institutions et leurs agents, perçus comme acteurs sécuritaires par la population.
	Lobi Mokolo Ya Sika (Réforme du Secteur Sécuritaire (Phase 4 ; Extension) (SSR-SFCG)	En cours (fin prévue en mai 2018)	Connaissance et conscience accrues, de la part des forces de sécurité congolaises et des civils, de leurs droits, rôles et responsabilités mutuelles, afin d'améliorer leurs relations et construire la confiance.

Type	Titre (Organisation Lead)	Période de mise en œuvre	Aire(s) thématique(s)
	CPLUP (UNHABITAT)	En cours (juin 2016 à décembre 2018)	Intervention focalisée sur la planification communautaire et participative de l'utilisation des terres, afin de sécuriser les droits à la terre, composée de ces trois éléments centraux : a) une plateforme pour la promotion du dialogue au sujet de la gouvernance de la terre aux niveaux communautaire et provincial ; b) appropriation par les autorités politiques/administratives ; c) recherche d'un consensus sur la planification et l'utilisation des terres ; d) développement des outils appropriés pour une gestion intégrée et participative de l'espace économique et des terres.

Le panorama global des projets au Sud-Irumu

Pris en compte dans leur ensemble, les projets mentionnés dans le Tableau 1 répondent aux cinq piliers de l'ISSSS, à différents niveaux de couverture :

- Pour cette période, la couverture programmatique du Pilier2 (Performance des FARDC en matière de Protection des Civils (PdC)) est encore en cours de développement dans la ZP du Sud-Irumu. Moins de la moitié des résultats de ce pilier sont actuellement couverts par au moins un projet.
- La couverture de tous les autres piliers : 1 (Dialogue Démocratique), 3 (Restauration de l'Autorité de l'État), 4 (Résilience Socio-économique au Conflit) et 5 (Prévention des VSBG) est **relativement avancée**, dans la mesure où plus de la moitié des résultats de chaque pilier sont couverts par au moins un projet (voir **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**).

Le *Tableau 2* ci-dessous donne un aperçu de l'état de la programmation par pilier thématique dans la ZP du Sud -Irumu.

Tableau 2 : État de la programmation dans la zone prioritaire de Sud-Irumu (Ituri), juillet 2017

Pilier	Contribution visée à la mise en œuvre de l'ISSSS	Couverture du cadre de résultats ISSSS ¹
Pilier 1	<i>Création d'un dialogue (démocratique) participatif et inclusif pour assurer un processus politique et communautaire de transformation des conflits ciblés</i>	Avancée
Pilier 2	<i>Amélioration de la performance des FARDC dans la PdC et des relations communautaires - FARDC</i>	En cours de développement
Pilier 3	<i>Accroissement du rôle (bénéfique) et de la présence de l'État congolais (en particulier des autorités locales) dans les zones prioritaires</i>	Avancée
Pilier 4	<i>Augmentation du flux équitable de ressources vers les populations à risque (femmes, hommes, filles et garçons), et de la cohérence en leur sein, en particulier en ce qui concerne les déplacés et les populations de retour</i>	Avancée
Pilier 5	<i>Assurance que les réformes du secteur sécuritaire (Piliers 2 et 3) et le renforcement des capacités étatiques au niveau local (Pilier 3) prennent suffisamment en compte la lutte aux VSBG, en tant que symptôme et facteur de conflit dans les zones prioritaires</i>	Avancée

La plupart des projets dans la ZP de Sud-Irumu sont basés sur des **plans d'action** développés en consultation et avec la participation des populations (Résultat Intermédiaire 1.1.1). Ceci veut dire que les deux projets alignés bilatéraux (CISPE, SSR) suivent pour leur intervention sectorielle l'approche

¹ **Complète** : Tous les résultats de l'ISSSS sont couverts par des projets ; **Avancée** : La plupart des résultats sont couverts par des projets ; **En cours de développement** : une minorité de résultats sont couverts par les projets.

générale du Dialogue Démocratique (Pilier 1) appliquée au projet FCS à Sud-Irumu. De la même manière, ces projets utilisent également des **plateformes de dialogue participatif** comme espace pour réaliser leurs plans d'action globaux (FCS) ou sectoriels (CISPE, SSR) et pour superviser leur mise en œuvre, conformément à l'approche de l'ISSSS.

Les sections suivantes du rapport reprennent plus en détail la couverture par projet et par pilier dans la ZP du Sud-Irumu.

Programmation pour le Pilier 1 (Dialogue Démocratique)

Au regard du tableau 3 dessous sur la programmation du pilier 1 dans la zone prioritaire du Sud-Irumu, on remarque que la plupart des résultats sont couverts. Les lacunes restent au niveau des conventions sectorielles applicables aux niveaux provincial et national. Pour pallier à ces lacunes, des discussions sont en cours entre l'unité d'appui à la stabilisation (UAS) et les autorités provinciales et nationales pour établir des compacts provinciaux et nationaux. Reste à observer comment cela se concrétisera dans un contexte d'instabilité politique et sécuritaire dans la ZP du Sud-Irumu². Ce contexte risque d'entraver gravement les efforts entrepris dans le cadre de la stabilisation et particulièrement dans un processus participatif initiés par les partenaires de mise en œuvre. Le Tableau ci-dessous donne une vue d'ensemble de la couverture actuelle et la planification de contribution des projets aux résultats (Résultats globaux, RG, et Résultats intermédiaires, RI) du pilier 1 du cadre logique de l'ISSSS.

Le Tableau ci-dessous donne un aperçu sur la couverture actuelle des résultats et de la contribution planifiée de la part des projets aux résultats globaux et intermédiaires (RG et RI) du pilier 1 du cadre logique de l'ISSSS.

Tableau 3 : Panorama des programmes ISSSS à Sud-Irumu, Pilier 1 (Dialogue Démocratique)

Objectif / résultat		Projets harmonisés
OS 1	Soutien à l'ISSSS au niveau communautaire	
RG 1.1	Processus locaux de stabilisation alignés sur les priorités des communautés	(FCS) UN HABITAT (A) : CISPE (A) : CPLUP
RI.1.1.1	Plans d'action conjoints développés et approuvés par les communautés	(FCS) UN HABITAT (A) : CISPE
RI 1.1.2	Plans d'action conjoints rassemblés dans les conventions sectorielles	Non couvert
RI 1.1.3	Autorités nationales engagées et agissant sur la base des conventions sectorielles	Non couvert
RG 1.2	Soutien maintenu des communautés pour la stabilisation	(FCS) UN HABITAT (A) : CISPE

² Parmi les efforts de stabilisation dans la zone, il faut aussi souligner l'existence de la stratégie conjointe (Force-UAS-autres composantes civiles) pour la neutralisation de la Force de résistance patriotique d'Ituri (FRPI), qui a aussi le but de lier le processus de dialogue démocratique à l'engagement politique au niveau national.

RI 1.2.1	Mécanismes de supervision établis et fonctionnels	(FCS) UN HABITAT (A) : CISPE (A) : CPLUP ³
----------	---	---

Programmation sous le Pilier 2 (Performance des FARDC en matière de Protection des Civils (PdC))

Au regard du tableau 4 ci-dessous, la programmation au Sud-Irumu se focalise sur l'amélioration des FARDC en matière de Protection des Civils dans les conflits armés à travers les actions de soutien aux "Comités de Base" des FARDC (et de la PNC), et aux "Conseils Locaux de Proximité". Le projet financé par le FCS au Sud-Irumu vise à améliorer la protection des populations civiles par les forces de sécurité à travers l'amélioration des connaissances sur les rôles et responsabilités mutuels, le renforcement de la collaboration et de la redevabilité entre les forces de sécurité et la population à travers la mise en place des comités provinciaux. Cependant, comme pour l'étude de base, les composantes de résultats liées aux dynamiques internes et aux mécanismes incitatifs qui influent sur le comportement des FARDC ne sont actuellement pas toujours couvertes (ex. les Résultats Intermédiaires **RI 2.1.2** et **RI 2.1.3**). Il en est de même pour les efforts visant à communiquer les expériences et les leçons tirées de l'engagement local du projet avec les membres des FARDC aux dirigeants nationaux, ou visant à relier le travail au niveau local à la Réforme nationale du secteur de la sécurité (RSS).

Le système de rotation/mutation des membres des FARDC rend difficile la consolidation des acquis du projet par rapport à la performance en matière de PdC. À cela s'ajoutent l'insuffisance des progrès réalisés dans le programme national de réforme du secteur de sécurité, notamment en rapport avec la prise en charge et la politisation du corps de l'armée.

Le Tableau 4 ci-dessous donne une vue d'ensemble de la couverture actuelle des résultats et de la contribution planifiée de la part des projets aux résultats globaux et intermédiaires (RG et RI) du pilier 2 du cadre logique de l'ISSSS.

Tableau 4 : Panorama des programmes ISSSS à Sud-Irumu, Pilier 2 (Performance des FARDC en matière de PdC)

Objectif / résultat		Projets harmonisés
OS 2	Performance des FARDC en matière de PdC	
RG 2.1	Principes et procédures opérationnels des FARDC pour la PdC appliqués et respectés	(FCS) UN HABITAT
RI 2.1.1	Sensibilité et compétences accrues parmi les commandants des FARDC et leurs unités vis à vis des principes acceptés de protection des civils et de prévention de violences sexuelles	(FCS) UN HABITAT
RI 2.1.2	Structures internes disciplinaires, de supervision et de motivation des FARDC renforcées et alignées sur la PdC	Non couvert
RI 2.1.3	Mécanismes judiciaires militaires renforcés pour les violations des droits de l'homme (DH)	Non couvert
RI 2.1.4	Leçons tirées de l'expérience et exigences de ressources pour la PdC communiquées au commandement national des	Non couvert

³ CPLUP est alignée à l'ISSSS mais leurs données ne sont pas disponibles pour l'instant.

	FARDC	
RG 2.2	Cohésion et confiance accrues entre populations civiles et FARDC	(FCS) UN HABITAT
RI 2.2.1	Intégration sociale et économique des soldats au sein des communautés hôtes	
RI 2.2.2	Mécanismes de réparation améliorés pour les autorités locales et les communautés	Non couvert
RI 2.2.3	Comportement amélioré des FARDC (moins prédateur et mercantiliste)	(FCS) UN HABITAT

Programmation sous le Pilier 3 (Restauration de l'Autorité de l'État)

Au regard du tableau 5 ci-dessous, la programmation du pilier 3 dans la zone du Sud-Irumu couvre une majeure partie des résultats. Elle est focalisée sur l'accès aux services, la performance des agents de l'État, la disponibilité des infrastructures la mise en place des structures de supervision et de planification participatives locales et l'amélioration de la conscience des agents afin d'accroître le rôle bénéfique de l'État Congolais dans la gouvernance locale.

Cependant, certains Résultats Intermédiaires (RI) ne sont pas encore couverts dans la ZP du Sud-Irumu, comme : le besoin d'allocations majeures du niveau national aux ETD afin de financer l'extension des services publics fournis (**RI 3.1.3**), ou la présence d'un cadre réglementaire/légal favorable et cohérent pour la gouvernance dans la ZP (**RI 3.3**).

Plusieurs facteurs dans la matrice de risques de l'ISSSS peuvent affecter le travail sous le Pilier 3. En particulier, le contexte politique national actuel (centralisation du pouvoir, obstructionnisme et absence de réformes, y compris financières (ex. la paie)) est susceptible d'entraver ou d'annuler le travail des projets.

Le Tableau 5 ci-dessous donne une vue d'ensemble de la couverture actuelle des résultats et de la contribution planifiée de la part des projets aux résultats globaux et intermédiaires (RG et RI) du pilier 3 du cadre logique de l'ISSSS

Tableau 5 : Panorama des programmes ISSSS à Sud-Irumu, Pilier 3 (Restauration de l'Autorité de l'État)

Objectif / résultat		Projets harmonisés
OS 3	Rôle et présence bénéfiques de l'État congolais « régulier » accrus dans la gouvernance locale	
RG 3.1	Accès aux services pertinents de l'État amélioré	(FCS) UN HABITAT (A) CPLUP ⁴ (A) CISPE
RI 3.1.1	Performance améliorée des agents de l'État dans la fourniture de services	(FCS) UN HABITAT (A) CISPE
RI 3.1.2	Disponibilité/accès accrus aux infrastructures physiques etc. pour la fourniture des services	(FCS) UN HABITAT (A) CISPE

⁴ Le programme CLUP est aligné sur l'ISSSS, mais ne fournit actuellement pas de données pour des raisons internes

RG 3.1.3	Disponibilité accrue de ressources financières pour une fourniture de services viable	Non couvert
RG 3.2	Redevabilité et réactivité des institutions étatiques améliorées	Non couvert
RI 3.2.1	Structures de supervision et de planification participatives locales établies et opérationnelles	(FCS) UN HABITAT
RI 3.2.2	Population locale et société civile agissant sur la base de leurs propres responsabilités et droits vis-à-vis des autorités locales	(FCS) UN HABITAT
RI 3.2.3	Conscience des agents de l'État par rapport à leurs devoirs et responsabilités formels et aux effets destructeurs de la corruption	(FCS) UN HABITAT (A) CISPE
RG 3.3	Cadre réglementaire/légal favorable et cohérent pour la gouvernance locale mis en place	Non couvert
RI 3.3.1	Autorités locales/ETD préparées à la dévolution des pouvoirs et la rétrocession des finances	(FCS) UN HABITAT (A) CPLUP
RI 3.3.2	Division des responsabilités entre autorités formelles et traditionnelles codifiée	(FCS) UN HABITAT (A) CPLUP
RI 3.3.3	Leçons tirées pour une présence locale accrue de l'État prises en compte par les autorités nationales	(A) CPLUP (A) CISPE

Programmation sous le Pilier 4 (Résilience Socio-économique au Conflit)

Au regard du tableau 6 ci-dessous, la programmation sous le pilier 4 est mieux couverte dans la zone prioritaire du Sud-Irumu. La couverture inclut tous les résultats liés à l'amélioration d'un flux équitable des ressources. Cependant, hormis CPLUP qui travaille sur les questions foncières, tous les autres résultats sont le projet FCS du consortium UN HABITAT.

Le défi se situe au niveau de la couverture des actions du projet sur toute l'étendue de la zone prioritaire.

Le Tableau ci-dessous donne une vue d'ensemble de la couverture actuelle des résultats et de la contribution planifiée de la part des projets aux résultats globaux et intermédiaires (RG et RI) du pilier 4 du cadre logique de l'ISSSS.

Tableau 6 : Panorama des programmes ISSSS à Sud-Irumu, Pilier 4 (Résilience Socio-économique au Conflit)

Objectif / résultat		Projets harmonisés
OS 4	Flux équitable des ressources (opportunités génératrices de revenus et économiques ; appui socio-économique)	
RG 4.1	Participation accrue aux mécanismes pour l'emploi et stabilisation des revenus à court terme	(FCS) UN HABITAT
RI 4.1.1	Disponibilité accrue de subventions pour moyens de subsistance et de démarrage, et de mécanismes "argent-contre-travail"	(FCS) UN HABITAT
RI 4.1.2	Accès amélioré aux services	(FCS) UN HABITAT
RG 4.2	Conditions plus favorables pour le redressement	

	économique local	
RI 4.2.1	Accès accru et maintenu aux marchés	(FCS) UN HABITAT
RI 4.2.2	Accès amélioré et sécurisé à la terre et aux ressources naturelles	(FCS) UN HABITAT (A) CPLUP
RI 4.2.3	Accès maintenu et accru au crédit (tous les groupes)	(FCS) UN HABITAT
RI 4.2.4	Accès amélioré aux opportunités de formation	(FCS) UN HABITAT
RI 4.2.5	Accès amélioré à des emplois rémunérés	(FCS) UN HABITAT
RG 4.3.	Liens sociaux entre et au sein des communautés renforcés	(FCS) UN HABITAT
RI 4.3.1	Besoins psychosociaux des groupes vulnérables/marginalisés de la communauté adressés	(FCS) UN HABITAT
RI 4.3.2	Confiance accrue inter- et intracommunautaire	(FCS) UN HABITAT

Programmation sous le Pilier 5 (Prévention des Violences Sexuelles et Basées sur le Genre (VSBG))

Au regard du tableau 7 ci-dessous, la quasi-totalité des résultats sont couverts par le projet (FCS) consortium UN HABITAT. Ce projet intervient à la fois dans la prévention, en se focalisant à la fois sur le changement des normes sociales nocives associées à la violence sexuelle et basée sur le genre (VSBG), sur l'implication des communautés dans cette transformation et sur la réponse, notamment en ce qui concerne la prise en charge holistique des victimes de VBG (médicale, juridique et psychosociale). Cependant ce projet n'intervient pas dans les dynamiques internes considérées capables d'influencer le comportement des membres des FARDC envers les communautés, et en particulier envers les femmes.

Le Tableau 7 ci-dessous donne une vue d'ensemble de la couverture actuelle des résultats et de la contribution planifiée de la part des projets aux résultats globaux et intermédiaires (RG et RI) du pilier 5 du cadre logique de l'ISSSS.

Tableau 7: Panorama des programmes ISSSS à Sud-Irumu, Pilier 5 (Lutte contre les VSBG)

Objectif / résultat		Projets harmonisés
OS 5	Niveau de Violence Sexuelle et Basée sur le Genre (VSBG) réduit	
RG 5.1	Normes sociales/de genre (VSBG) nocives réduites	(FCS) UN HABITAT
RI 5.1.2	Participation active et significative au dialogue sur les VSBG	
RI 5.1.3	Implication accrue dans la transformation positive des normes nocives sociales/de genre	
RG 5.2	Confiance accrue envers les forces de sécurité vis-à-vis des poursuites en cas d'incidents de VSBG (commis par FARDC et PNC)	(FCS) UN HABITAT
RI 5.2.1	Implication réduite des acteurs du secteur sécuritaire (FARDC et PNC) dans les cas de VSBG	(FCS) UN HABITAT
RI 5.2.1	Systèmes judiciaires militaires renforcés utilisés pour la poursuite des cas de VSBG	Non couvert
RG 5.3	Accès amélioré aux services judiciaires et de soutien pour les survivants de VSBG	(FCS) UN HABITAT
RI 5.3.1	Conscience publique accrue des lois et normes pour la lutte contre les VSBG, ainsi que des rôles et responsabilités des	(FCS) UN HABITAT

	agents pertinents	
RI 5.3.3	Services de soutien pour les survivants de VSBG améliorés	(FCS) UN HABITAT
RI 5.3.4	Procédures pour dénoncer des cas de VSBG facilitées au niveau local	(FCS) UN HABITAT
RI 5.3.5	Vitesse, impartialité et confidentialité des procès pour VSBG améliorées	(FCS) UN HABITAT

3 Données sur les Résultats de l'ISSSS – ZP de Sud-Irumu

Cette section du rapport contient une fiche de données récapitulative pour les indicateurs du cadre logique de l'ISSSS pour lesquels des données étaient disponibles lors de cette phase de rapportage.

Cette section du rapport contient une fiche de données récapitulative pour les indicateurs du cadre logique de l'ISSSS pour lesquels des données étaient disponibles lors de cette deuxième phase de rapportage.

L'échantillon des données de perception est fait au niveau de la zone prioritaire, c'est à dire que les données sont statistiquement représentatives de la population de la ZP (pas spécifiquement des bénéficiaires, ou des interviewés). La zone prioritaire a été divisée en 2 sous-zones lors de la constitution des échantillons de la population. La première sous zone, nommée « Sud-Irumu sud », comprend les chefferies de Bahema Mitego, Bahema Boga et Banyali Tchabi ; la deuxième sous-zone, nommée « Sud-Irumu Nord », comprend les chefferies de Bahema Sud et de Walendu Bindi.⁵

La fiche contient des données du Bureau Conjoint des Droits de l'Homme (BCNUDH, ou *JHRO* en anglais) : ces données se réfèrent au territoire du Sud-Irumu, où les sous-ZP de la ZP du Sud-Irumu sont situées. Le sexe des victimes mineures n'est pas enregistré dans les données du BCNUDH. Les enfants ne sont donc inclus que dans le «Grand Total» des victimes.

La section qui suit contient une présentation et une analyse générale de données sélectionnées, qui soulignent les tendances globales et les changements principaux des données entre une période et l'autre. La Cellule S&E prévoit de publier chaque trimestre un rapport nommé « Actualité de la stabilisation », qui analyse d'une manière plus approfondie certaines questions soulevées lors de ce rapport ; les parties prenantes de l'ISSSS sont invitées à contacter la Cellule et à lui soumettre leurs requêtes à cet effet.

⁵ Les chefferies de Walese-Vonkutu et d'Andisoma ne sont pas incluses dans échantillon, mais sont couvertes par la mise en oeuvre des programmes de l'ISSSS.

Tableau 8 : Données sur les Résultats ISSSS - Sud-Irumu, Piliers 1 et 2, juin 2016 à Juin 2017

Indicateur ISSSS #	Indicateur ISSSS (FR-court)		Janvier-Juin 2016			Juillet-Décembre 2016			Janvier - Juin 2017		
			Sud Irumu S	Sud Irumu N	Grand Total	Sud Irumu S	Sud Irumu N	Grand Total	Sud Irumu S	Sud Irumu N	Grand Total
1_iii	% de femmes et d'hommes déclarant que leurs villages / quartiers sont "très" ou "extrêmement" paisibles		5%	8%	7%	2%	13%	7%	5%	12%	8%
1_iv	% de femmes et d'hommes s'attendant à ce que leur village/ quartier devienne plus paisibles dans un an		8%	12%	10%	2%	27%	14%	8%	16%	12%
1.1_iii	% de femmes et d'hommes déclarant que les projets de paix sont "très bons" or "extrêmement bons" à faire face aux problèmes les plus importants de leur région		6%	18%	12%	7%	24%	15%	5%	10%	7%
2_i (a) (ITEM)	# d'incidents signalés dans les localités de la zone prioritaire perpétrés par des Groupes Armés contre des femmes, des filles, des garçons et des hommes.					3 incident(s)	96 incident(s)	99 incident(s)	7 incident(s)	162 incident(s)	169 incident(s)
2_i (b) (ITEM)	# d'incidents signalés dans les localités de la zone prioritaire perpétrés par des FARDC contre des femmes, des filles, des garçons et des hommes.					0 incident(s)	0 incident(s)	0 incident(s)	2 incident(s)	2 incident(s)	4 incident(s)
2_i (c) (ITEM)	# d'incidents signalés dans les localités de la zone prioritaire perpétrés par des auteurs inconnus contre des femmes, des filles, des garçons et des hommes.					1 incident(s)	13 incident(s)	14 incident(s)	0 incident(s)	9 incident(s)	9 incident(s)
2_i (a) (JHRO)	# Violations des droits humains (VDH) perpétrés par des Groupes Armés contre des femmes, des filles, des garçons et des hommes	Droit à la vie	Exécutions extrajudiciaires et arbitraires						10 incident(s)		
			Autres						5 incident(s)		
		Intégrité physique	Violence sexuelle						30 incident(s)		
			Torture & traitements cruels, inhumains ou dégradants (TCID)						40 incident(s)		
		Liberté et Sécurité (incl. arrestation arbitraire et détention illégale)							36 incident(s)		
		Propriété							117 incident(s)		
2_i (b) (JHRO)	# Violations des droits humains (VDH) perpétrés par FARDC contre des femmes, des filles, des garçons et des hommes	Droit à la vie	Exécutions extrajudiciaires et arbitraires						0 incident(s)		
			Autres						0 incident(s)		
		Intégrité physique	Violence sexuelle						0 incident(s)		
			Torture & traitements cruels, inhumains ou dégradants (TCID)						3 incident(s)		
		Liberté et Sécurité (incl. arrestation arbitraire et détention illégale)							5 incident(s)		
		Propriété							3 incident(s)		
2_i (c) (JHRO)	# Violations des droits humains (VDH) perpétrées par d'autres agents de l'Etat (PNC, ANR, aut.) contre des femmes, des filles, des garçons et des hommes.	Droit à la vie	Extrajudicial and arbitrary executions						1 incident(s)		
			Others						0 incident(s)		
		Intégrité physique	Sexual violence						0 incident(s)		
			Torture & cruel, inhuman and degrading treatments						1 incident(s)		
		Liberté et Sécurité (incl. arrestation arbitraire et détention illégale)							3 incident(s)		
		Propriété							2 incident(s)		
2_ii	% de femmes et d'hommes rapportant avoir été victime d'une mauvaise conduite de FARDC au cours de l'année écoulée								18%	10%	14%
2_ii (a)	% de femmes et d'hommes qui ont été aidés par les FQFDC au cours de l'année écoulée		24%	28%	26%	29%	22%	26%	26%	14%	20%
2_iii	% de femmes et d'hommes qui ont confiance envers les FARDC pour assurer la sécurité de leur quartier ou village								64%	56%	60%
2_iii (a)	% de femmes et d'hommes qui pensent que les FARDC apportent une "grande" ou "très grande" contribution à leur sécurité		30%	47%	38%	33%	44%	38%	19%	26%	22%
2.1_iii	% de femmes et d'hommes qui ont payé "ala salama"/ les contributions de sécurité aux FARDC au cours des 6 derniers mois								29%	16%	23%
2.2	% de femmes et d'hommes se sentant "très en sécurité" ou "en sécurité" lorsqu'ils rencontrent une patrouille de FARDC								19%	59%	39%
2.2.2_i	% de femmes et d'hommes qui sont d'accord que les victimes de crimes de FARDC ont la possibilité de se plaindre.		92%	87%	89%	88%	82%	85%	60%	67%	63%
2.2.2_ii	% de femmes et d'hommes qui sont d'accord que les efforts de responsabilisation des FARDC sont en cours		71%	53%	62%	50%	47%	48%	34%	25%	30%
2.2.2_iii	% de femmes et d'hommes qui sont d'accord que les FARDC sont "inpunis" (pour les crimes)		34%	19%	26%	6%	17%	12%	20%	8%	14%

Tableau 9 : Données sur les Résultats ISSSS - Sud-Irumu, Pilier 3⁶, juin 2016 à Juin 2017

Indicateur ISSSS #	Indicateur ISSSS (FR-court)	Janvier-Juin 2016			Juillet-Décembre 2016			Janvier - Juin 2017		
		Sud Irumu S	Sud Irumu N	Grand Total	Sud Irumu S	Sud Irumu N	Grand Total	Sud Irumu S	Sud Irumu N	Grand Total
3_i [gouv. central]	% de femmes et d'hommes évaluant la performance du gouvernement central comme 'très bonne' or 'bonne' à travers les domaines thématiques suivants (indice global):									
	Combattre la corruption	3%	8%	6%	3%	7%	5%	16%	15%	16%
	Combattre la violence sexuelle	6%	27%	17%	6%	13%	9%	17%	26%	22%
	Créer de l'emploi	3%	7%	5%	3%	9%	6%	19%	18%	18%
	Assurer la sécurité	3%	16%	10%	5%	9%	7%	19%	17%	18%
	Etablir la paix dans l'est de la RDC	4%	16%	10%	1%	9%	5%	19%	20%	19%
	Améliorer la vie des Congolais	3%	12%	7%	3%	6%	4%	17%	15%	16%
	Réduire la pauvreté	4%	8%	6%	2%	8%	5%	14%	18%	16%
3_i [gouv. provincial]	Unifier les différents groupes ethniques	7%	17%	12%	7%	15%	11%	19%	22%	20%
	% de femmes et d'hommes évaluant la performance du gouvernement provincial comme 'très bonne' or 'bonne' à travers les domaines thématiques suivants (indice global)									
	Assurer la sécurité							20%	21%	21%
	Améliorer la vie des Congolais							17%	21%	19%
	Préparer les élections démocratiques							21%	21%	21%
3_i [territorial gov.]	Unifier les différents groupes ethniques							20%	26%	23%
	% de femmes et d'hommes évaluant la performance du gouvernement provincial comme 'très bonne' or 'bonne' à travers les domaines thématiques suivants (indice global)									
	Assurer la sécurité							21%	21%	21%
	Améliorer la vie des Congolais							19%	19%	19%
	Préparer les élections démocratiques							18%	18%	18%
3.1_i	Unifier les différents groupes ethniques							22%	25%	23%
	% de femmes et d'hommes qui indiquent qu'ils ont un 'bon' or 'très bon' accès aux services administratifs de l'Etat Congolais (état civil)	5%	26%	16%	6%	19%	12%	10%	30%	20%
	% de femmes et d'hommes qui indiquent qu'ils ont un 'bon' or 'très bon' accès aux services d'administration foncière de l'Etat Congolais							11%	29%	20%
	% de femmes et d'hommes qui indiquent qu'ils ont un 'bon' or 'très bon' accès au système judiciaire civil national	5%	35%	20%	17%	23%	20%	21%	23%	22%
3.1.1_i [global]	% de femmes et d'hommes 'd'accord', 'tout à fait d'accord' avec les déclarations suivantes sur la performance des fonctionnaires des agents de l'Etat:									
	Les agents de l'Etat ont les compétences requises pour fournir de bons services							36%	59%	47%
	Les agents de l'Etat traitent tous les groupes ethniques de la même manière							27%	38%	33%
	Les agents de l'Etat travaillent sur les cas sans payment d'incitation							26%	35%	30%
	Les agents de l'Etat travaillent rapidement sur les cas							28%	43%	35%
3.1.1_i [justice]	% de femmes et d'hommes 'd'accord', 'tout à fait d'accord' avec les déclarations suivantes sur la performance des fonctionnaires de justice:									
	Les acteurs de la justice (du système de) sont corrompus							29%	45%	37%
	Les décisions des tribunaux sont bien exécutées							18%	17%	17%
	Les décisions des tribunaux sont prises de manière équitable							19%	19%	19%
	La justice est rapide							19%	15%	17%
	Les tribunaux traitent les gens de manière égale et équitable							21%	23%	22%
	Les procès sont équitables							18%	15%	16%
3.1.1_i [police]	% de femmes et d'hommes 'd'accord', 'tout à fait d'accord' avec les déclarations suivantes sur la performance des fonctionnaires de la police/PNC									
	Il est possible d'éviter l'arrestation si on paie la police							39%	37%	38%
	La police reste impunie (des crimes qu'elle commet)							21%	10%	16%
	La police travaille seulement sur les cas après le payment d'une incitation							48%	54%	51%
	La police traite tous les groupes ethniques de la même manière							23%	28%	26%
3.2_i	% de femmes et d'hommes indiquant que le gouvernement national représente 'bien' ou 'très bien' l'intérêt de la population	2%	13%	8%	4%	10%	7%	11%	15%	13%
	% de femmes et d'hommes indiquant que le gouvernement provincial représente 'bien' ou 'très bien' l'intérêt de la population							9%	14%	11%
	% de femmes et d'hommes indiquant que le gouvernement territorial & 'la mairie' représente 'bien' ou 'très bien' l'intérêt de la population	0%	0%	0%	28%	23%	25%	26%	49%	38%
	% de femmes et d'hommes indiquant que les autorités locales représentent 'bien' ou 'très bien' l'intérêt de la population	2%	11%	7%	4%	8%	6%	15%	38%	27%
3.2.2_ii	% de femmes et d'hommes qui indiquent qu'ils trouvent "très" ou "extrêmement" acceptable de payer les 'taxes officielles' (par exemple, 'les taxes réelles', pas 'les taxes inventées').	12%	27%	20%	3%	22%	12%	11%	43%	27%

⁶ La formulation des indicateurs qui mesurent le niveau de confiance des population envers les différents niveaux administratifs a légèrement changé entre l'étude de base (données de juin-décembre 2016) et la période de rapportage courante (janvier-juin 2017). La formulation originale était « Selon vous, comment est-ce que les élus nationaux représentent les intérêts et opinions de la population ? », alors que la version courante est « Selon vous, comment est-ce que le gouvernement central représente les intérêts et opinions de la population ? ». La Cellule S&E continue à comparer ces indicateurs, mais cela augmente la marge d'erreur des données.

Tableau 10 : Données sur les Résultats ISSSS - Sud-Irumu, Piliers 4 et 5, juin 2016 à Juin 2017

Indicateur ISSSS #	Indicateur ISSSS (FR-court)	Janvier - Juin 2016			Juillet - Décembre 2016			Janvier - Juin 2017		
		Sud Irumu S	Sud Irumu N	Grand Total	Sud Irumu S	Sud Irumu N	Grand Total	Sud Irumu S	Sud Irumu N	Grand Total
4_i	Revenu mensuel moyen du ménage									
4_ii	% des ménages dépendant d'activités traditionnelles comme activité économique principale (agriculture, pêche, élevage)	0%	0%	0%	70%	53%	62%	78%	64%	71%
4.2.1_iv	% de femmes et d'hommes déclarant avoir un "bon" ou "très bon" accès aux marchés	0%	0%	0%	27%	33%	30%	11%	34%	23%
4.2.2_ii:	% de femmes et d'hommes déclarant avoir un "bon" ou "très bon" accès à la terre	46%	31%	38%	44%	33%	39%	24%	46%	35%
4.2.3_i	% de femmes et d'hommes indiquant avoir accès au crédit, si nécessaire	9%	16%	13%	37%	8%	22%	26%	18%	22%
4.2.5_i:	% de femmes et d'hommes déclarant avoir eu un emploi rémunéré pendant au moins une semaine durant les 3 derniers mois	5%	15%	10%	7%	13%	10%	16%	16%	16%
4.3_i	% de femmes et d'hommes qui indiquent que les gens de leur région participent "souvent" ou "parfois" à des activités/cérémonies culturelles avec des membres d'autres groupes ethniques	0%	0%	0%	84%	85%	84%	89%	89%	89%
	% de femmes et d'hommes qui indiquent que les gens de leur région fréquentent "souvent" ou "parfois" des lieux de culte ensemble avec des membres d'autres groupes ethniques	0%	0%	0%	91%	89%	90%	92%	90%	91%
	% de femmes et d'hommes qui indiquent que les gens de leur région travaillent "souvent" ou "parfois" ensemble avec des membres d'autres groupes ethniques	0%	0%	0%	78%	78%	78%	88%	86%	87%
	% de femmes et d'hommes qui indiquent que les gens de leur région se marient "souvent" ou "parfois" avec des membres d'autres groupes ethniques	0%	0%	0%	84%	81%	83%	85%	83%	84%
5_ii	% de femmes et d'hommes signalant avoir été victimes de violence physique ou sexuelle au cours des six derniers mois	2%	7%	4%	4%	3%	4%	9%	4%	7%
5_iii	% de femmes et d'hommes qui connaissent personnellement une femme / un homme ayant survécu ("victime") de violence sexuelle							12%	13%	12%
5.1_i	% de femmes et d'hommes croyant que le consentement à une activité sexuelle est toujours nécessaire (y compris au sein du mariage)	53%	68%	60%	67%	70%	69%	61%	69%	65%
	% de femmes et d'hommes croyant que les crimes de violence sexuelle devraient être résolus «dans la famille», c'est-à-dire sans l'implication des autorités	0%	0%	0%	27%	25%	26%	30%	23%	26%
	% de femmes et d'hommes qui sont d'accord qu'il est parfois acceptable pour un homme de battre sa femme / son épouse	0%	0%	0%	31%	28%	29%	29%	34%	31%
5.1_ii	% de femmes et d'hommes rapportant qu'ils accepteraient le retour d'un survivant de violence sexuelle dans leur communauté	86%	94%	90%	84%	85%	84%	71%	84%	77%
	% de femmes et d'hommes rapportant qu'ils accepteraient le retour d'un survivant de violence sexuelle dans leur ménage	78%	93%	86%	83%	90%	86%	66%	89%	78%
	% de femmes et d'hommes rapportant qu'ils accepteraient le retour dans leur ménage d'un survivant de violence sexuelle qui a eu un enfant à la suite de la violence	72%	92%	82%	79%	83%	81%	68%	91%	79%
	% de femmes et d'hommes rapportant qu'ils accepteraient le retour dans leur ménage d'un survivant de violence sexuelle qui a contracté une maladie ou a souffert d'une blessure à la suite de la violence	70%	91%	81%	77%	82%	79%	68%	87%	78%
5.2_i	% de femmes et d'hommes qui sont 'd'accord' que les FARDC/PNC sont punis de manière appropriée s'ils commettent des violences sexuelles							29%	43%	36%
5.3.3_v	% de femmes et d'hommes qui considèrent que l'accès au services de soin de santé pour les survivants ('victimes') de violence dans leur village est "bon" ou "très bon"							17%	26%	22%
	% de femmes et d'hommes qui considèrent que l'accès au service de support psychologique pour les survivants ('victimes') de violence sexuelle dans leur village est "bon" ou "très bon"							11%	17%	14%
	% de femmes et d'hommes qui considèrent que l'accès aux services de réintégration pour les survivants ('victimes') de violence sexuelle dans leur village est "bon" ou "très bon"							14%	24%	19%

Tableau 11 : Données sur les résultats ISSSS - Sud-Irumu - par sexe, Piliers 1 et 2, juin 2016 à Juin 2017

Indicateur ISSSS #	Indicateur ISSSS (FR-court)			Janvier-Juin 2016		Juillet-Déc. 2016		Janvier-Juin 2017			
				Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Enfant	Total 2017
1_iii	% de femmes et d'hommes déclarant que leurs villages / quartiers sont "très" ou "extrêmement" paisibles							3%	14%		8%
1_iv	% de femmes et d'hommes s'attendant à ce que leur village/ quartier devienne plus paisibles dans un an							8%	17%		12%
1.1_iii	% de femmes et d'hommes déclarant que les projets de paix sont "très bons" or "extrêmement bons" à faire face aux problèmes les plus importants de leur région							2%	12%		7%
2_i (a) [JHRO]	# de victimes signalés de violations des droits de l'homme (VDH) perpétrés par des Groupes Armés contre des femmes, des filles, des garçons et des hommes	Droit à la vie	Exécutions extrajudiciaires et arbitraires					0 vict.(s)	12 vict.(s)	1 vict.(s)	13 vict.(s)
			Autres					2 vict.(s)	5 vict.(s)	0 vict.(s)	7 vict.(s)
		Intégrité physique	Violence sexuelle					31 vict.(s)	0 vict.(s)	7 vict.(s)	38 vict.(s)
			Torture & traitements cruels, inhumains ou dégradants					6 vict.(s)	52 vict.(s)	3 vict.(s)	61 vict.(s)
		Liberté et Sécurité (incl. arrestation arbitraire et détention illégale)					19 vict.(s)	43 vict.(s)	7 vict.(s)	69 vict.(s)	
Travaux forcés					0 vict.(s)	18 vict.(s)	4 vict.(s)	22 vict.(s)			
2_i (b) [JHRO]	# de victimes signalés de violations des droits de l'homme (VDH) perpétrés par des FARDC contre des femmes, des filles, des garçons et des hommes	Droit à la vie	Exécutions extrajudiciaires et arbitraires					0 vict.(s)	0 vict.(s)	0 vict.(s)	0 vict.(s)
			Autres					0 vict.(s)	0 vict.(s)	0 vict.(s)	0 vict.(s)
		Intégrité physique	Violence sexuelle					0 vict.(s)	0 vict.(s)	0 vict.(s)	0 vict.(s)
			Torture & traitements cruels, inhumains ou dégradants					0 vict.(s)	3 vict.(s)	0 vict.(s)	3 vict.(s)
		Liberté et Sécurité (incl. arrestation arbitraire et détention illégale)					1 vict.(s)	20 vict.(s)	0 vict.(s)	21 vict.(s)	
Travaux forcés					0 vict.(s)	10 vict.(s)	0 vict.(s)	10 vict.(s)			
2_i (c) [JHRO]	# de victimes signalés de violations des droits de l'homme (VDH) perpétrés par d'autres agents de l'Etat (PNC, ANR, aut.) contre des femmes, des filles, des garçons et des hommes	Droit à la vie	Exécutions extrajudiciaires et arbitraires					0 vict.(s)	1 vict.(s)	0 vict.(s)	1 vict.(s)
			Autres					0 vict.(s)	0 vict.(s)	0 vict.(s)	0 vict.(s)
		Intégrité physique	Violence sexuelle					0 vict.(s)	0 vict.(s)	0 vict.(s)	0 vict.(s)
			Torture & traitements cruels, inhumains ou dégradants					0 vict.(s)	1 vict.(s)	0 vict.(s)	1 vict.(s)
		Liberté et Sécurité (incl. arrestation arbitraire et détention illégale)					2 vict.(s)	9 vict.(s)	0 vict.(s)	11 vict.(s)	
Travaux forcés					0 vict.(s)	0 vict.(s)	0 vict.(s)	0 vict.(s)			
2_ii	% de femmes et d'hommes rapportant avoir été victime d'une mauvaise conduite de FARDC au cours de l'année écoulée							8%	20%		14%
2_ii (a)	% de femmes et d'hommes qui ont été aidés par les FARDC au cours de l'année écoulée			15%	38%	14%	37%	15%	25%		20%
2_iii	% de femmes et d'hommes qui ont confiance envers les FARDC pour assurer la sécurité de leur quartier ou village							59%	61%		60%
2_iii (a)	% de femmes et d'hommes qui pensent que les FARDC apportent une "grande" ou "très grande" contribution à leur sécurité							17%	28%		22%
2.1_iii	% de femmes et d'hommes qui ont payé "lala salama"/ les contribuitions de sécurité aux FARDC au cours des 6 derniers mois							23%	23%		23%
2.2	% de femmes et d'hommes se sentant "très en sécurité" ou "en sécurité" lorsqu'ils rencontrent une patrouille de FARDC							27%	50%		39%
2.2.2_i	% de femmes et d'hommes qui sont d'acoord que les victimes de crimes de FARDC ont la possibilité de se plaindre							67%	60%		63%
2.2.2_ii	% de femmes et d'hommes qui sont d'accord que les efforts de responsabilisiatiion des FARDC sont en cours			50%	74%	29%	67%	25%	33%		30%
2.2.2_iii	% de femmes et d'hommes qui sont d'accord que les FARDC sont 'impunis' (pour les crimes)							8%	20%		14%

Tableau 11 : Données sur les résultats ISSSS - Sud-Irumbu - par sexe, Pilier 3, juin 2016 à Juin 2017

Indicateur ISSSS #	Indicateur ISSSS (FR-court)	Janvier-Juin 2016		Juillet-Déc. 2016		Janvier-Juin 2017			Total 2017
		Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Enfant	
3_i [gouv. central]	% de femmes et d'hommes évaluant la performance du gouvernement central comme 'très bonne' or 'bonne' à travers les domaines thématiques suivants (indice global):								
	Combattre la corruption					16%	16%		16%
	Combattre la violence sexuelle					16%	27%		22%
	Créer de l'emploi					17%	19%		18%
	Assurer la sécurité					18%	18%		18%
	Etablir la paix dans l'est de la RDC					18%	20%		19%
	Améliorer la vie des Congolais					14%	18%		16%
	Réduire la pauvreté					16%	17%		16%
	Unifier les différents groupes ethniques					19%	21%		20%
3_i [gouv. provincial]	% de femmes et d'hommes évaluant la performance du gouvernement provincial comme 'très bonne' or 'bonne' à travers les domaines thématiques suivants (indice global)								
	Assurer la sécurité					17%	24%		21%
	Améliorer la vie des Congolais					16%	22%		19%
	Préparer les élections démocratiques					19%	22%		21%
	Unifier les différents groupes ethniques					18%	28%		23%
3_i [gouv. territorial]	% de femmes et d'hommes évaluant la performance du gouvernement territorial / La Mairie comme étant 'très bonne' or 'bonne' à travers les domaines thématiques suivants (indice global)								
	Assurer la sécurité					17%	24%		21%
	Améliorer la vie des Congolais					16%	23%		19%
	Préparer les élections démocratiques					16%	20%		18%
	Unifier les différents groupes ethniques					19%	28%		23%
3.1_i	% de femmes et d'hommes qui indiquent qu'ils ont un 'bon' or 'très bon' accès aux services administratifs de l'Etat (état civil)					19%	20%		20%
	% de femmes et d'hommes qui indiquent qu'ils ont un 'bon' or 'très bon' accès aux services d'administration foncière de l'Etat					20%	20%		20%
	% de femmes et d'hommes qui indiquent qu'ils ont un 'bon' or 'très bon' accès au système judiciaire civil national	23%	17%	9%	31%	20%	24%		22%
3.1.1_i [global]	% de femmes et d'hommes 'd'accord', 'tout à fait d'accord' avec les déclarations suivantes sur la performance des fonctionnaires des agents de l'Etat:								
	Les agents de l'Etat ont les compétences requises pour fournir de bons services					41%	54%		47%
	Les agents de l'Etat traitent tous les groupes ethniques de la même manière					28%	37%		33%
	Les agents de l'Etat travaillent sur les cas sans payment d'incitation					28%	33%		30%
	Les agents de l'Etat travaillent rapidement sur les cas					35%	36%		35%
3.1.1_i [justice]	% de F et H 'd'accord', 'tout à fait d'accord' avec les déclarations suivantes sur la performance des fonctionnaires de justice:								
	Les acteurs de la justice (du système de) sont corrompus					30%	45%		37%
	Les décisions des tribunaux sont bien exécutées					12%	22%		17%
	Les décisions des tribunaux sont prises de manière équitable					18%	20%		19%
	La justice est rapide					13%	21%		17%
	Les tribunaux traitent les gens de manière égale et équitable					23%	21%		22%
	Les procès sont équitables					13%	20%		16%
3.1.1_i [police]	% de femmes et d'hommes 'd'accord', 'tout à fait d'accord' avec les déclarations suivantes sur la performance des fonctionnaires de la police/PNC								
	Il est possible d'éviter l'arrestation si on paie la police					39%	37%		38%
	La police reste impunie (des crimes qu'elle commet)					8%	23%		16%
	La police travaille seulement sur les cas après le payment d'une incitation					64%	38%		51%
	La police traite tous les groupes ethniques de la même manière					30%	21%		26%
3.2_i	% de femmes et d'hommes indiquant que le gouvernement national représente 'bien' ou 'très bien' l'intérêt de la population					24%	30%		27%
	% de femmes et d'hommes indiquant que le gouvernement provincial représente 'bien' ou 'très bien' l'intérêt de la population					15%	12%		13%
	% de femmes et d'hommes indiquant que le gouvernement territorial & 'la mairie' représente 'bien' ou 'très bien' l'intérêt de la population					13%	10%		11%
	% de femmes et d'hommes indiquant que les autorités locales représentent 'bien' ou 'très bien' l'intérêt de la population					38%	37%		38%
3.2.2_ii	% de femmes et d'hommes qui indiquent qu'ils trouvent "très" ou "extrêmement" acceptable de payer les 'taxes officielles' (par exemple, 'les taxes réelles', pas 'les taxes inventées').					13%	41%		27%

Tableau 12 : Données sur les résultats ISSSS - Sud-Irumbu - par sexe, Piliers 4 et 5, juin 2016 à Juin 2017

Indicateur ISSSS #	Indicateur ISSSS (FR-court)	Janvier-Juin 2016		Juillet-Déc. 2016		Janvier-Juin 2017			Total 2017
		Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Enfant	
4_i	Revenu mensuel moyen du ménage								
4_ii	% des ménages dépendant d'activités traditionnelles comme activité économique principale (agriculture, pêche, élevage)					61%	81%		71%
4.2.1_iv	% de femmes et d'hommes déclarant avoir un "bon" ou "très bon" accès aux marchés					22%	23%		23%
4.2.2_ii:	% de femmes et d'hommes déclarant avoir un "bon" ou "très bon" accès à la terre	16%	61%	23%	54%	26%	44%		35%
4.2.3_i	% de femmes et d'hommes indiquant avoir accès au crédit, si nécessaire	6%	19%	23%	22%	17%	27%		22%
4.2.5_i:	% de femmes et d'hommes déclarant avoir eu un emploi rémunéré pendant au moins une semaine durant les 3 derniers mois	4%	16%	3%	17%	8%	24%		16%
4.3_i	% de femmes et d'hommes qui indiquent que les gens de leur région participent "souvent" ou "parfois" à des activités/cérémonies culturelles avec des membres d'autres groupes ethniques					91%	77%		84%
	% de femmes et d'hommes qui indiquent que les gens de leur région fréquentent "souvent" ou "parfois" des lieux de culte ensemble avec des membres d'autres groupes					94%	85%		89%
	% de femmes et d'hommes qui indiquent que les gens de leur région travaillent "souvent" ou "parfois" ensemble avec des membres d'autres groupes ethniques					89%	86%		87%
	% de femmes et d'hommes qui indiquent que les gens de leur région se marient "souvent" ou "parfois" avec des membres d'autres groupes ethniques					96%	86%		91%
5_ii	% de femmes et d'hommes signalant avoir été victimes de violence physique ou sexuelle au cours des six derniers mois					5%	8%		7%
5_iii	% de femmes et d'hommes qui connaissent personnellement une femme / un homme ayant survécu ("victime") de violence sexuelle					11%	13%		12%
5.1_i	% de femmes et d'hommes croyant que le consentement à une activité sexuelle est toujours nécessaire (y compris au sein du mariage)	52%	69%	63%	75%	60%	69%		65%
	% de femmes et d'hommes croyant que les crimes de violence sexuelle devraient être résolus «dans la famille», c'est-à-dire sans l'implication des autorités					20%	32%		26%
	% de femmes et d'hommes qui sont d'accord qu'il est parfois acceptable pour un homme de battre sa femme / son épouse					17%	45%		31%
5.1_ii	% de femmes et d'hommes rapportant qu'ils accepteraient le retour d'un survivant de violence sexuelle dans leur communauté	91%	74%	82%	80%	81%	77%		79%
	% de femmes et d'hommes rapportant qu'ils accepteraient le retour d'un survivant de violence sexuelle dans leur ménage					73%	82%		77%
	% de femmes et d'hommes rapportant qu'ils accepteraient le retour dans leur ménage d'un survivant de violence sexuelle qui a eu un enfant à la suite de la violence	93%	78%	84%	89%	77%	78%		78%
	% de femmes et d'hommes rapportant qu'ils accepteraient le retour dans leur ménage d'un survivant de violence sexuelle qui a contracté une maladie ou a souffert d'une blessure à la suite de la violence	87%	75%	79%	80%	81%	74%		78%
5.2_i	% de femmes et d'hommes qui sont 'd'accord' que les FARDC/PNC sont punis de manière appropriée s'ils commettent des violences sexuelles					20%	52%		36%
5.3.3_v	% de femmes et d'hommes qui considèrent que l'accès au services de soin de santé pour les survivants ('victimes') de violence dans leur village est "bon" ou "très bon"					22%	21%		22%
	% de femmes et d'hommes qui considèrent que l'accès au service de support psychologique pour les survivants ('victimes') de violence sexuelle dans leur village est "bon" ou "très bon"					14%	14%		14%
	% de femmes et d'hommes qui considèrent que l'accès aux services de réintégration pour les survivants ('victimes') de violence sexuelle dans leur village est "bon" ou "très bon"					19%	19%		19%

4 Conclusion - Observations et questions à prendre en compte

L'analyse, les conclusions, les observations et les recommandations présentées dans cette section du rapport ont été développées par la Cellule S&E, sur la base des données disponibles fournies par les différentes sources d'information.

Observations – Pilier 1 (Dialogue Démocratique)

Les résidents du Sud-Irumu ne font pas preuve d'un état d'esprit optimiste en ce qui concerne l'état présent ou futur de la paix et de la sécurité, et la capacité de la communauté internationale et du Gouvernement à introduire des changements positifs. Cela crée des conditions difficiles pour lancer le dialogue démocratique dans la ZP (**Objectif Spécifique 1**). Cette perception négative de la paix dans l'ensemble de la ZP est restée inchangée depuis janvier 2016 jusqu'à la période de rapportage actuelle. Le pessimisme est plus prononcé parmi la population de Bahema Sud et de Walendu Bindi (Sud-Irumu Nord), où environ la moitié de la population estime son village "peu" ou "pas du tout" sûr (**Indicateur 1_iii**). Les incidents sécuritaires et cas de violation des droits de l'homme perpétrés par les groupes armés dans la sous-zone de Sud-Irumu Nord ont augmenté, passant de 96 cas enregistrés de juillet à décembre 2016 à 162 au cours de la période de rapportage actuelle. Les avis de la population n'ont pas changé depuis l'Étude de Base de l'ISSSS, avec 9 adultes sur 10 dans la ZP qui s'attendent à des conditions de paix inchangées ou empirées à l'avenir (**Indicateur 1_iv**). Environ 6 personnes sur 10 dans la ZP du Sud Irumu indiquent que les "projets de paix" (de stabilisation) ont eu une contribution faible ou nulle aux améliorations globales dans leurs villages/communautés (**Indicateur 1.1_iii**).

Contrairement aux tendances observées dans d'autres ZP, les hommes au Sud-Irumu sont plus positifs et plus optimistes que les femmes en ce qui concerne la situation sécuritaire actuelle et future, malgré le fait qu'ils rapportent être plus fréquemment que les femmes victimes de violences et de torts.

Considérations possibles pour la programmation – Pilier 1

Comme c'est le cas dans d'autres ZP, les perceptions largement négatives au sujet des projets de stabilisation passés soulignent l'importance de l'**approche participative** de l'ISSSS, c.-à-d. l'utilisation des **mécanismes de consultation et de dialogue**, non seulement au cours des phases initiales des projets, mais également au cours de leur mise en oeuvre (comme par exemple le suivi participatif) afin d'établir la légitimité du processus de stabilisation dans son ensemble. Cela peut aussi amplifier la pression sur les projets pour faire suivre au dialogue des actions concrètes et des avantages concrets, afin de convaincre une population largement sceptique de la **valeur globale du processus de stabilisation**.

Une approche participative et forte tout au long de la vie du projet pourrait également fournir une opportunité d'assurer une participation engagée et active de la part des femmes.

Alors que les efforts de programmation sont en cours au Sud-Irumu, la situation n'a pas beaucoup changé pour ce qui est de la **performance des FARDC en matière de protection des civils (PdC) et de l'amélioration des relations communauté – FARDC (Objectif Spécifique 2)**. Alors que les relations entre les FARDC et la population ne sont ni particulièrement bonnes ni mauvaises, les forces armées ne semblent pas beaucoup interagir avec la population en vue d'établir des relations plus fortes.

La majorité des résidents du Sud-Irumu n'ont ni été victimes de mauvaises conduites des FARDC, ni rapporté avoir été aidés par celles-ci (**Indicateur 2_ii et 2_ii(a)**). La part de population déclarant avoir été aidée par les FARDC a baissé d'environ 2 personnes sur 10 en décembre 2016 à 1 sur 10 lors de la présente période de rapportage. Les perceptions au sein de la population sur la contribution des FARDC au maintien de la paix et de la sécurité ne sont pas très fortes, avec 6 personnes sur 10 qui les perçoivent comme apportant une contribution de moyenne à faible à la paix au Sud-Irumu (**Indicateur 2_iii (a)**). Environ un quart de la population du Sud-Irumu rapporte avoir effectué des paiements de "*lala salama*" au cours de cette période de rapportage (**Indicateur 2.1_iii**).

Les attitudes des résidents du Sud-Irumu envers les FARDC demeurent égales entre hommes et femmes. Cependant, la confiance en la volonté des FARDC de se rendre redevables pour d'éventuelles infractions a baissé. En juin 2016, 9 personnes sur 10 croyaient en la possibilité pour les victimes des FARDC de porter plainte, contre 6 sur 10 durant la présente période de rapportage. En même temps, la connaissance parmi la population des mesures et structures internes de redevabilité des FARDC est relativement limitée : 4 personnes sur 10 répondent "je ne sais pas" si interrogés à ce sujet. (**Indicateur 2.2.2_i**).

Les perceptions de la sécurité parmi les femmes sont variables dans au Sud-Irumu. La grande majorité des femmes (approximativement 9 sur 10) indiquent ne pas avoir été victimes de mauvaises conduites de la part des FARDC. Près de deux tiers des femmes ont confiance en la capacité des FARDC de garantir la sécurité dans leur village et environ la moitié estime que les soldats des FARDC sont poursuivis pour leurs crimes. Cependant, un quart seulement des femmes se sent en sécurité en cas de rencontre avec une patrouille des FARDC.

Des différences précises émergent en matière de tendances sécuritaires entre les deux sous-zones du Sud-Irumu (Sud-Irumu Sud et Sud-Irumu Nord). Au Sud-Irumu Sud, 3 adultes sur 10 rapportent avoir été aidés par les FARDC, contre 1 sur 10 au Sud-Irumu Nord. En ce qui concerne l'achat de la sécurité, 3 personnes sur 10 au Sud-Irumu Sud paient des "*lala salama*", contre 1 sur 10 au Sud-Irumu Nord (**Indicateur 2.1_iii**). Moins de personnes au Sud-Irumu Sud rapportent se sentir en sécurité en cas de rencontre avec une patrouille des FARDC (2 personnes sur 10), en comparaison avec le Sud-Irumu Nord (6 sur 10) (**Indicateur 2.2.**).

Considérations possibles pour la programmation – Pilier 2

Au vu des doutes importants parmi la population, de la variabilité de perceptions parmi les femmes, et de l'émergence de contrastes entre les deux sous-zones prioritaires, il peut être nécessaire de viser des

⁷ *Lala Salama* c'est la contribution monétaire payé aux FARDC par les civiles pour assurer leur sécurité.

aspects spécifiques de l'intervention ISSSS dans chaque sous-zone. Étant donné qu'une partie importante des résultats du Pilier 2 ne sont pas couverts au Sud-Irumu, il reste un risque que le progrès vers la réalisation des résultats reste lent, à moins que des synergies soient identifiées ou que la programmation ISSSS parvienne à combler ces lacunes. Il peut être utile de poursuivre le suivi des développements entre les deux sous-zones en ce qui concerne la situation sécuritaire émergente.

Observations – Pilier 3 (Restauration de l'Autorité de l'État)

Le Sud-Irumu **bénéficie d'une présence locale accrue de l'État congolais régulier (Objectif Spécifique 3)**. Les attitudes au sujet de la capacité du Gouvernement central à établir la paix dans l'est de la RDC sont celles qui se sont le plus améliorées, partant de presque zéro en décembre 2016 et arrivant à environ 2 personnes sur 10 en juin 2017 qui considèrent que le Gouvernement a fait du "très bon" ou "bon" travail dans ce domaine (**Indicateur 3_i Gouv. central**). Cette tendance est la même dans les deux sous-zones prioritaires, avec 2 personnes sur 10 qui expriment des opinions positives sur le travail de Gouvernement à tous les niveaux (**Indicateur 3_i central, provincial et territorial**). Cependant, davantage de travail est nécessaire pour affronter le traitement et l'accès équitable aux services pour tous les groupes ethniques. Près de la moitié des hommes et des femmes indiquent que le Gouvernement ne traite pas tous les groupes de la même manière (**Indicateur 3.1.1_i global**).

Les opinions divergent entre hommes et femmes en ce qui concerne le travail du Gouvernement dans la lutte contre la violence sexuelle. Environ 6 femmes sur 10 jugent les Gouvernement "mauvais" ou "très mauvais" à cet égard, alors qu'environ un quart des hommes le considèrent "bon". Néanmoins, les opinions globales continuent à s'améliorer depuis 2016 (**Indicateur 3_i Gouv. central**).

Only 2 out of 10 citizens of Sud-Irumu have a positive opinion regarding access to the judicial system and also access to general and land administrative services. The opinion of access to these services is better in Sud-Irumu Nord than in Sud-Irumu Sud where only 1 out of 10 people rate access to the judicial, general and administrative services as "good" or "very good" (**Indicateur 3.1_i**).

La connaissance parmi la population des services et activités du secteur judiciaire semble faible, avec environ 3 personnes sur 10 qui soit refusent de répondre sur ce sujet, soit disent "ne pas savoir". On note également une différence entre les deux sous-zones du Sud-Irumu Sud et Nord en matière de corruption au sein du système judiciaire. Approximativement un tiers de la population du Sud-Irumu Sud considère que les acteurs du système judiciaire sont corrompus, pour près de la moitié au Sud-Irumu Nord (**Indicateur 3.1.1_i justice**).

On observe de grandes variations dans les opinions au Sud-Irumu en ce qui concerne la disponibilité à payer des impôts pour soutenir les services de l'État : au Sud-Irumu Sud, seule 1 personne sur 10 trouve "très" ou "extrêmement" acceptable de payer des "impôts officiels"⁸, contre environ 5 personnes sur 10 au Sud-Irumu Nord (**Indicateur 3.2.2_ii**).

⁸ Les "impôts officiels" font référence aux impôts réels, c'est-à-dire l'argent qui entre dans le budget public, et non des "impôts inventés" visant à enrichir un individu ou un groupe particuliers.

Il est intéressant de remarquer dans toutes les questions se rapportant au Gouvernement, environ 3 femmes sur 10 sont soit incapables de répondre, ou disent “ne pas savoir”, contre 1 homme sur 10.

Considérations possibles pour la programmation – Pilier 3

Le Sud-Irumu présente un cadre idéal pour la programmation ISSSS, pour qu'elle constitue une différence positive dans la vie de la population, en travaillant avec ses partenaires pour rendre le Gouvernement redevable dans **la question du rôle et de la présence de l'État congolais au Sud-Irumu à tous les niveaux (central, provincial et territorial)**. En collaboration étroite avec les partenaires et autres acteurs présents dans la zone, ces améliorations promouvront l'amélioration de l'accès aux services et soutiendront la redevabilité du Gouvernement dans la fourniture de services de qualité. Alors que les interventions actuelles de l'ISSSS couvrent une partie considérable du Pilier 3, il serait intéressant d'étudier les possibles synergies entre ses composantes afin d'en renforcer les résultats. Comme indiqué tout au long de cette analyse, une étude des barrières spécifiques à genre qui réduisent d'avantage l'accès aux services pour les femmes pourrait renseigner et orienter les efforts.

Observations – Pilier 4 (Résilience Socio-économique au Conflit)

Globalement, le Sud-Irumu peine à garantir un **flux équitable de ressources socioéconomiques (Objectif Spécifique 4)**. Réaliser des progrès dans ce domaine à travers la programmation ISSSS ne sera pas une tâche aisée. Si les hommes semblent avoir un meilleur accès à la terre, au crédit et à des emplois rémunérés, les femmes continuent à rapporter des niveaux d'accès plus bas.

La partie de la population qui dépend principalement d'activités traditionnelles de génération de revenus a augmenté de décembre 2016 à juin 2017 d'environ 10 points. Pour à peu près 4 hommes sur 5, l'agriculture, la pêche ou l'élevage représentent la principale source de revenu, alors que parmi les femmes, la proportion est de 3 sur 5 (**Indicateur 4_iii**). Le nombre de personnes rapportant avoir reçu été rétribués pour au moins une semaine de travail au cours des trois mois précédant l'enquête a également augmenté entre juin 2016 et juin 2017. On note cependant toujours une différence significative entre les hommes et les femmes : environ un quart des hommes rapportent avoir reçu un paiement, pour seulement un dixième des femmes. Le revenu moyen par ménage est bas, avec 1 personne sur 5 déclarant gagner moins de 15\$, ou entre 16 et 30\$ par mois. Un quart des femmes au Sud-Irumu rapportent gagner moins de 15\$ par mois, et environ 1 sur 5 déclare ne rien gagner du tout. Le Sud-Irumu Sud enregistre le niveau de revenu par ménage le plus faible, avec environ 3 personnes sur 10 rapportant gagner 0\$ par mois (**Indicateur 4_i**).

L'accès au crédit reste semblable entre les deux sous-zones (Sud-Irumu Sud et Nord), avec environ un quart de la population déclarant avoir accès au crédit dans la période allant de décembre 2016 à juin 2017. À nouveau, les hommes semblent privilégiés dans ce domaine (3 sur 10 ont accès au crédit, contre 2 femmes sur 10) (**Indicateur 4.2.3_i**). Un niveau d'accès similaire est rapporté entre hommes et femmes au Sud-Irumu en ce qui concerne les marchés, avec un quart de la population déclarant y avoir accès. On note cependant une disparité entre les sous-zones : 3 personnes sur 10 ont accès aux marchés au Sud-Irumu Nord, pour seulement 1 sur 10 au Sud-Irumu Sud (**Indicateur 4.2.3_ii**).

Les résidents du Sud-Irumu semblent prendre les choses en main en ce qui concerne les interactions entre différents groupes ethniques, plutôt que d'attendre une initiative du Gouvernement (voir Pilier 3 plus haut). Le niveau d'interaction avec des membres d'autres groupes ethniques est élevé, avec une moyenne de 9 personnes sur 10 rapportant interagir et participer à différents types d'événements et d'activités avec des membres d'autres groupes ethniques. Globalement, les femmes rapportent plus d'interactions que les hommes (**Indicateur 4.3_i**).

Considérations possibles pour la programmation – Pilier 4

Des besoins majeurs doivent être pris en compte par la programmation ISSSS en vue de parvenir à un accès équitable. Dans un premier temps, il pourrait être intéressant que la programmation identifie les causes premières des obstacles existants qui empêchent un accès équitable aux ressources socioéconomiques au Sud-Irumu.

Il est probable qu'en affrontant ces causes, d'autres effets positifs découleront de la programmation. Par exemple, il est possible que les opinions au sujet de différents aspects du Pilier 1 deviennent plus positives si les femmes commencent à remarquer une amélioration dans leur perception des projets de paix, et de comment ils contribuent positivement à répondre à leurs priorités.

Observations – Pilier 5 (Prévention des VSBG)⁹

Les cas rapportés de violence sexuelle au Sud-Irumu sont peu nombreux, et visent davantage les hommes que les femmes. La sous-zone de Sud-Irumu Sud enregistre légèrement plus de personnes ayant été victimes de violences sexuelles (1 personnes sur 10) que celle de Sud-Irumu Nord (qui n'arrive pas à 1 personne sur 10). Le nombre total de cas a cependant légèrement diminué depuis juin 2016.

Les attitudes des hommes sont globalement plus cohérentes que celles des femmes en ce qui concerne différents aspects des violences sexuelles. Environ la moitié des hommes considèrent comme parfois acceptable qu'un mari batte sa femme, pour un quart des femmes. Pour ce qui est d'un aspect plus positif, les attitudes en matière de consentement n'ont pas changé, avec 6 personnes sur 10 qui le considèrent nécessaire pour toute relation sexuelle. Il est intéressant de remarquer que parmi les résidents de la sous-zone de Sud-Irumu Nord ce taux atteint les 8 personnes sur 10 (**Indicateur 5.1_i**). Plus de la moitié des hommes considèrent que les membres des FARDC/de la PNC sont punis de manière appropriée lorsqu'ils sont responsables de cas de violence sexuelle, contre 1 seule femme sur 5 (**Indicateur 5.2_i**).

Les opinions en ce qui concerne la réintégration des survivants/victimes de violences sexuelles au sein de la communauté et du ménage, y compris pour les victimes qui ont un enfant à la suite de ces violences, sont similaires auprès des hommes et des femmes : 7 personnes sur 10 se disent en faveur de la réintégration (**Indicateur 5.1_ii**). La sous-zone de Sud-Irumu Sud enregistre des variations de

⁹ Il n'est pas possible d'estimer le nombre total de cas de violence sexuelle dans les ZP, étant donné qu'aucun des ensembles de données disponibles n'est exhaustif. En supposant cependant que tout défaut dans les données affecte l'ensemble des données, à travers les zones géographiques, les nombres disponibles peuvent tout de même donner une idée de l'importance relative des incidences dans différentes zones.

tendance par rapport à cette question : l'acceptation de la réintégration concernait 8 personnes sur 10 en juin 2016, pour ensuite augmenter en décembre 2016, et finalement baisser pour atteindre les 6 personnes sur 10 en juin 2017.

Considérations possibles pour la programmation – Pilier 5

Au vu de l'augmentation de cas de violence sexuelle, des variations observées dans les attitudes des hommes et des femmes ainsi qu'entre les sous-zones, il peut être nécessaire de considérer si et comment **la couverture actuellement faible des résultats du Pilier 5 par la programmation ISSSS peut être étendue, en particulier en ce qui concerne la prise en charge des survivants des violences**. Il est important de souligner que plusieurs résultats liés et inclus sous le Pilier 2 (par exemple ceux visant au renforcement des structures disciplinaires et de supervision internes des FARDC (**Résultat Global 2.1**)) ne sont pas non plus couverts par la programmation ISSSS. Il est donc important de assurer la couverture des aspects liés au genre et VSBG dans la programmation faite sous tous les piliers.

Annexe II - Zone Prioritaire de Mambasa, Province de l'Ituri

Liste des Acronymes

BCNUDH	Bureau Conjoint des Nations Unies pour les Droits de l'Homme (<i>JHRO</i>)
Cellule S&E	Cellule Suivi et Evaluation (<i>M&E Cell</i>)
CISPE	Consortium pour la Stabilisation Intégrée et la Paix en RDC Orientale
CPLUP	Community Participatory Land Use planning (CPLUP)
DH	Droits de l'Homme
ETD	Entités Territoriales Décentralisées
FARDC	Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FARM	Sécurité alimentaire et accès inclusif aux ressources pour un développement du marché sensible au conflit (<i>Food security and inclusive Access to Resources for conflict sensitive Market development</i>)
FCS	Fonds de Cohérence pour la Stabilisation
FDLR	Forces démocratiques de libération du Rwanda
IA	International Alert
IDP	Déplacés Internes (<i>Internally Displaced Persons</i>)
ISSSS	Stratégie internationale d'appui en matière de sécurité et de stabilisation
MONUSCO	Mission de l'ONU pour la Stabilisation en République démocratique du Congo
OG	Objectif Global
OIM	Organisation Internationale pour la Migration
ONU	Organisation des Nations Unies
OS	Objectif Spécifique
PdC	Protection des Civils
PNC	Police Nationale Congolaise
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
RDC	République Démocratique du Congo
RG	Résultat Global
RI	Résultat Intermédiaire
SFCG	<i>Search For Common Ground</i>
SSR	Réforme du Secteur Sécuritaire (<i>Lobi Mokolo Ya Sika</i>)
UAS	Unité d'Appui à la Stabilisation
VSBG	Violence Sexuelle et Basée sur le Genre
ZP	Zone Prioritaire

1 Présentation de l'Annexe III – Mambasa (Ituri)

Cette annexe présente une projection programmatique de l'ISSSS dans la zone prioritaire (ZP) de Mambasa pour la période allant de janvier à juin 2017. Il s'agit d'une cartographie des projets harmonisés qui sont actuellement en cours de mise en œuvre ou « en développement » (c.-à-d. dans la phase préliminaire, ou dans les étapes finales de conception, mais dont le démarrage est prévu incessamment).

Le premier semestre 2017 étant la première période pour laquelle des données de suivi complètes ont été rendues disponibles, cette annexe constitue effectivement un rapport de base succinct de l'ISSSS dans la ZP de Mambasa, c'est-à-dire que les données présentées serviront de base de référence à laquelle les résultats de futures collectes des données seront comparés.

Ce rapport présente un ensemble d'observations provisoires et préliminaire sur la programmation de l'ISSSS dans la ZP. Il est cependant important de souligner que ces observations visent à aider et informer les parties prenantes dans la poursuite du débat sur les tendances et les options de programmation dans la ZP. Par conséquent, elles ne prétendent pas être définitives ou à accepter comme telles, elles sont au contraire destinées à alimenter le débat. La remise en question, la révision et l'affinement des observations dans le cadre de ce débat font en effet partie intégrante du processus de suivi et d'apprentissage au sein de la Cellule S&E de l'UAS.

2 État de la programmation ISSSS - ZP de Mambasa

Cette section donne un aperçu de l'état de la programmation ISSSS dans la zone prioritaire (ZP) de Mambasa. Elle présente en particulier :

- Une **brève description des différents programmes et interventions** actuellement mis en œuvre dans la ZP de Mambasa en partenariat avec l'ISSSS ; c'est-à-dire financés soit à travers le Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS), soit par des accords bilatéraux (*programmes alignés*) ;
- Un aperçu de comment ces **interventions couvrent les éléments de résultats de l'ISSSS à travers ses cinq piliers thématiques** ; et des observations provisoires sur la mesure dans laquelle tous les éléments nécessaires sont pris en compte ;
- Une vision légèrement plus approfondie de **l'état de la programmation ISSSS pilier par pilier**, sur la base de l'état d'avancement des projets ISSSS en janvier-juin 2017, avec quelques réflexions additionnelles sur les implications pour la mise en œuvre de la stratégie au cours des mois à venir.

Aperçu des interventions ISSSS dans la zone prioritaire de Mambasa

Le Tableau 1 ci-dessous énumère les projets actuellement mis en œuvre, ou programmés pour les mois à venir, dans le cadre de l'ISSSS dans la zone prioritaire de Mambasa. Pour chacun, le tableau présente les informations relatives aux *organisations lead* respectives, la période prévue de mise en œuvre, ainsi que les aires thématiques dans lesquelles ils s'inscrivent.

Tableau 1 : Aperçu des interventions à Mambasa associées à l'ISSSS (alignées et FCS)

Type	Titre (Organisation Lead)	Période de mise en œuvre	Aire(s) thématique(s)
FCS	Amani ni njiya ya maendeleo, phase II (UNHABITAT)	Avril 2017 - avril 2018	Dialogue démocratique ; Gouvernance foncière pour la restauration de l'autorité de l'État ; Cohésion sociale et résilience des communautés pour la réinsertion et à la relance socioéconomique et la promotion de l'égalité des genres, lutte contre les discriminations, prévention des VSBG.
Alignées	Lobi Mokolo Ya Sika (Réforme du Secteur Sécuritaire (Extension Phase 4) (SSR-SFCG)	En cours (fin prévue en mai 2018)	Connaissance et conscience accrues, de la part des forces de sécurité congolaises et des civils, de leurs droits, rôles et responsabilités mutuelles, afin d'améliorer leurs relations et construire la confiance.

Le panorama global des projets à Mambasa

Pris en compte dans leur ensemble, les projets mentionnés dans le Tableau 1 ci-dessus répondent aux cinq piliers de l'ISSSS, à différents stades d'avancement :

- Pour cette période, la couverture programmatique du Pilier 2 (Performance des FARDC en matière de Protection des Civils (PdC)) est en cours de développement dans la ZP de Mambasa, c'est-à-dire que moins de la moitié des résultats de ce pilier sont actuellement couverts par au moins un projet.
- La couverture de tous les autres piliers - 1 (Dialogue Démocratique), 3 (Restauration de l'Autorité de l'État), 4 (Résilience Socio-économique au Conflit) et 5 (Prévention des VSBG) - est relativement avancée, dans la mesure où plus de la moitié des résultats de chacun de ces piliers sont couverts par au moins un projet.

Le Tableau 2 ci-dessous donne un aperçu de l'état de la programmation par pilier thématique dans la ZP Mambasa.

Tableau 2: État de la programmation dans la zone prioritaire de Mambasa (province de l'Ituri), tous programmes, juillet 2017

Pilier	Contribution visée à la mise en œuvre de l'ISSSS	Couverture du cadre de résultats ISSSS ¹
Pilier 1	Création d'un dialogue (démocratique) participatif et inclusif pour assurer un processus politique et communautaire de transformation des conflits ciblés	Avancée
Pilier 2	Amélioration de la performance des FARDC dans la PdC et des relations communautaires - FARDC	En cours de développement
Pilier 3	Accroissement du rôle (bénéfique) et de la présence de l'État congolais (en particulier des autorités locales) dans les zones prioritaires	Avancée
Pilier 4	Augmentation du flux équitable de ressources vers les populations à risque (femmes, hommes, filles et garçons), et de la cohérence en leur sein, en particulier en ce qui concerne les déplacés et les populations de retour	Avancée
Pilier 5	Assurance que les réformes du secteur sécuritaire (Piliers 2 et 3) et le renforcement des capacités étatiques au niveau local (Pilier 3) prennent suffisamment en compte la lutte aux VSBG, en tant que symptôme et facteur de conflit dans les zones prioritaires	En cours de développement

Programmation pour le Pilier 1 (Dialogue Démocratique)

Au regard du tableau 3 ci-dessous, la programmation du pilier 1 est actuellement assurée par un seul projet dans la zone prioritaire de Mambasa : l'intervention FCS du consortium UN HABITAT. Ce projet intervient sur la problématique des conflits autour de la RFO (Réserve de la Faune à Okapis), essentiellement dans le dialogue entre les parties prenantes à travers la mise en place des plateformes et l'élaboration des plans d'actions conjoints. Ceci fait suite à la phase I du projet et aux acquis de la Conférence inclusive de Mambasa (août 2016).

Bien que le projet prône l'endossement des plans d'actions communautaires par les autorités aux niveaux local, provincial et national, il reste néanmoins dépourvu d'actions sur les conventions sectorielles au niveau national, alors que des progrès ont été faits pour susciter l'engagement des autorités (ainsi que de leurs partenaires) aux niveaux provincial et national.

¹ **Complète** : Tous les résultats de l'ISSSS sont couverts par des projets ; **Avancée** : La plupart des résultats sont couverts par des projets ; **En cours de développement** : une minorité de résultats sont couverts par les projets.

La situation sociopolitique actuelle, notamment sur les élections et l'insécurité (émergence et recrudescence des groupes armés dans cette zone), risque d'affecter négativement la possibilité et les efforts visant à mettre en place un processus de dialogue participatif à Mambasa.

Le Tableau 3 ci-dessous donne une vue d'ensemble de la couverture actuelle des résultats et de la contribution planifiée de la part des projets aux résultats globaux et intermédiaires (RG et RI) du pilier 1 du cadre logique de l'ISSSS.

Tableau 3 : Panorama des programmes ISSSS à Mambasa Pilier 1 (Dialogue Démocratique)

Objectif / résultat		Projets harmonisés
OS 1	Soutien accru et inclusif (impliquant l'État et les différents groupes de population) pour la stratégie de stabilisation et de sécurité, au niveau communautaire	
RG 1.1	Processus locaux de stabilisation alignés sur les priorités des communautés	(FCS) UN HABITAT
RI.1.1.1	Plans d'action conjoints, inclusifs et sensibles au genre développés et approuvés par les représentants des communautés, et les autorités traditionnelles et formelles	(FCS) UN HABITAT
RI 1.1.2	Priorités des plans d'action conjoints, inclusifs et sensibles au genre rassemblées dans des conventions sectorielles applicables	Non couvert
RI 1.1.3	Autorités nationales engagées et agissant sur la base des conventions sectorielles	Non couvert
RG 1.2	Soutien maintenu des communautés pour la stabilisation	(FCS) UN HABITAT
RI 1.2.1	Mécanismes de supervision participatifs et inclusifs établis et opérationnels	(FCS) UN HABITAT

Programmation sous le Pilier 2 (Performance des FARDC en matière de Protection des Civils (PdC))

À la lecture du tableau 4 ci-dessous, la programmation sous le pilier 2 est caractérisée par les actions de RSS qui visent le changement de comportement des FARDC en ce qui concerne la protection des civils et les VSBG. Elle se focalise également sur l'amélioration de la confiance et de la cohésion entre communautés locales et éléments des FARDC déployés dans la ZP de Mambasa. Cependant, les composantes de résultats liées aux dynamiques internes et aux mécanismes incitatifs qui influent sur le comportement des FARDC ne sont actuellement pas substantiellement couvertes (ex. le Résultat Intermédiaire **RI 2.2.2**). De la même manière, la logique d'intervention du SSR sur l'amélioration des performances des FARDC ne comprend pas encore clairement les efforts visant à communiquer les expériences et les leçons tirées de l'engagement local du projet avec les membres des FARDC aux dirigeants nationaux, ou visant à relier le travail au niveau local à la Réforme nationale du secteur de la sécurité (RSS).

Le système de rotation/mutation des membres des FARDC rend difficile la consolidation des acquis du projet en termes de performance en PdC. À cela s'ajoute l'insuffisance des progrès réalisés dans le programme national de réforme du secteur de sécurité, notamment en rapport avec la prise en charge et la politisation du corps de l'armée.

Le Tableau 4 ci-dessous donne une vue d'ensemble de la couverture actuelle des résultats et de la contribution planifiée de la part des projets aux résultats globaux et intermédiaires (RG et RI) du pilier 2 du cadre logique de l'ISSSS.

Tableau 4 : Panorama des programmes ISSSS à Mambasa, Pilier 2 (Performance des FARDC en matière de PdC)

Objectif / résultat		Projets harmonisés
OS 2	Performance améliorée des FARDC en matière de PdC dans les conflits armés	
RG 2.1	Principes et procédures opérationnels des FARDC pour la PdC appliqués et respectés	(A): SSR
RI 2.1.1	Sensibilité et compétences accrues parmi les commandants des FARDC et leurs unités vis à vis des principes acceptés de protection des civils et de prévention de violences sexuelles	(A) : SSR
RI 2.1.2	Structures internes disciplinaires, de supervision et de motivation des FARDC renforcées et alignées sur la PdC	Non couvert
RI 2.1.3	Mécanismes judiciaires militaires renforcés pour les violations des droits de l'homme (DH)	(A): SSR
RI 2.1.4	Leçons tirées de l'expérience et exigences de ressources pour la PdC communiquées au commandement national des FARDC	Non couvert
RG 2.2	Cohésion et confiance accrues entre populations civiles et FARDC	(A): SSR
RI 2.2.1	Intégration sociale et économique des soldats au sein des communautés hôtes	(A): SSR
RI 2.2.2	Mécanismes de réparation améliorés pour les autorités locales et les communautés	Non couvert
RI 2.2.3	Comportement amélioré des FARDC (moins prédateur et mercantiliste)	Non couvert

Programmation sous le Pilier 3 (Restauration de l'Autorité de l'État)

Au regard du tableau 5 ci-dessous, la programmation sous le pilier 3 est focalisée sur l'amélioration de la performance des agents de l'État dans les secteurs de la police et de l'administration foncière.

Les lacunes se situent d'une part au niveau de la couverture des résultats en lien avec la disponibilité des ressources nécessaires pour le fonctionnement des ETD (par exemple les résultats globaux **RG 3.1.3**, et **RG 3.2**), et d'autre part sur l'existence d'un cadre réglementaire/légal qui puisse favoriser la gouvernance locale.

Dans ce contexte, plusieurs facteurs risquent d'affecter les effets escomptés sous le pilier 3. Parmi ces facteurs, nous pouvons citer le contexte politique national actuel (centralisation du pouvoir, obstructionnisme et absence de réformes, y compris financières, comme la question de la paie).

Le Tableau 5 ci-dessous donne une vue d'ensemble de la couverture actuelle des résultats et de la contribution planifiée de la part des projets aux résultats globaux et intermédiaires (RG et RI) du pilier 3 du cadre logique de l'ISSSS.

Tableau 5: Panorama des programmes ISSSS à Mambasa, Pilier 3 (Restauration de l'Autorité de l'État)

Objectif / résultat		Projets harmonisés
OS 3	Rôle (bénéfique) et présence de l'État congolais « régulier » accrus dans la gouvernance locale	
RG 3.1	Accès aux services pertinents de l'État amélioré	(FCS) UN HABITAT
RI 3.1.1	Performance améliorée des agents de l'État dans la fourniture de services	(FCS) UN HABITAT (A) SSR
RI 3.1.2	Disponibilité/accès accrus aux infrastructures physiques etc. pour la fourniture des services	(FCS) UN HABITAT
RG 3.1.3	Disponibilité accrue de ressources financières pour une fourniture de services viable	Non couvert
RG 3.2	Redevabilité et réactivité des institutions étatiques améliorées	Non couvert
RI 3.2.1	Structures de supervision et de planification participatives locales établies et opérationnelles	(FCS) UN HABITAT
RI 3.2.2	Population locale et société civile agissant sur la base de leurs propres responsabilités et droits vis-à-vis des autorités locales	(FCS) UN HABITAT
RI 3.2.3	Conscience des agents de l'État par rapport à leurs devoirs et responsabilités formels et aux effets destructeurs de la corruption	(FCS) UN HABITAT
RG 3.3	Cadre réglementaire/légal favorable et cohérent pour la gouvernance locale mis en place	Non couvert
RI 3.3.1	Autorités locales/ ETD préparées à la dévolution des pouvoirs et la rétrocession des finances	Non couvert
RI 3.3.2	Division des responsabilités entre autorités formelles et traditionnelles codifiée	(FCS) UN HABITAT
RI 3.3.3	Leçons tirées pour une présence locale accrue de l'État prises en compte par les autorités nationales	Non couvert

Programmation sous le Pilier 4 (Résilience Socio-économique au Conflit)

Au regard du tableau 6 ci-dessous, la programmation sous le Pilier 4 à Mambasa couvre la plupart des composantes des résultats associés : amélioration des conditions économiques pour le développement économique à long terme et la stabilisation (Résultat Global **RG 4.2**) ; et assistance spécifique pour l'amélioration de l'accès à la terre (conflits liés à la terre réduits, meilleur accès à la gouvernance de la terre, planification de l'utilisation des terres). La programmation ISSSS prévoit également un soutien pour le renforcement des liens sociaux et de la cohérence sociale au sein des communautés (**RG 4.3**).

Parmi ce qui n'est pas couvert, nous pouvons citer la création d'emplois rémunérés liée à la stabilisation à long terme des économies locales (Résultat Intermédiaire **RI 4.2.5**), et le soutien pour la stabilisation du revenu à court terme (**RG 4.1**) et pour l'accès aux marchés (**RI 4.2.1**).

L'instabilité politique et la recrudescence des groupes armés autour de la réserve de la RFO constituent un risque majeur pour la réussite des actions menées dans le cadre du pilier 4 dans la zone prioritaire de Mambasa.

Le Tableau 6 ci-dessous donne une vue d'ensemble de la couverture actuelle des résultats et de la contribution planifiée de la part des projets aux résultats globaux et intermédiaires (RG et RI) du pilier 4 du cadre logique de l'ISSSS.

Tableau 6 : Panorama des programmes ISSSS à Mambasa, Pilier 4 (Résilience Socio-économique aux conflits)

Objectif / résultat		Projets harmonisés
OS 4	Flux équitable des ressources (opportunités génératrices de revenus et économiques ; appui socio-économique)	
RG 4.1	Participation accrue aux mécanismes pour l'emploi et stabilisation des revenus à court terme	Non couvert
RI 4.1.1	Disponibilité accrue de subventions pour moyens de subsistance et de démarrage, et de mécanismes "argent-contre-travail"	(FCS) UN HABITAT
RI 4.1.2	Accès amélioré aux services	(FCS) UN HABITAT
RG 4.2	Conditions plus favorables pour le redressement économique local	
RI 4.2.1	Accès accru et maintenu aux marchés	Non couvert
RI 4.2.2	Accès amélioré et sécurisé à la terre et aux ressources naturelles	(FCS) UN HABITAT
RI 4.2.3	Accès maintenu et accru au crédit (tous les groupes)	(FCS) UN HABITAT
RI 4.2.4	Accès amélioré aux opportunités de formation	(FCS) UN HABITAT
RI 4.2.5	Accès amélioré à des emplois rémunérés	Non couvert
RG 4.3.	Liens sociaux entre et au sein des communautés renforcés	(FCS) UN HABITAT
RI 4.3.1	Besoins psycho-sociaux des groupes vulnérables/marginalisés de la communauté adressés	(FCS) UN HABITAT
RI 4.3.2	Confiance accrue inter- et intracommunautaire	(FCS) UN HABITAT

Programmation sous le Pilier 5 (Prévention des Violences Sexuelles et Basées sur le Genre (VSBG))

Au regard du tableau 7 ci-dessous, la programmation du pilier 5 à Mambasa couvre la majeure partie des résultats correspondants. Les actions de cette programmation visent à la fois à favoriser le changement des normes sociales nocives associées à la violence sexuelle et basée sur le genre (VSBG), la prévention, et la prise en charge juridique et psychosociale. Elle couvre également les actions en rapport avec la confiance des survivants de VSBG envers les forces de sécurité.

Cependant les lacunes dans ce pilier se situent au niveau du système judiciaire militaire et du respect de l'impartialité et de la confidentialité dans les procès.

Le tableau 7 ci-dessous donne une vue d'ensemble de la couverture actuelle des résultats et de la contribution planifiée de la part des projets aux résultats globaux et intermédiaires (RG et RI) du pilier 4 du cadre logique de l'ISSSS.

Tableau 7: Panorama des programmes ISSSS à Mambasa, Pilier 5 (Lutte contre les VSBG)

Objectif / résultat		Projets harmonisés
OS 5	Niveau de Violence Sexuelle et Basée sur le Genre (VSBG) réduit	
RG 5.1	Normes sociales/de genre (VSBG) nocives réduites	(FCS) Consortium UN HABITAT
RI 5.1.2	Participation active et significative au dialogue sur les VSBG	
RI 5.1.3	Implication accrue dans la transformation positive des normes nocives sociales/de genre	
RG 5.2	Confiance accrue envers les forces de sécurité vis-à-vis des poursuites en cas d'incidents de VSBG (commis par FARDC et PNC)	(A) SSR
RI 5.2.1	Implication réduite des acteurs du secteur sécuritaire (FARDC et PNC) dans les cas de VSBG	(A) SSR (FCS) UN HABITAT
RI 5.2.1	Systèmes judiciaires militaires renforcés utilisés pour la poursuite des cas de VSBG	Non couvert
RG 5.3	Accès amélioré aux services judiciaires et de soutien pour les survivants de VSBG	(FCS) UN HABITAT
RI 5.3.1	Conscience publique accrue des lois et normes pour la lutte contre les VSBG, ainsi que des rôles et responsabilités des agents pertinents	(FCS) UN HABITAT
RI 5.3.3	Services de soutien pour les survivants de VSBG améliorés	(FCS) UN HABITAT
RI 5.3.4	Procédures pour dénoncer des cas de VSBG facilitées au niveau local	(FCS) UN HABITAT
RI 5.3.5	Vitesse, impartialité et confidentialité des procès pour VSBG améliorées	Non couvert

3 Données sur les Résultats de l'ISSSS – ZP de Mambasa

Cette section du rapport contient une fiche de données récapitulative des indicateurs du cadre logique de l'ISSSS pour lesquels des données étaient disponibles lors de cette phase de rapportage.

L'échantillon des données de perception est fait au niveau de la zone prioritaire, c'est à dire que les données sont statistiquement représentatives de la population de la ZP (pas spécifiquement des bénéficiaires, ou des interviewés). La zone prioritaire a été divisée en 2 sous-zones lors de la constitution des échantillons de population. La première sous-zone, nommée « Mambasa nord-est » comprend les chefferies de Babila Bakwanza, de Mambasa, de Walese Karo, et de Walese Dese. La deuxième sous-zone, nommée « Mambasa sud-ouest » comprend les chefferies de Babila Babombi, de Bombo, et de Bandaka.

La fiche ci-dessous présente les données du Bureau Conjoint des Nations Unies pour les Droits de l'Homme (BCNUDH, ou *JHRO* en anglais) : ces données se réfèrent au territoire de Mambasa, où sont situées les deux sous-zones de la ZP. Le sexe des victimes mineures n'est pas enregistré dans les données du JHRO. Les enfants ne sont donc inclus que dans le «Grand Total» des victimes.

La section qui suit contient une présentation et une analyse générale de données sélectionnées, qui souligne les tendances globales et les changements principaux dans les données entre une période et l'autre. La Cellule S&E prévoit de publier chaque trimestre un rapport nommé « Actualité de la stabilisation », qui analyse d'une manière plus approfondie certaines questions soulevées lors de ce rapport ; les parties prenantes de l'ISSSS sont invitées à contacter la Cellule et à lui soumettre leurs requêtes à cet effet.

Tableau 8 : Données sur les Résultats ISSSS - Mambasa, Piliers 1 et 2, janvier à juin 2017

Indicateur ISSSS #	Indicateur ISSSS (FR-court)			Janvier - Juin 2017			
				Mambasa nord est	Mambasa sud ouest	Mambasa (Total)	
1_iii	% de femmes et d'hommes déclarant que leurs villages / quartiers sont "très" ou "extrêmement" paisibles			50%	16%	32%	
1_iv	% de femmes et d'hommes s'attendant à ce que leur village/ quartier devienne plus paisibles dans un an			16%	9%	12%	
1.1_iii	% de femmes et d'hommes déclarant que les projets de paix sont "très bons" or "extrêmement bons" à faire face aux problèmes les plus importants de leur région			5%	21%	13%	
2_i (a) (ITEM)	# d'incidents signalés dans les localités de la zone prioritaire perpétrés par des Groupes Armés contre des femmes, des filles, des garçons et des hommes.			1 incident	7 incidents	8 incidents	
2_i (b) (ITEM)	# d'incidents signalés dans les localités de la zone prioritaire perpétrés par des FARDC contre des femmes, des filles, des garçons et des hommes.			0 incidents	0 incidents	0 incidents	
2_i (c) (ITEM)	# d'incidents signalés dans les localités de la zone prioritaire perpétrés par des auteurs inconnus contre des femmes, des filles, des garçons et des hommes.			0 incidents	0 incidents	0 incidents	
2_i (a) (JHRO)	# Violations des droits humains (VDH) perpétrés par des Groupes Armés contre des femmes, des filles, des garçons et des hommes (dans les territoires comprenant les zones prioritaires de l'ISSSS**).	Droit à la vie	Exécutions extrajudiciaires et arbitraires	1			
			Autres	0			
		Intégrité physique	Violence sexuelle	0			
			Torture & traitements cruels, inhumains ou dégradants (TCID)	1			
		Liberté et Sécurité (incl. arrestation arbitraire et détention illégale)			3		
		Propriété			1		
		Travail forcé			0		
2_i (b) (JHRO)	# Violations des droits humains (VDH) perpétrés par des FARDC contre des femmes, des filles, des garçons et des hommes (dans les territoires comprenant les zones prioritaires de l'ISSSS**).	Droit à la vie	Exécutions extrajudiciaires et arbitraires	2			
			Autres	3			
		Intégrité physique	Violence sexuelle	1			
			Torture & traitements cruels, inhumains ou dégradants (TCID)	4			
		Liberté et Sécurité (incl. arrestation arbitraire et détention illégale)			11		
		Propriété			5		
		Travail forcé			2		
2_i (c) (JHRO)	# Violations des droits humains (VDH) perpétrés par d'autres agents de l'Etat (PNC, ANR, aut.) contre des femmes, des filles, des garçons et des hommes (dans les territoires comprenant les zones prioritaires de l'ISSSS**).	Droit à la vie	Exécutions extrajudiciaires et arbitraires	0			
			Autres	0			
		Intégrité physique	Violence sexuelle	0			
			Torture & traitements cruels, inhumains ou dégradants (TCID)	3			
		Liberté et Sécurité (incl. arrestation arbitraire et détention illégale)			4		
		Propriété			7		
		Travail forcé			0		
2_ii	% de femmes et d'hommes rapportant avoir été victime d'une mauvaise conduite de FARDC au cours de l'année écoulée			2%	5%	3%	
2_ii (a)	% de femmes et d'hommes qui ont été aidés par les FQRDC au cours de l'année écoulée			2%	11%	7%	
2_iii	% de femmes et d'hommes qui ont confiance envers les FARDC pour assurer la sécurité de leur quartier ou village			53%	52%	53%	
2_iii (a)	% de femmes et d'hommes qui pensent que les FARDC apportent une "grande" ou "très grande" contribution à leur sécurité			19%	16%	18%	
2.1_iii	% de femmes et d'hommes qui ont payé "lala salama"/ les contribuitions de sécurité aux FARDC au cours des 6 derniers mois			6%	6%	6%	
2.2	% de femmes et d'hommes se sentant "très en sécurité" ou "en sécurité" lorsqu'ils rencontrent une patrouille de FARDC			39%	26%	32%	
2.2.2_i	% de femmes et d'hommes qui sont d'acoord que les victimes de crimes de FARDC ont la possibilité de se plaindre			42%	72%	58%	
2.2.2_ii	% de femmes et d'hommes qui sont d'accord que les efforts de responsabilisation des FARDC sont en cours			21%	37%	29%	
2.2.2_iii	% de femmes et d'hommes qui sont d'accord que les FARDC sont 'impunis' (pour les			23%	38%	31%	

Tableau 9 : Données sur les Résultats ISSSS - Mambasa, Pilier 3, janvier à juin 2017

Indicateur ISSSS #	Indicateur ISSSS (FR-court)	Janvier - Juin 2017		
		Mambasa nord est	Mambasa sud ouest	Mambasa (Total)
3_i [central gov.]	% de femmes et d'hommes évaluant la performance du gouvernement central comme 'très bonne' or 'bonne' à travers les domaines thématiques suivants (indice global):	46%	28%	37%
	Combattre la corruption	47%	23%	35%
	Combattre la violence sexuelle	52%	34%	43%
	Créer de l'emploi	38%	26%	32%
	Assurer la sécurité	56%	28%	42%
	Etablir la paix dans l'est de la RDC	50%	31%	40%
	Améliorer la vie des Congolais	35%	26%	30%
	Réduire la pauvreté	41%	26%	34%
	Unifier les différents groupes ethniques	48%	28%	38%
3_i [provincial gov.]	% de femmes et d'hommes évaluant la performance du gouvernement provincial comme 'très bonne' or 'bonne' à travers les domaines thématiques suivants (indice global)			
	Assurer la sécurité	59%	34%	46%
	Améliorer la vie des Congolais	35%	30%	32%
	Préparer les élections démocratiques	68%	42%	42%
	Unifier les différents groupes ethniques	58%	37%	47%
3_i [territorial gov.]	% de femmes et d'hommes évaluant la performance du gouvernement territorial / La Mairie comme étant 'très bonne' or 'bonne' à travers les domaines thématiques suivants (indice global)			
	Assurer la sécurité	60%	37%	48%
	Améliorer la vie des Congolais	38%	33%	36%
	Préparer les élections démocratiques	54%	32%	43%
	Unifier les différents groupes ethniques	61%	39%	50%
3.1_i	% de femmes et d'hommes qui indiquent qu'ils ont un 'bon' or 'très bon' accès aux services administratifs de l'Etat Congolais (état civil)	70%	47%	20%
	% de femmes et d'hommes qui indiquent qu'ils ont un 'bon' or 'très bon' accès aux services d'administration foncière de l'Etat Congolais	34%	16%	25%
	% de femmes et d'hommes qui indiquent qu'ils ont un 'bon' or 'très bon' accès au système judiciaire civil national	38%	26%	32%
3.1.1_i [overall]	% de femmes et d'hommes 'd'accord', 'tout à fait d'accord' avec les déclarations suivantes sur la performance des fonctionnaires des agents de l'Etat:			
	Les agents de l'Etat ont les compétences requises pour fournir de bons services	63%	58%	60%
	Les agents de l'Etat traitent tous les groupes ethniques de la même manière	34%	30%	32%
	Les agents de l'Etat travaillent sur les cas sans payment d'incitation	34%	26%	30%
	Les agents de l'Etat travaillent rapidement sur les cas	32%	29%	30%
3.1.1_i [justice]	% de femmes et d'hommes 'd'accord', 'tout à fait d'accord' avec les déclarations suivantes sur la performance des fonctionnaires de justice:			
	Les acteurs de la justice (du système de) sont corrompus	57%	51%	54%
	Les décisions des tribunaux sont bien exécutées	36%	21%	28%
	Les décisions des tribunaux sont prises de manière équitable	30%	24%	27%
	La justice est rapide	22%	20%	21%
	Les tribunaux traitent les gens de manière égale et équitable	30%	25%	27%
	Les procès sont équitables	31%	24%	27%
3.1.1_i [police]	% de femmes et d'hommes 'd'accord', 'tout à fait d'accord' avec les déclarations suivantes sur la performance des fonctionnaires de la police/PNC			
	Il est possible d'éviter l'arrestation si on paie la police	44%	56%	50%
	La police reste impunie (des crimes qu'elle commet)	27%	41%	34%
	La police travaille seulement sur les cas après le payment d'une incitation	60%	62%	61%
	La police traite tous les groupes ethniques de la même manière	28%	36%	32%
3.2_i	% de femmes et d'hommes indiquant que le gouvernement national représente 'bien' ou 'très bien' l'intérêt de la population	13%	23%	19%
	% de femmes et d'hommes indiquant que le gouvernement provincial représente 'bien' ou 'très bien' l'intérêt de la population	17%	22%	20%
	% de femmes et d'hommes indiquant que le gouvernement territorial & 'la mairie' représente 'bien' ou 'très bien' l'intérêt de la population	30%	31%	30%
	% de femmes et d'hommes indiquant que les autorités locales représentent 'bien' ou 'très bien' l'intérêt de la population	52%	46%	49%
3.2.2_ii	% de femmes et d'hommes qui indiquent qu'ils trouvent "très" ou "extrêmement" acceptable de payer les 'taxes officielles' (par exemple, 'les taxes réelles', pas 'les taxes inventées')	29%	15%	22%

Tableau 10 : Données sur les Résultats ISSSS - Mambasa, Piliers 4 et 5, janvier à juin 2017

Indicateur ISSSS #	Indicateur ISSSS (FR-court)	Janvier - Juin 2017		
		Mambasa nord est	Mambasa sud ouest	Mambasa (Total)
4_i	Revenu mensuel moyen du ménage			
4_ii	% des ménages dépendant d'activités traditionnelles comme activité économique principale (agriculture, pêche, élevage)	72%	50%	61%
4.2.1_iv	% de femmes et d'hommes déclarant avoir un "bon" ou "très bon" accès aux marchés	19%	11%	15%
4.2.2_ii:	% de femmes et d'hommes déclarant avoir un "bon" ou "très bon" accès à la terre	66%	37%	52%
4.2.3_i	% de femmes et d'hommes indiquant avoir accès au crédit, si nécessaire	20%	2%	11%
4.2.5_i:	% de femmes et d'hommes déclarant avoir eu un emploi rémunéré pendant au moins une semaine durant les 3 derniers mois	9%	3%	6%
4.3_i	% de femmes et d'hommes qui indiquent que les gens de leur région participent "souvent" ou "parfois" à des activités/cérémonies culturelles avec des membres d'autres groupes ethniques	84%	74%	79%
	% de femmes et d'hommes qui indiquent que les gens de leur région fréquentent "souvent" ou "parfois" des lieux de culte ensemble avec des membres d'autres groupes ethniques	84%	81%	82%
	% de femmes et d'hommes qui indiquent que les gens de leur région travaillent "souvent" ou "parfois" ensemble avec des membres d'autres groupes ethniques	77%	74%	75%
	% de femmes et d'hommes qui indiquent que les gens de leur région se marient "souvent" ou "parfois" avec des membres d'autres groupes ethniques	85%	80%	82%
5_ii	% de femmes et d'hommes signalant avoir été victimes de violence physique ou sexuelle au cours des six derniers mois	2%	2%	2%
5_iii	% de femmes et d'hommes qui connaissent personnellement une femme / un homme ayant survécu ("victime") de violence sexuelle	2%	5%	4%
5.1_i	% de femmes et d'hommes croyant que le consentement à une activité sexuelle est toujours nécessaire (y compris au sein du mariage)	79%	53%	66%
	% de femmes et d'hommes croyant que les crimes de violence sexuelle devraient être résolus «dans la famille», c'est-à-dire sans l'implication des autorités	21%	16%	18%
	% de femmes et d'hommes qui sont d'accord qu'il est parfois acceptable pour un homme de battre sa femme / son épouse	12%	16%	14%
5.1_ii	% de femmes et d'hommes rapportant qu'ils accepteraient le retour d'un survivant de violence sexuelle dans leur communauté	86%	84%	85%
	% de femmes et d'hommes rapportant qu'ils accepteraient le retour d'un survivant de violence sexuelle dans leur ménage	79%	84%	81%
	% de femmes et d'hommes rapportant qu'ils accepteraient le retour dans leur ménage d'un survivant de violence sexuelle qui a eu un enfant à la suite de la violence	63%	76%	69%
	% de femmes et d'hommes rapportant qu'ils accepteraient le retour dans leur ménage d'un survivant de violence sexuelle qui a contracté une maladie ou a souffert d'une blessure à la suite de la violence	60%	76%	68%
5.2_i	% de femmes et d'hommes qui sont 'd'accord' que les FARDC/PNC sont punis de manière appropriée s'ils commettent des violences sexuelles	54%	39%	47%
5.3.3_v	% de femmes et d'hommes qui considèrent que l'accès au services de soin de santé pour les survivants ('victimes') de violence dans leur village est "bon" ou "très bon"	52%	31%	41%
	% de femmes et d'hommes qui considèrent que l'accès au service de support psychologique pour les survivants ('victimes') de violence sexuelle dans leur village est "bon" ou "très bon"	25%	17%	21%
	% de femmes et d'hommes qui considèrent que l'accès aux services de réintégration pour les survivants ('victimes') de violence sexuelle dans leur village est "bon" ou "très bon"	30%	16%	23%

Tableau 11 : Données sur les Résultats ISSSS - Mambasa - par sexe, Piliers 1 et 2, janvier à juin 2017

Indicat. ISSSS #	Indicateur ISSSS (FR-court)			Janvier - Juin 2017			Total
				Femme	Homme	Enfants	
1_iii	% de femmes et d'hommes déclarant que leurs villages / quartiers sont "très" ou "extrêmement" paisibles			25%	40%	#	32%
1_iv	% de femmes et d'hommes s'attendant à ce que leur village/ quartier devienne plus paisibles dans un an			8%	16%		12%
1.1_iii	% de femmes et d'hommes déclarant que les projets de paix sont "très bons" or "extrêmement bons" à faire face aux problèmes les plus importants de leur région			13%	13%		13%
2_i (a) [JHRO]	# de victimes signalés de violations des droits de l'homme (VDH) perpétrés par des Groupes Armés contre des femmes, des filles, des garçons et des hommes (dans le territoire de Mambasa)	Droit à la vie	Exécutions extrajudiciaires et arbitraires	0 victime(s)	1 victime(s)	0 victime(s)	1 victime(s)
			Autres	0 victime(s)	0 victime(s)	0 victime(s)	0 victime(s)
		Intégrité physique	Violence sexuelle	0 victime(s)	0 victime(s)	0 victime(s)	0 victime(s)
			Torture & traitements cruels, inhumains ou dégradants (TCID)	0 victime(s)	1 victime(s)	0 victime(s)	1 victime(s)
		Liberté et Sécurité (incl. arrestation arbitraire et détention illégale)		1 victime(s)	4 victime(s)	0 victime(s)	5 victime(s)
		Travaux forcés		0 victime(s)	0 victime(s)	0 victime(s)	0 victime(s)
2_i (b) [JHRO]	# de victimes signalés de violations des droits de l'homme (VDH) perpétrés par des FARDC contre des femmes, des filles, des garçons et des hommes (dans le territoire de Mambasa)	Droit à la vie	Exécutions extrajudiciaires et arbitraires	0 victime(s)	2 victime(s)	0 victime(s)	2 victime(s)
			Autres	0 victime(s)	3 victime(s)	0 victime(s)	3 victime(s)
		Intégrité physique	Violence sexuelle	0 victime(s)	0 victime(s)	1 victime(s)	1 victime(s)
			Torture & traitements cruels, inhumains ou dégradants (TCID)	1 victime(s)	5 victime(s)	0 victime(s)	6 victime(s)
		Liberté et Sécurité (incl. arrestation arbitraire et détention illégale)		0 victime(s)	54 victime(s)	1 victime(s)	55 victime(s)
		Travaux forcés		0 victime(s)	41 victime(s)	0 victime(s)	41 victime(s)
2_i (c) [JHRO]	# de victimes signalés de violations des droits de l'homme (VDH) perpétrés par d'autres agents de l'Etat (PNC, ANR, aut.) contre des femmes, des filles, des garçons et des hommes (dans le territoire de Mambasa)	Droit à la vie	Exécutions extrajudiciaires et arbitraires	0 victime(s)	0 victime(s)	0 victime(s)	0 victime(s)
			Autres	0 victime(s)	0 victime(s)	0 victime(s)	0 victime(s)
		Intégrité physique	Violence sexuelle	0 victime(s)	0 victime(s)	0 victime(s)	0 victime(s)
			Torture & traitements cruels, inhumains ou dégradants (TCID)	0 victime(s)	7 victime(s)	0 victime(s)	7 victime(s)
		Liberté et Sécurité (incl. arrestation arbitraire et détention illégale)		0 victime(s)	4 victime(s)	0 victime(s)	4 victime(s)
		Travaux forcés		0 victime(s)	0 victime(s)	0 victime(s)	0 victime(s)
2_ii	% women and men reporting to have been victim of misconduct by FARDC over past year			1%	6%		3%
2_ii (a)	% of women and men who have been helped by FARDC over the past year.			5%	9%		7%
2_iii	% women and men who have confidence in FARDC to ensure safety in their neighborhood or village			66%	40%		53%
2_iii (a)	% of women and men who think the FARDC makes a "big" or "very big" contribution to their security			22%	13%		18%
2.1_iii	% women and men who paid 'lala salama' / security contributions to FARDC in the past 6mths			3%	9%		6%
2.2	% of women and men who feel "secure" or "very secure" when encountering an FARDC patrol			50%	15%		32%
2.2.2_i	% of women and men who agree that victims of crimes by FARDC have opportunity to complain.			65%	51%		58%
2.2.2_ii	% of women and men who agree that FARDC accountability efforts for crimes by soldiers are ongoing			38%	20%		29%
2.2.2_iii	% of women and men who agree that FARDC are 'unpunished' (for crimes)			22%	40%		31%

Tableau 11 : Données sur les Résultats ISSSS - Mambasa - par sexe, Pilier 3, janvier à juin 2017

Indicat. ISSSS #	Indicateur ISSSS (FR-court)	Janvier - Juin 2017			Total
		Femme	Homme	Enfants	
3_i [gouv. central]	% de femmes et d'hommes évaluant la performance du gouvernement central comme 'très bonne' or 'bonne' à travers les domaines thématiques suivants (indice global):				
	Combattre la corruption	47%	23%		35%
	Combattre la violence sexuelle	57%	28%		43%
	Créer de l'emploi	41%	24%		32%
	Assurer la sécurité	51%	32%		42%
	Etablir la paix dans l'est de la RDC	48%	32%		40%
	Améliorer la vie des Congolais	36%	25%		30%
	Réduire la pauvreté	41%	27%		34%
	Unifier les différents groupes ethniques	46%	29%		38%
3_i [gouv. provincial]	% de femmes et d'hommes évaluant la performance du gouvernement provincial comme 'très bonne' or 'bonne' à travers les domaines thématiques suivants (indice global)				
	Assurer la sécurité	57%	35%		46%
	Améliorer la vie des Congolais	39%	26%		32%
	Préparer les élections démocratiques	54%	31%		42%
	Unifier les différents groupes ethniques	54%	40%		47%
3_i [gouv. territorial]	% de femmes et d'hommes évaluant la performance du gouvernement territorial / La Mairie comme étant 'très bonne' or 'bonne' à travers les domaines thématiques suivants (indice global)				
	Assurer la sécurité	61%	35%		48%
	Améliorer la vie des Congolais	44%	27%		36%
	Préparer les élections démocratiques	57%	29%		43%
	Unifier les différents groupes ethniques	55%	44%		50%
3.1_i	% de femmes et d'hommes qui indiquent qu'ils ont un 'bon' or 'très bon' accès aux services administratifs de l'Etat Congolais (état civil)	25%	15%		20%
	% de femmes et d'hommes qui indiquent qu'ils ont un 'bon' or 'très bon' accès aux services d'administration foncière de l'Etat Congolais	33%	17%		25%
	% de femmes et d'hommes qui indiquent qu'ils ont un 'bon' or 'très bon' accès au système judiciaire civil national	37%	27%		32%

Tableau 12 : Données sur les Résultats ISSSS - Mambasa - par sexe, Pilier 3 (continue), janvier à juin 2017

Indicat. ISSSS #	Indicateur ISSSS (FR-court)	Janvier - Juin 2017			Total
		Femme	Homme	Enfants	
3.1.1_i [global]	% de femmes et d'hommes 'd'accord', 'tout à fait d'accord' avec les déclarations suivantes sur la performance des fonctionnaires des agents de l'Etat:				
	Les agents de l'Etat ont les compétences requises pour fournir de bons services	78%	42%		60%
	Les agents de l'Etat traitent tous les groupes ethniques de la même manière	42%	21%		32%
	Les agents de l'Etat travaillent sur les cas sans payment d'incitation	40%	21%		30%
	Les agent de l'Etat travaillent rapidement sur les cas VSBG	36%	25%		30%
3.1.1_i [justice]	% de femmes et d'hommes 'd'accord', 'tout à fait d'accord' avec les déclarations suivantes sur la performance des fonctionnaires de justice:				
	Les acteurs de la justice (du système de) sont corrompus	51%	56%		54%
	Les décisions des tribunaux sont bien exécutées	44%	12%		28%
	Les décisions des tribunaux sont prises de manière équitable	40%	14%		27%
	La justice est rapide	33%	9%		21%
	Les tribunaux traitent les gens de manière égale et équitable	41%	14%		27%
	Les procès sont équitables	43%	12%		27%
3.1.1_i [police]	% de femmes et d'hommes 'd'accord', 'tout à fait d'accord' avec les déclarations suivantes sur la performance des fonctionnaires de la police/PNC				
	Il est possible d'éviter l'arrestation si on paie la police	48%	53%		50%
	La police reste impunie (des crimes qu'elle commet)	20%	48%		34%
	La police travaille seulement sur les cas après le payment d'une incitation	58%	64%		61%
	La police traite tous les groupes ethniques de la même manière	38%	27%		32%
3.2_i	% de femmes et d'hommes indiquant que le gouvernement national représente 'bien' ou 'très bien' l'intérêt de la population	26%	11%		19%
	% de femmes et d'hommes indiquant que le gouvernement provincial représente 'bien' ou 'très bien' l'intérêt de la population	29%	11%		20%
	% de femmes et d'hommes indiquant que le gouvernement territorial & 'la mairie' représente 'bien' ou 'très bien' l'intérêt de la population	31%	30%		30%
	% de femmes et d'hommes indiquant que les autorités locales représentent 'bien' ou 'très bien' l'intérêt de la population	43%	55%		49%
3.2.2_ii	% de femmes et d'hommes qui indiquent qu'ils trouvent "très" ou "extrêmement" acceptable de payer les 'taxes officielles' (par exemple, 'les taxes réelles', pas 'les taxes inventées').	8%	35%		22%

Tableau 13 : Données sur les Résultats ISSSS - Mambasa - par sexe, Pilier 4 et 5, janvier à juin 2017

Indicat. ISSSS #	Indicateur ISSSS (FR-court)	Janvier - Juin 2017			Total
		Femme	Homme	Enfants	
4_ii	% des ménages dépendant d'activités traditionnelles comme activité économique principale (agriculture, pêche, élevage)	49%	72%		61%
4.2.1_iv	% de femmes et d'hommes déclarant avoir un "bon" ou "très bon" accès aux marchés	18%	12%		15%
4.2.2_ii:	% de femmes et d'hommes déclarant avoir un "bon" ou "très bon" accès à la terre	45%	58%		52%
4.2.3_i	% de femmes et d'hommes indiquant avoir accès au crédit, si nécessaire	19%	2%		11%
4.2.5_i:	% de femmes et d'hommes déclarant avoir eu un emploi rémunéré pendant au moins une semaine durant les 3 derniers mois	8%	4%		6%
4.3_i	% de femmes et d'hommes qui indiquent que les gens de leur région participent "souvent" ou "parfois" à des activités/cérémonies culturelles avec des membres d'autres groupes ethniques	73%	86%		79%
	% de femmes et d'hommes qui indiquent que les gens de leur région fréquentent "souvent" ou "parfois" des lieux de culte ensemble avec des membres d'autres groupes ethniques	74%	90%		82%
	% de femmes et d'hommes qui indiquent que les gens de leur région travaillent "souvent" ou "parfois" ensemble avec des membres d'autres groupes ethniques	68%	83%		75%
	% de femmes et d'hommes qui indiquent que les gens de leur région se marient "souvent" ou "parfois" avec des membres d'autres groupes ethniques	76%	89%		82%
5_ii	% de femmes et d'hommes signalant avoir été victimes de violence physique ou sexuelle au cours des six derniers mois	2%	1%		2%
5_iii	% de femmes et d'hommes qui connaissent personnellement une femme / un homme ayant survécu ("victime") de violence sexuelle	2%	6%		4%
5.1_i	% de femmes et d'hommes croyant que le consentement à une activité sexuelle est toujours nécessaire (y compris au sein du mariage)	70%	61%		66%
	% de femmes et d'hommes croyant que les crimes de violence sexuelle devraient être résolus «dans la famille», c'est-à-dire sans l'implication des autorités	17%	19%		18%
	% de femmes et d'hommes qui sont d'accord qu'il est parfois acceptable pour un homme de battre sa femme / son épouse	7%	20%		14%
5.1_ii	% de femmes et d'hommes rapportant qu'ils accepteraient le retour d'un survivant de violence sexuelle dans leur communauté	90%	80%		85%
	% de femmes et d'hommes rapportant qu'ils accepteraient le retour d'un survivant de violence sexuelle dans leur ménage	83%	80%		81%
	% de femmes et d'hommes rapportant qu'ils accepteraient le retour dans leur ménage d'un survivant de violence sexuelle qui a eu un enfant à la suite de la violence	81%	58%		69%
	% de femmes et d'hommes rapportant qu'ils accepteraient le retour dans leur ménage d'un survivant de violence sexuelle qui a contracté une maladie ou a souffert d'une blessure à la suite de la violence	80%	57%		68%
5.2_i	% de femmes et d'hommes qui sont 'd'accord' que les FARDC/PNC sont punis de manière appropriée s'ils commettent des violences sexuelles	66%	28%		47%
5.3.3_v	% de femmes et d'hommes qui considèrent que l'accès au services de soin de santé pour les survivants ('victimes') de violence dans leur village est "bon" ou "très bon"	56%	27%		41%
	% de femmes et d'hommes qui considèrent que l'accès au service de support psychologique pour les survivants ('victimes') de violence sexuelle dans leur village est "bon" ou "très bon"	24%	18%		21%
	% de femmes et d'hommes qui considèrent que l'accès aux services de réintégration pour les survivants ('victimes') de violence sexuelle dans leur village est "bon" ou "très bon"	19%	26%		23%

4 Conclusion - Observations et questions à prendre en compte

L'analyse, les conclusions, les observations et les recommandations présentées dans cette section du rapport ont été développées par la Cellule S&E, sur la base des données disponibles fournies par les différentes sources d'information.

Observations – Pilier 1 (Dialogue Démocratique)

La population de la Zone Prioritaire de l'ISSSS de Mambasa enregistre des opinions relativement positives sur l'"état de paix" de ses villages et quartiers, si on la compare aux autres zones prioritaires. Cela est particulièrement vrai pour la sous-zone Mambasa nord-est, où environ la moitié de la population considère son village "très" ou "extrêmement" paisible. Les hommes sont presque deux fois plus susceptibles que les femmes de croire en la paix dans leurs quartiers (4 hommes sur 10, pour près de 2 femmes sur 10) (**Indicateur 1_iii**).

En même temps, la majorité des femmes et des hommes dans la ZP regardent vers l'avenir avec au mieux un timide optimisme : sur dix personnes, de 1 à 2 s'attendent à ce que la situation dans leurs villages/quartiers empire au cours de l'année prochaine, et des personnes restantes, et 4 autres ne s'attendent à voir aucun changement, ni positif ni négatif (**Indicateur 1_iv**).

L'évaluation relativement positive de la situation sécuritaire à Mambasa est accompagnée d'un niveau de soutien pour les projets de "paix" (de stabilisation) plus élevé que dans beaucoup d'autres ZP de l'ISSSS. Cela vaut particulièrement pour la sous-zone Mambasa sud-ouest, où 2 personnes sur 10 pensent que les projets de paix ont été "très" ou "extrêmement" bons à affronter les questions les plus importantes dans leur zone (comparé à 1 personne sur 10 dans l'ensemble de la ZP, et donc une situation moins positive à Mambasa nord-est) (**Indicateur 1.1_iii**).

Opportunités pour le suivi et l'apprentissage ultérieurs – Pilier 1

Une fois que les plateformes de dialogue seront établies et opérationnelles, il sera intéressant de voir d'une part si la population maintient ses attitudes relativement positives envers le processus, et d'autre part si et comment le dialogue peut ultérieurement améliorer les attitudes envers la capacité et l'autorité de gouvernance de l'État dans la Zone Prioritaire.

De plus, il sera utile d'analyser plus en détail quels facteurs sociétaux ou politiques sont liés à ces attitudes plus positives vis-à-vis du Gouvernement.

Observations – Pilier 2 (Performance des FARDC en matière de PdC)

Étant donné que la programmation ISSSS dans la ZP de Mambasa ne couvre pas (encore) exhaustivement tout le spectre de la stratégie de stabilisation, l'état des relations entre FARDC et communautés, ainsi que la performance des FARDC en matière de protection des civils restent ambivalentes à Mambasa. Dans la ZP dans son ensemble, environ un tiers de la population se sent "en sécurité" ou "très en sécurité" lors d'une rencontre avec une patrouille des FARDC, un autre tiers ne se sent "pas" ou "pas du tout en sécurité" dans la même situation (**Indicateur 2.2**). 3 hommes et femmes

sur 10 dans la ZP considèrent que les efforts des FARDC en vue de combattre l'impunité sont en cours, un quart considère que ce n'est pas le cas, et de 4 à 5 personnes sur 10 estiment ne pas savoir assez pour juger (**Indicateur 2.2.2_ii**). De 4 à 5 personnes sur 10 à Mambasa estiment que les responsables de crimes parmi les rangs des FARDC sont punis quel que soit le crime commis, alors que près d'un tiers ne sont pas d'accord avec cette affirmation (et plus du quart de la population déclare ne pas savoir comment évaluer cette question) (**Indicateur 2.2.2_ii**). 6 personnes sur 10 déclarent qu'il est possible pour les victimes de crimes commis par des soldats des FARDC de porter plainte (**Indicateur 2.2.2_i**). Mambasa obtient ainsi (avec la ZP du Sud Irumu, qui compte aussi 6 personnes sur 10) le résultat le plus élevé pour cet indicateur parmi les 5 zones prioritaires actives aujourd'hui.

Les relations entre FARDC et communauté à Mambasa sont caractérisées par des différences géographiques entre les deux sous-zones prioritaires. La population de la sous-zone Mambasa sud-ouest est plus susceptible de regarder les FARDC avec suspicion que celle de la sous-zone Mambasa nord-est. Moins de personnes se sentent en sécurité en cas de rencontre avec une patrouille des FARDC dans la sous-zone de Mambasa sud-ouest (**Indicateur 2.2**). Les résidents de la sous-zone de Mambasa sud-ouest pensent aussi plus fréquemment que les soldats des FARDC qui commettent un crime jouissent d'impunité (**Indicateur 2.2.2_iii**). Cependant, les hommes et les femmes de la sous-zone de Mambasa sud-ouest déclarent également plus souvent que ceux de Mambasa nord-est avoir la possibilité de porter plainte en cas de crimes commis par les FARDC (**Indicateur 2.2.2_i**). De manière similaire, une part plus importante de la population à Mambasa sud-ouest pense que les efforts en matière de redevabilité de la part des FARDC sont en cours (**Indicateur 2.2.2_ii**).

Les hommes de Mambasa sont plus affectés que les femmes par les incidents sécuritaires et les violations des droits de l'homme perpétrés par les FARDC (ou par les groupes armés), et voient systématiquement leur relation globale avec les **FARDC plus négativement que les femmes**. De janvier à juin 2017, le BCNUDH a enregistré 105 cas de violations du droit de l'homme de la part des FARDC contre des hommes, contre **un seul cas rapporté impliquant une femme (Indicateur 2_i (b) BCNUDH)**.

Lors de rencontres avec des patrouilles des FARDC, les hommes rapportent plus fréquemment être affectés par un sentiment d'insécurité : plus de 3 hommes sur 10 indiquent se sentir "pas" ou "pas du tout en sécurité" contre 2 femmes sur 10. Inversement, environ la moitié des femmes se sentent "en sécurité" ou "très en sécurité" contre à peine plus d'1 homme sur 6 (**Indicateur 2.2**). 4 hommes sur 10 seulement font confiance aux FARDC pour la garantie de la sécurité dans leurs quartiers, contre près de 7 femmes sur 10 (**Indicateur 2_iii**). Les hommes sont également moins susceptibles que les femmes de considérer que les FARDC contribuent à leur sécurité : près de 6 hommes sur 10 estiment la contribution des FARDC en matière de sécurité "faible" ou "nulle", contre 3 femmes sur 10 (**Indicateur 2_iii (a)**). Les hommes sont également moins susceptibles de reconnaître les efforts réalisés au sein des FARDC en matière de redevabilité pour les crimes commis (**Indicateur 2.2.2_ii**), et de considérer avoir la possibilité de porter plainte en cas de crime commis par les FARDC (**Indicateur 2.2.2_i**). Les hommes estiment aussi plus fréquemment que les soldats des FARDC jouissent d'impunité pour leurs crimes.

Considérations possibles pour la programmation – Pilier 2

Au vu de cette prévalence observée de **cas de violence et de harcèlement de la part des FARDC contre des hommes** dans la Zone Prioritaire, *Search for Common Ground* (SFCG; SSR) et les autres partenaires de projets qui pensent développer la programmation sous le pilier 2 à Mambasa pourraient évaluer **si, et comment leurs activités affrontent cet aspect particulier des relations FARDC-communautés**. Cela

ne veut pas dire que la programmation ciblant directement la situation des femmes devrait être mise au second plan, mais que les partenaires de mise en oeuvre pourraient donner plus d'importance aux activités visant les hommes. Les données pour Mambasa suggèrent que le rôle des FARDC en matière de protection des civils est aujourd'hui particulièrement mis à l'épreuve pour ce qui est de leur relation avec les membres masculins des communautés².

Opportunités pour le suivi et l'apprentissage ultérieurs – Pilier 1

Les efforts futurs de suivi et évaluation devront peut-être viser à mieux comprendre les causes particulières de la violence et du harcèlement de la part des FARDC contre les hommes à Mambasa. Cela devrait également prendre en compte une analyse des biais qui pourraient éventuellement fausser les données de l'un ou l'autre genre.

Observations – Pilier 3 (Restauration de l'Autorité de l'État)

Les attitudes envers l'État congolais/le Gouvernement (à tous les niveaux : national, provincial, territorial, local) sont tendanciellement plus positives que dans la plupart des autres zones prioritaires actives de l'ISSSS. Cela vaut particulièrement en matière de performance du Gouvernement à tous les niveaux dans les questions liées au bien-être socio-économique et à la sécurité : de 3 à 4 personnes sur 10 jugent la performance du Gouvernement central "bonne" ou "très bonne" dans ces deux larges secteurs, et particulièrement en matière de sécurité³ (**Indicateur 3_i**).

Une part relativement importante de la population considère son accès aux services "bon" ou "très bon", allant d'environ un quart pour l'administration foncière (un secteur soutenu par le consortium FCS mené par UN-HABITAT) à un quart de la population pour les services administratifs globaux de l'"état civil" (**Indicateur 3.1_i**). Le niveau déclaré de performance en matière de justice et de police est également plus élevé que dans d'autres zones prioritaires (**Indicateurs 3.1.1_i [justice] et 3.1.1_i [police]**).

Les données de perception montrent, de manière prédominante, que les attitudes envers le Gouvernement sont plus positives dans la sous-zone de Mambasa nord-est par rapport à celle de Mambasa sud-ouest (pour la plupart des indicateurs). Une exception notable à cette tendance est la représentation des intérêts locaux par le Gouvernement national : la population dans la sous-zone de Mambasa nord-est est moins susceptible de déclarer que le Gouvernement national représente "bien"

² À ce stade, la différence entre hommes et femmes dans les relations avec les FARDC doit être analysée plus en détail, afin d'aussi prendre en considération la possibilité que les hommes soient plus susceptibles de rapporter des infractions contre eux de la part des FARDC que les femmes. Si les données actuelles ne sont absolument pas à dédaigner, il est important de mieux comprendre les dynamiques sous-jacentes.

³ Dans la sous-zone Mambasa nord-est, 5 personnes sur 10 jugent la performance du Gouvernement "bonne" ou "très bonne" en matière de sûreté et de sécurité, pour 4 personnes sur 10 en ce qui concerne le bien-être socio-économique. À Mambasa sud-ouest, la marge d'appréciation de la performance liée à la sécurité est comprise dans la marge d'erreur de l'enquête (+/- 5%).

ou “très bien” ses intérêts (**Indicateur 3.2_i**)⁴. Néanmoins, les hommes et les femmes de la sous-zone de Mambasa nord-est sont deux fois plus susceptibles que ceux de Mambasa sud-ouest de trouver “très” ou “extrêmement” acceptable de payer des impôts officiels (**Indicateur 3.2.2_ii**).

Les attitudes à Mambasa envers le Gouvernement sont **clairement divisées selon les genres**. Même si ils restent plus positifs que dans d’autres ZP, les hommes sont nettement moins convaincus que les femmes de la performance du Gouvernement et de la représentation dont ils jouissent à travers les agents officiels aux différents niveaux. Avec une marge de 15 à 20 points, davantage de femmes que d’hommes jugent la performance du Gouvernement central, provincial et territorial “très bonne” ou “bonne” en matière de sécurité et de bien-être économique (**Indicateur 3_i**). Les femmes sont aussi plus souvent positives que les hommes en ce qui concerne la possibilité d’accéder à des services fournis par l’État (**Indicateur 3.1_i**), la performance des “agents étatiques” à Mambasa de manière générale (2 fois plus que les hommes) (**Indicateur 3.1.1_i [global]**), et la performance du système judiciaire (près de 4 fois plus que les hommes – ex. Plus de 4 femmes sur 10 pensent que les “décisions des tribunaux sont bien exécutées”, pour 1 homme sur 10) (**Indicateur 3.1.1_i [justice]**).

Considérations possibles pour la programmation – Pilier 3

De manière similaire à la situation sous le Pilier 2, le Secrétariat Technique de l’ISSSS, les partenaires de projets et les bailleurs pourraient trouver utile d’évaluer si et comment les activités actuelles affrontent la situation particulière des hommes à Mambasa. De nouveau, cela ne veut pas dire que les efforts visant à améliorer la situation des femmes vis-à-vis de l’État devraient être abandonnées ou voir leur importance réduite. Les partenaires de projets pourraient cependant analyser comment leurs interventions dans ce pilier sont susceptibles de toucher spécifiquement les femmes ou les hommes.

Opportunités pour le suivi et l’apprentissage ultérieurs – Pilier 3

Au vu des différentes perceptions entre hommes et femmes sur le rôle et la performance de l’État, et du fait que les données de Mambasa contrastent avec celles des autres zones prioritaires actives, il paraît utile d’approfondir l’analyse cette situation particulière pour mieux comprendre les raisons de ces différences et explorer les moteurs des différentes attitudes entre hommes et femmes.

Cette analyse peut et devrait aussi être couverte par les efforts en vue de mieux comprendre ce qui fait que la sous-zone Mambasa nord-est obtienne de meilleurs résultats en termes de restauration de l’autorité de l’État que Mambasa sud-ouest, et que la plupart des autres zones prioritaires ISSSS. Le but serait de mieux comprendre les facteurs contribuant au soutien relativement large pour la performance de l’État et aux perceptions positives sur l’accès aux services dans la sous-zone.

⁴ La formulation des indicateurs mesurant le niveau de confiance de la population envers les différents niveaux administratifs a légèrement changé entre l’étude de base (données de juin-décembre 2016) et la période de rapportage courante (janvier-juin 2017). La formulation originale était « Selon vous, comment est-ce que les élus nationaux représentent les intérêts et opinions de la population ? », alors que la version courante est « Selon vous, comment est-ce que le gouvernement central représente les intérêts et opinions de la population ? ». La Cellule S&E continue à comparer ces indicateurs, mais cela augmente la marge d’erreur des données.

Comme les données suggèrent que la population de Mambasa nord-est est avantagée par rapport à celle de Mambasa sud-ouest en termes d'accès aux services (voir Pilier 3), cette sous-zone est également relativement mieux située en ce qui concerne au moins certaines conditions économiques.

Si la population dans la sous-zone de Mambasa nord-est dépendent davantage d'activités économiques traditionnelles (agriculture, pêche et élevage) que les résidents de la sous-zone de Mambasa sud-ouest (**Indicateur 4_ii**), elle enregistre un accès à la terre deux fois meilleur (**Indicateur 4.2.2_ii**), ainsi qu'un accès au crédit sensiblement meilleur (**Indicateur 4.2.3_i**). Ces avantages présentent cependant des **disparités entre les genres** : si les hommes sont plus susceptibles d'avoir un "bon" ou "très bon" accès à la terre (environ 6 hommes sur 10, pour 5 femmes sur 10), les femmes rapportent 10 fois plus souvent que les hommes avoir accès au crédit si nécessaire (**Indicateur 4.2.3_i**).

Les opportunités de revenu sont distribuées de manière peu équitable dans la ZP de Mambasa, autant géographiquement que sur la base du genre. Malgré l'accès relativement meilleur à la terre et au crédit dans la sous-zone de Mambasa nord-est, le revenu médian y est inférieur à 15\$ par mois, contrairement à la sous-zone de Mambasa sud-ouest, où il est compris entre 61 et 150\$ par mois⁵. Le revenu médian des femmes (< 15\$) et plus bas que celui des hommes (de 61 à 150\$) (**Indicateur 4_i**). À travers la ZP de Across Mambasa, environ 1 personne sur 20 a eu un emploi rémunéré durant au moins une semaine au cours des 3 mois précédant l'enquête de HHI (**Indicateur 4.2.5_i**).

La population dans la sous-zone de Mambasa nord-est est légèrement plus ouverte au maintien de contacts sociaux avec des membres d'autres groupes ethniques par rapport à celle de Mambasa sud-ouest. Une part plus importante de la population dans la première sous-zone indique chercher "souvent" des relations sociales plus proches avec des membres d'autres groupes ethniques, en particulier en ce qui concerne les mariages et le culte. Les hommes sont plus susceptibles que les femmes d'avoir et d'entretenir des relations avec des membres d'autres groupes ethniques que le leur (**Indicateur 4.3_i**).

Considérations possibles pour la programmation – Pilier 4

Les différences illustrées par les données sur les ressources et avoirs économiques et sur les conditions socio-économiques entre les sous-zones de Mambasa nord-est et de Mambasa sud-ouest suggèrent que les projets ISSSS (c.-à-d. les projet financé par le FCS, et d'autres futures interventions) pourraient devoir adapter leur approche pour garantir la résilience socio-économique au conflit sur la case des conditions spécifiques à chaque sous-zone. La population de Mambasa nord-est semble relativement plus dépendante de l'agriculture de subsistance et d'autres activités traditionnelles que les communautés de Mambasa nord-est, ce qui donne potentiellement un rôle plus important à des questions telles que le maintien d'un accès sûr à la terre.

⁵ Environ 2 personnes sur 10 dans les deux sous-zones sont incapables de fournir des données sur leurs revenus.

En comparaison avec les autres zones prioritaires⁶, les taux rapportés de violence sexuelle à Mambasa sont relativement bas⁷. Malgré cela, les attitudes envers les femmes qui peuvent faciliter des actes de violence sexuelle continuent à dominer dans la zone, en particulier dans la sous-zone Mambasa sud-ouest, où la moitié seulement de la population considère le consentement comme étant une condition nécessaire pour toute activité sexuelle⁸. Dans la sous-zone de Mambasa nord-est, par contre, c'est le cas pour 8 personnes sur 10, soit une part bien plus importante de la population (**Indicateur 5.1_i**).

Cependant, **les attitudes envers les victimes/survivants** de violences sexuelles sont légèrement plus ouvertes dans la sous-zone de Mambasa sud-ouest par rapport à celle de Mambasa nord-est. Dans les deux sous-zones, une nette majorité de la population (environ 8 personnes sur 10) se déclare prête à accueillir les victimes/survivants de violences sexuelles de retour au sein de la communauté et du ménage. Néanmoins, dans la sous-zone de Mambasa nord-est, le niveau d'acceptation parmi la population est relativement plus bas dans le cas où la victime a un enfant à la suite de la violence, ou pour celle qui contracte une maladie ou subit des blessures au cours de l'agression. Environ 6 personnes sur 10 dans la sous-zone de Mambasa nord-est accepteraient d'accueillir une victime de VS dans leur ménage dans ces circonstances, contre trois quarts de la population de la sous-zone de Mambasa sud-ouest. Globalement, les hommes sont moins susceptibles que les femmes d'accepter le retour d'une victime/survivant de VS dans la communauté et le ménage, surtout si l'agression mène à une grossesse ou à des blessures (**Indicateur 5.1_ii**).

La population de la sous-zone de Mambasa sud-ouest est relativement plus optimiste en ce qui concerne la probabilité que des membres des FARDC ou de la PNC soient punis de manière appropriée s'ils s'avèrent responsables d'actes de violence sexuelle. Ce qui peut paraître surprenant, est que les femmes sont plus susceptibles (2 sur 3 contre moins d'1 sur 3 pour les hommes) de considérer que les membres des forces de sécurité sont jugés pour ce genre d'infractions (**Indicateur 5.2_i**).

Une part plus importante de la population dans la sous-zone de Mambasa sud-ouest considère l'accès aux soins de santé, au soutien psychologique et aux services de réintégration pour les victimes de VS comme étant "bon" ou "très bon" (de 3 à 5 personnes sur 10, contre de 1 à 3 personnes sur 10 dans la sous-zone de Mambasa nord-est). Les hommes ont tendanciellement des opinions plus négatives que les femmes sur la question. Seul un quart des hommes à Mambasa considère l'accès aux soins de santé pour les victimes/survivants de VS "bon" ou "très bon", contre plus de la moitié des femmes (**Indicateur 5.3.3_v**).

Considérations possibles pour la programmation – Pilier 5

Malgré des taux faibles de cas de violence sexuelle **rapportés** à Mambasa, les données sur les attitudes envers les femmes sont pertinentes pour la programmation du consortium mené par UN-Habitat et financé par le FCS, en particulier dans la sous-zone de Mambasa nord-est. Le consortium peut évaluer si les activités du projet sont bien ciblées, à la lumière des données de base ISSSS collectées pour

⁶ E.g., in particular Sud Irumu and Kitchanga.

⁷ According to JHRO data, the rape of one child was reported during the period from January to June 2017 (**Indicateur 5_i [JHRO]**). Less than 1 in 10 people personally know a SV survivor (**Indicateur 5_iii**).

⁸ The data do suggest that women are more likely to consider consent a requirement than men, however, the difference between men and women (9%) is within the margin of error of the opinion poll (+/- 5%).

Mambasa. Cela inclut en particulier les valeurs sociétales plus négatives envers les femmes dans la sous-zone de Mambasa sud-ouest (ex. en ce qui concerne le consentement comme prérequis pour toute relation sexuelle), mais aussi les attitudes envers les victimes/survivants de violences sexuelles (en particulier dans la sous-zone de Mambasa nord-est) et le niveau d'accès aux services médicaux et psychosociaux entre les deux sous-zones prioritaires.

Opportunités pour le suivi et l'apprentissage ultérieurs – Pilier 5

Dans la sous-zone de Mambasa sud-ouest, les attitudes envers les femmes qui pourraient faciliter la violence sexuelle (comme le fait de ne pas considérer le consentement un prérequis pour l'activité sexuelle) coexistent avec des attitudes plus positives en ce qui concerne la réintégration des victimes/survivants, surtout si les agressions donnent lieu à une grossesse ou à des blessures. Afin de pouvoir mieux cibler les attitudes et les valeurs sous-jacentes qui déterminent les actions dans ce domaine, il peut être utile de mener d'ultérieures enquêtes parmi la population dans la zone prioritaire.

Enfin, comme c'est le cas pour les Piliers 2 et 3, les données du Pilier 5 suggèrent à nouveau que moins d'hommes ont une perception positive de l'accès aux services et de la performance des forces de sécurité (ici en ce qui concerne les enquêtes sur les cas de violence sexuelle), ce qui confirme cette tendance à travers différentes aires thématiques à Mambasa. Dans l'intérêt d'un ciblage approprié de la programmation actuelle et future, il serait utile de mieux comprendre les dynamiques sous-jacentes qui contribuent à cette situation.

Annexe III - Zone Prioritaire autour de Kitshanga, Province du Nord-Kivu

Liste des Acronymes

BCNUDH	Bureau Conjoint des Nations Unies pour les Droits de l'Homme
Cellule S&E	Cellule Suivi et Evaluation (<i>M&E Cell</i>)
CISPE	Consortium pour la Stabilisation Intégrée et la Paix en RDC Orientale
DH	Droits de l'Homme
ETD	Entités Territoriales Décentralisées
FARDC	Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FARM	Sécurité alimentaire et accès inclusif aux ressources pour un développement du marché sensible au conflit (<i>Food security and inclusive Access to Resources for conflict sensitive Market development</i>)
FCS	Fonds de Cohérence pour la Stabilisation
FDLR	Forces démocratiques de libération du Rwanda
IA	International Alert
IDP	Déplacés Internes (<i>Internally Displaced Persons</i>)
ISSSS	Stratégie internationale d'appui en matière de sécurité et de stabilisation
MONUSCO	Mission de l'ONU pour la Stabilisation en République Démocratique du Congo
NK	Nord-Kivu
O.G.	Objectif Global
OIM	Organisation Internationale pour la Migration
ONU	Organisation des Nations Unies
OS	Objectif Spécifique
PdC	Protection des Civils
PNC	Police Nationale Congolaise
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
RDC	République Démocratique du Congo
RG	Résultat Global
RI	Résultat Intermédiaire
SFCG	<i>Search For Common Ground</i>
SSR	Réforme du Secteur Sécuritaire (<i>Lobi Mokolo Ya Sika</i>)
UAS	Unité d'Appui à la Stabilisation
VSBG	Violence Sexuelle et Basée sur le Genre
ZP	Zone Prioritaire

1 Présentation de l'Annexe III – Zone autour de Kitshanga (Nord-Kivu)

Cette annexe fait suite à l'étude de base, qui a été publiée au mois de juillet 2017, dans le cadre de la production semestrielle de rapports consolidés sur les progrès de l'ISSSS par la cellule S&E de L'UAS.

Elle présente une projection programmatique de l'ISSSS dans la zone prioritaire (ZP) autour de Kitshanga, pour la période allant du deuxième semestre de l'année 2017 au premier trimestre de l'année 2018. Cette projection vise à inclure dans notre cartographie les projets actuellement "en cours de développement" (par exemple, dans leur phase préliminaire, ou dans les étapes finales de leur phase de conception), mais dont le démarrage et la mise en œuvre sont prévus pour dans un avenir proche. Les projets pris en compte dans cette cartographie sont les projets financés par le Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS) et les projets financés par des contributions bilatérales qui ont suivi le processus d'alignement à l'ISSSS et dont le cadre logique a été harmonisé avec celui de l'ISSSS.

Cette annexe au deuxième rapport consolidé de suivi et évaluation (S&E) présente les données de base de l'ISSSS mises à jour pour le premier semestre de l'année 2017, et propose un ensemble d'observations provisoires et préliminaires sur les progrès dans la programmation de l'ISSSS dans la ZP autour de Kitshanga. Il est cependant important de souligner que ces observations visent à aider et informer les parties prenantes dans la poursuite du débat sur les tendances et les options de programmation dans la ZP. Par conséquent, elles ne prétendent pas être définitives ou à accepter comme telles, elles sont au contraire destinées à alimenter le débat. La remise en question, la révision et l'affinement des observations dans le cadre de ce débat font en effet partie intégrante du processus de suivi et d'apprentissage au sein de la Cellule S&E de l'UAS.

2 État de la programmation ISSSS - ZP autour de Kitshanga

Cette section présente un aperçu de l'état de la programmation ISSSS dans la zone prioritaire (ZP) autour de Kitshanga. Plus spécifiquement, elle donne :

- Une **brève description des différents programmes et interventions** mis en œuvre dans la ZP autour de Kitshanga sous l'ombrelle de l'ISSSS, c'est-à-dire des programmes et interventions financés soit par le Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS), soit par des accords bilatéraux (*programmes alignés*) ;
- Une vue d'ensemble de la **couverture de ces interventions par rapport aux résultats de l'ISSSS** (par pilier thématique), et des observations provisoires sur la mesure dans laquelle tous les éléments nécessaires sont pris en compte ;
- Une revue légèrement plus approfondie de **l'état de la programmation ISSSS par pilier**, sur la base de l'état d'avancement des projets ISSSS en juin/juillet 2017, ainsi que quelques réflexions additionnelles sur les implications pour la mise en œuvre de la stratégie au cours des mois à venir.

Vue d'ensemble des interventions ISSSS dans la zone prioritaire de Kitshanga

Le Tableau 1 ci-dessous énumère les projets qui sont actuellement mis en œuvre - ou programmés pour les mois à venir - dans le cadre de l'ISSSS dans la zone prioritaire autour de Kitshanga. Pour chacun, le tableau présente les informations relatives aux *organisations lead* respectives, la période prévue de mise en œuvre, ainsi que les aires thématiques dans lesquelles ils s'inscrivent.

Tableau 1 : Vue d'ensemble des interventions associées à l'ISSSS (alignées et FCS) dans la ZP autour de Kitshanga

Type	Titre (Organisation Lead)	Période de mise en œuvre	Aire(s) thématique(s)
FCS	Les chemins vers les Accords « <i>Njia za Makubaliano</i> » (<i>International Alert</i>)	Octobre 2016, fin prévue en septembre 2018)	Mise en œuvre du Dialogue Démocratique (DD) à Kitshanga (Pilier 1)
	<i>Pamoja Kwa Amani</i> na Maendeleo (<i>UNHABITAT</i>)	Phase prélim. (fin prévue avril 2019)	Gestion des terres, cohésion sociale, réintégration socio-économique, prévention des violences sexuelles et basées sur le genre (VSBG)
Alignées	<i>Lobi Mokolo Ya Sika</i> (Réforme du Secteur Sécuritaire (Phase 4 ; Extension) (<i>SSR-SFCG</i>))	En cours (fin prévue en mai 2018)	Connaissance et conscience accrues, de la part des forces de sécurité congolaises et des civils, de leurs droits, rôles et responsabilités mutuelles, afin d'améliorer leurs relations et construire la confiance.
	Consortium pour la Stabilisation Intégrée et la Paix en RDC Orientale (<i>CISPE-OIM</i>)	En cours (fin prévue en avril 2019)	I) Promotion de mécanismes de résolution de conflits inclusifs et basés sur le dialogue ; II) amélioration des relations État - communauté à travers l'amélioration des performances des services de sécurité et de la perception des services au sein des communautés ; et III) contribution à l'amélioration de la redevabilité mutuelle et de la capacité des institutions étatiques et de la société civile, ainsi que renforcement de la légitimité des institution/agents.
	Sécurité alimentaire et accès inclusif aux ressources pour un dévelop. sensible au conflit du marché (<i>FARM- Mercy Corps</i>)	Phase préliminaire, début prévu en 2018	Amélioration sécurité alimentaire populations ciblées, en prenant en compte les griefs des groupes marginalisés ; promotion dialogue démocratique inclusive et de systèmes de gestion des conflits ; relations intercommunautaires renforcées ; pratiques agricoles durables => accès à la terre et aux marchés agricoles, conduisant à l'accroissement de la stabilité, ainsi que de l'accès et de la disponibilité de la nourriture.

Pris en compte dans leur ensemble, les projets mentionnés dans le Tableau 1 répondent aux cinq piliers de l'ISSSS à différents stades d'avancement :

- Actuellement, la couverture programmatique des Pilier 1 (Dialogue Démocratique), 3 (Restauration de l'Autorité de l'État), et 4 (Résilience Socio-économique au Conflit) est **relativement avancée**, dans la mesure où plus de la moitié des résultats des piliers sont couverts par au moins un projet (voir **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**).
- La couverture des Piliers 2 (Performance des FARDC en matière de Protection des Civils (PdC)) et 5 (Prévention des VSBG) **est encore en cours de développement**. Moins de la moitié des résultats de chacun de ces piliers sont actuellement couverts par au moins un projet.

Le *Tableau 2* ci-dessous donne une vue d'ensemble de l'état de la programmation par pilier thématique dans la ZP autour de Kitshanga.

Tableau 2 : État de la programmation dans la zone prioritaire autour de Kitshanga (Nord-Kivu), tous programmes, juillet 2017

Pilier	Contribution visée à la mise en œuvre de l'ISSSS	Couverture du cadre de résultats ISSSS ¹
Pilier 1	<i>Création d'un dialogue (démocratique) participatif et inclusif pour assurer un processus politique et communautaire de transformation des conflits ciblés</i>	Avancée
Pilier 2	<i>Amélioration de la performance des FARDC dans la PdC et des relations communautaires - FARDC</i>	En cours de développement
Pilier 3	<i>Accroissement du rôle (bénéfique) et de la présence de l'État congolais (en particulier des autorités locales) dans les zones prioritaires</i>	Avancée
Pilier 4	<i>Augmentation du flux équitable de ressources vers les populations à risque (femmes, hommes, filles et garçons), et de la cohérence en leur sein, en particulier en ce qui concerne les déplacés et les populations de retour</i>	Avancée
Pilier 5	<i>Assurance que les réformes du secteur sécuritaire (Piliers 2 et 3) et le renforcement des capacités étatiques au niveau local (Pilier 3) prennent suffisamment en compte la lutte aux VSBG, en tant que symptôme et facteur de conflit dans les zones prioritaires</i>	En cours de développement

La plupart des projets dans la ZP autour de Kitshanga sont basés sur des **plans d'action** développés en consultation et avec la participation des populations (Résultat Intermédiaire 1.1.1). Cela veut dire que les deux projets alignés bilatéraux (CISPE, SSR) suivent pour leur intervention sectorielle l'approche générale du Dialogue Démocratique (Pilier 1) appliquée au projet FCS à Kitshanga. De la même manière, ces projets utilisent également des **plateformes de dialogue participatif** comme espace pour réaliser leurs plans d'action globaux (FCS) ou sectoriels (CISPE, SSR) et pour superviser leur mise en œuvre, conformément à l'approche de l'ISSSS.

Les sections suivantes du rapport reprennent plus en détail la couverture par projet et par pilier dans la ZP autour de Kitshanga.

¹ **Complète** : Tous les résultats de l'ISSSS sont couverts par des projets ; **Avancée** : La plupart des résultats sont couverts par des projets ; **En cours de développement** : une minorité de résultats sont couverts par les projets.

Au regard du tableau 3 ci-dessous, la programmation du pilier 1 vise fondamentalement à mettre en place et à rendre opérationnels des mécanismes de supervision participatifs et inclusifs au niveau communautaire pour le développement des plans d’actions conjoints et sensibles au genre.

La lacune identifiée lors de l’étude de base sur la création de *Compacts* réalisables au niveau provincial et sur l’engagement continu des autorités nationales dans la mise en œuvre de celles-ci a été partiellement comblée par le réajustement effectué en juin 2016 par International Alert, lors de la révision de la stratégie d’intervention de son projet dans la ZP. Ce réajustement a également pris en compte, au niveau communautaire, le soutien et le renforcement de la confiance des acteurs clés envers la stratégie de stabilisation et de sécurité.

Le manque de coordination des plateformes/structures de dialogue pourrait entraîner une duplication et une confusion sur les actions menées par les différents programmes, ce qui conduirait à un désintéressement de la population et accentuerait les tensions déjà existantes avec les autorités au niveau de la zone prioritaire.

Les acteurs intervenant dans le pilier 1 dans la ZP de Kitshanga devront privilégier une coordination et une synergie d’action afin de capitaliser les effets du dialogue, de dissiper les incompréhensions et les tensions politiques avec les autorités congolaises et parvenir à créer un environnement propice au sein de la zone prioritaire pour les interventions dans les autres piliers de la stratégie de stabilisation. Cette synergie devrait se focaliser notamment sur la complémentarité entre les actions de dialogue au tour des conflits fonciers prônés par le consortium UN-HABITAT et FARM et celles autour des conflits intra- et inter- communautaires menés par le consortium International Alert.

Le Tableau ci-dessous donne une vue d’ensemble de la couverture actuelle des résultats et de la contribution planifiée de la part des projets aux résultats globaux et intermédiaires (RG et RI) du pilier 1 du cadre logique de l’ISSSS.

Tableau 3 : Panorama des programmes ISSSS dans la ZP autour de Kitshanga, Pilier 1 (Dialogue Démocratique)

Objectif / résultat		Projets harmonisés
OS 1	Soutien à l’ISSSS au niveau communautaire	
RG 1.1	Processus locaux de stabilisation alignés sur les priorités des communautés	(FCS) IA, UNHABITAT
RI.1.1.1	Plans d’action conjoints développés et approuvés par les communautés	(FCS) IA, UNHABITAT (A): CISPE (A): FARM
RI 1.1.2	Plans d’action conjoints rassemblés dans les conventions sectorielles	Non couvert
RI 1.1.3	Autorités nationales engagées et agissant sur la base des conventions sectorielles	Non couvert
RG 1.2	Soutien maintenu des communautés pour la stabilisation	(FCS) : IA

		(A) : CISPE
RI 1.2.1	Mécanismes de supervision établis et fonctionnels	(FCS) IA, UNHABITAT (FCS) UNHABITAT (A) : CISPE (A) : FARM

Programmation sous le Pilier 2 (Performance des FARDC en matière de Protection des Civils (PdC))

Comme on peut le voir dans le tableau 4 ci-dessous, la programmation du pilier 2 rencontre très peu d'intervenants dans la ZP. Seul le programme aligné (SSR de SFCG) en couvre en effet certains résultats. Ce programme vise à améliorer la protection des populations civiles (PdC) par les forces de sécurité à travers l'amélioration des connaissances sur les rôles et responsabilités, le renforcement de la collaboration et l'obligation mutuelle de rendre des comptes entre les forces de sécurité et la population.

Les lacunes relevées dans de la couverture du pilier 2 subsistent, au niveau de la prise en compte des structures de motivation internes des FARDC (ou de la PNC - voir Pilier 3) visant à influencer le comportement des commandants et soldats des FARDC vis-à-vis de la population civile ; de l'intégration des leçons apprises localement dans une politique à échelle nationale (ex. SSR) et des mécanismes de réparation en cas d'infractions commises par les FARDC envers la population locale.

Le manque total de prise en charge des soldats (FARDC) par le Gouvernement central et la détérioration de leurs conditions de vie risquent de minimiser les effets positifs du programme, étant donné que certains membres des FARDC continueront à s'adonner à la *tracasserie* pour la survie, ce qui pourrait entraver la confiance et la collaboration entre les FARDC et la population.

Le Tableau ci-dessous donne une vue d'ensemble de la couverture actuelle des résultats et de la contribution planifiée de la part des projets aux résultats globaux et intermédiaires (RG et RI) du pilier 2 du cadre logique de l'ISSSS.

Tableau 4 : Panorama des programmes ISSSS dans la ZP autour de Kitshanga, Pilier 2 (Performance des FARDC en matière de PdC)

Objectif / résultat		Projets harmonisés
OS 2	Performance des FARDC en matière de PdC	
RG 2.1	Principes et procédures opérationnels des FARDC pour la PdC appliqués et respectés	(A): SSR
RI 2.1.1	Sensibilité et compétences accrues parmi les commandants des FARDC et leurs unités vis à vis des principes acceptés de protection des civils et de prévention de violences sexuelles	(A) : SSR
RI 2.1.2	Structures internes disciplinaires, de supervision et de motivation des FARDC renforcées et alignées sur la PdC	Non couvert
RI 2.1.3	Mécanismes judiciaires militaires renforcés pour les violations des droits de l'homme (DH)	(A): SSR
RI 2.1.4	Leçons tirées de l'expérience et exigences de ressources pour la PdC communiquées au commandement national des FARDC	Non couvert

RG 2.2	Cohésion et confiance accrues entre populations civiles et FARDC	(A): SSR
RI 2.2.1	Intégration sociale et économique des soldats au sein des communautés hôtes	
RI 2.2.2	Mécanismes de réparation améliorés pour les autorités locales et les communautés	Non couvert
RI 2.2.3	Comportement amélioré des FARDC (moins prédateur et mercantiliste)	Non couvert

Programmation sous le Pilier 3 (Restauration de l'Autorité de l'État)

Au vu du tableau 5 ci-dessous, la programmation du pilier 3 est focalisée sur l'amélioration de la performance des agents de l'État dans les secteurs de la police, de la justice, de l'administration et de la gestion des terres. Dans le but de progressivement changer les structures et les comportements des agents de l'État, le programme CISPE se concentre sur l'amélioration des conditions de leur paiement alors que le consortium (FCS) UN HABITAT et le programme FARM visent la facilitation, la mise en place et la formation technique des ETD pour la fourniture des services (police, foncier, administration locale) dans les zones d'intervention. SSR, FARM et FCS se concentrent sur l'accroissement de la conscience des agents de l'État par rapport à leurs devoirs et responsabilités formels et aux effets destructeurs de la corruption.

Les lacunes relevées au niveau du pilier 3, se situent au niveau de la mise en place d'un cadre réglementaire/légal et cohérent pour la gouvernance locale. À cela s'ajoutent le manque des plans nationaux pour la dévolution des pouvoirs et la rétrocession des finances publiques.

Le clientélisme, le tribalisme et le manque de transparence dans la nomination des agents de l'État, ajoutés à l'impunité, à l'absence des mécanismes de redevabilité et au retard dans le paiement des salaires constituent un risque majeur à la réalisation des effets escomptés de la programmation dans ce pilier et à l'accès équitable aux services de l'État autour de Kitshanga.

Le Tableau 5 ci-dessous présente une vue d'ensemble de la couverture actuelle des résultats et de la contribution planifiée de la part des projets aux résultats globaux et intermédiaires (RG et RI) du pilier 3 du cadre logique de l'ISSSS.

Tableau 5: Panorama des programmes ISSSS dans la ZP autour de Kitshanga, Pilier 3 (Restauration de l'Autorité de l'État)

Objectif / résultat		Projets harmonisés
OS 3	Rôle et présence bénéfiques de l'État congolais « régulier » accrues dans la gouvernance locale	
RG 3.1	Accès aux services pertinents de l'État amélioré	(FCS) UNHABITAT (A) : CISPE, FARM
RI 3.1.1	Performance améliorée des agents de l'État dans la fourniture de services	(FCS) UNHABITAT (A) : CISPE, SSR, FARM
RI 3.1.2	Disponibilité/accès accrues aux infrastructures physiques etc. pour la fourniture de services	(A): CISPE
RG 3.1.3	Disponibilité accrue de ressources financières pour une fourniture de services viable	Non couvert

RG 3.2	Redevabilité et réactivité des institutions étatiques améliorées	(A) : CISPE
RI 3.2.1	Structures de supervision et de planification participatives locales établies et opérationnelles	(FCS) UNHABITAT (A) : FARM (A) : CISPE, SSR, FARM
RI 3.2.2	Population locale et société civile agissant sur la base de leurs propres responsabilités et droits vis-à-vis des autorités locales	Non couvert
RI 3.2.3	Conscience accrue des agents de l'État par rapport à leurs devoirs et responsabilités formels et aux effets destructeurs de la corruption	(FCS) UNHABITAT (A) : CISPE (A) : SSR
RG 3.3	Cadre réglementaire/légal favorable et cohérent pour la gouvernance locale mis en place	Non couvert
RI 3.3.1	Autorités locales/ETD préparées à la dévolution des pouvoirs et la rétrocession des finances	Non couvert
RI 3.3.2	Division des responsabilités entre autorités formelles et traditionnelles codifiée	(FCS) UNHABITAT
RI 3.3.3	Leçons tirées pour une présence locale accrue de l'État prises en compte par les autorités nationales	Non couvert

Programmation sous le Pilier 4 (Résilience Socio-économique aux conflits)

Au regard du tableau 6 ci-dessous, le projet FCS du consortium UNHABITAT couvre la programmation de la majeure partie des résultats du pilier 4. Le projet FARM contribue de manière complémentaire au résultat sur l'amélioration de l'accès à la terre et aux crédits.

La lacune en matière de couverture de ce pilier se situe au niveau de la prise en charge des besoins psychosociaux des groupes vulnérables.

Le manque de prise en charge psychosociale des groupes vulnérables peut rendre leur intégration et leur motivation difficiles dans les communautés, ce qui peut avoir un impact négatif sur la réalisation de certains résultats, notamment en ce qui concerne les liens sociaux entre et au sein des leurs communautés, les actions sur l'utilisation des subventions reçus, et les emplois obtenus. En outre, l'analyse du conflit dans la zone de Kitshanga par l'ISSSS soulignait la mobilisation autour de la terre et de "l'identité" comme étant un des facteurs de risque clés affectant la stabilisation. Les tensions historiques dans cette zone entre rwandophones et les populations présumées "autochtones" peuvent entraver les progrès en termes d'amélioration de l'accès à la terre et aux ressources naturelles.

Le Tableau ci-dessous donne une vue d'ensemble de la couverture actuelle des résultats et de la contribution planifiée de la part des projets aux résultats globaux et intermédiaires (RG et RI) du pilier 4 du cadre logique de l'ISSSS.

Tableau 6 : Panorama des programmes ISSSS dans la ZP autour de Kitshanga, Pilier 4 (Résilience Socioéconomique aux conflits)

Objectif / résultat		Projets harmonisés
OS 4	Flux équitable des ressources (opportunités génératrices de revenus et économiques ; appui socio-économique)	

RG 4.1	Participation accrue aux mécanismes pour l'emploi et stabilisation des revenus à court terme	(FCS) UNHABITAT
RI 4.1.1	Disponibilité accrue de subventions pour moyens de subsistance et de démarrage, et de mécanismes "argent-contre-travail"	(FCS) UNHABITAT
RI 4.1.2	Accès amélioré aux services	(FCS) UNHABITAT
RG 4.2	Conditions plus favorables pour le redressement économique local	
RI 4.2.1	Accès accru et maintenu aux marchés	(A) : FARM
RI 4.2.2	Accès amélioré et sécurisé à la terre et aux ressources naturelles	(FCS) UNHABITAT (A) : FARM
RI 4.2.3	Accès maintenu et accru au crédit (tous les groupes)	(FCS) UNHABITAT
RI 4.2.4	Accès amélioré aux opportunités de formation	(FCS) UNHABITAT
RI 4.2.5	Accès amélioré à des emplois rémunérés	(FCS) UNHABITAT
RG 4.3.	Liens sociaux entre et au sein des communautés renforcés	(FCS) UNHABITAT
RI 4.3.1	Besoins psychosociaux des groupes vulnérables/marginalisés de la communauté adressés	Non couvert
RI 4.3.2	Confiance accrue inter- & intracommunautaire	(FCS) UNHABITAT

Programmation sous le Pilier 5 (Prévention des Violences Sexuelles et Basées sur le Genre (VSBG))

Au regard du tableau 7, la programmation du pilier 5 dans la zone autour de Kitshanga est focalisée sur la prévention des VSBG. Le programme FCS du consortium UN-HABITAT se concentre sur les sensibilisations aux effets nocifs des normes de genre négatives et sur le renforcement des capacités des jeunes et des leaders communautaires. SSR de SFCG aborde dans ses thématiques la réduction de l'implication des FARDC et de la PNC dans les cas de VSBG et le renforcement de la confiance entre les survivants de VSBG et les forces de sécurité.

Les lacunes dans la programmation sous ce pilier 5 sont liées à la couverture des résultats en lien avec la lutte contre l'impunité au sein du système judiciaire pour des crimes de VSBG et à l'amélioration de services aux victimes/survivants de VSBG.

Le manque de programmation sur la réponse aux cas des VSBG notamment sur la prise en charge (prise en charge médicale et psychosociale et réinsertion sociale), rend la matérialisation des facteurs de risque associés plus probable. Sensibiliser aux normes de genre nocives est important, mais le manque de prise en charge des survivants et l'absence d'efforts entrepris pour affronter l'impunité qui entoure les VSBG au sein des systèmes judiciaire et militaire rend une avancée soutenue dans le cadre du Pilier 5 moins probable.

Ceci peut mener à une désillusion encore majeure, en particulier auprès des femmes et des filles, concernant la contribution de la stabilisation à la réduction des VSBG.

Le Tableau 7 ci-dessous donne une vue d'ensemble de la couverture actuelle des résultats et de la contribution planifiée de la part des projets aux résultats globaux et intermédiaires (RG et RI) du pilier 5 du cadre logique de l'ISSSS.

Tableau 7: Panorama des programmes ISSSS dans la ZP autour de Kitshanga, Pilier 5 (Lutte contre les VSBG)

Objectif / résultat		Projets harmonisés
OS 5	Niveau de Violence Sexuelle et Basée sur le Genre (VSBG) réduit	
RG 5.1	Normes sociales/de genre (VSBG) nocives réduites	(FCS) UNHABITAT
RI 5.1.2	Participation active et significative au dialogue sur les VSBG	
RI 5.1.3	Implication accrue dans la transformation positive des normes nocives sociales/de genre	
RG 5.2	Confiance accrue envers les forces de sécurité vis-à-vis des poursuites en cas d'incidents de VSBG (commis par FARDC et PNC)	(A) : SSR
RI 5.2.1	Implication réduite des acteurs du secteur sécuritaire (FARDC et PNC) dans les cas de VSBG	(A) : SSR
RI 5.2.1	Systèmes judiciaires militaires renforcés utilisés pour la poursuite des cas de VSBG	Non couvert
RG 5.3	Accès amélioré aux services judiciaires et de soutien pour les survivants de VSBG	Non couvert
RI 5.3.1	Conscience publique accrue des lois et normes pour la lutte contre les VSBG, ainsi que des rôles et responsabilités des agents concernés	Non couvert
RI 5.3.3	Services de soutien pour les survivants de VSBG améliorés	
RI 5.3.4	Procédures pour dénoncer des cas de VSBG facilitées au niveau local	
RI 5.3.5	Vitesse, impartialité et confidentialité des procès pour VSBG améliorées	Non couvert

3 Données sur les Résultats de l'ISSSS – ZP autour de Kitshanga

Cette section du rapport contient une fiche de données récapitulative pour les indicateurs du cadre logique de l'ISSSS pour lesquels des données étaient disponibles lors de cette deuxième phase de rapportage.

L'échantillon des données de perception est fait au niveau de la zone prioritaire, c'est à dire que les données sont statistiquement représentatives de la population de la ZP (pas spécifiquement des bénéficiaires, ou des interviewés). La zone prioritaire a été divisée en 2 sous-zones lors de la constitution des échantillons de la population. La première sous zone, nommée « Bwito », comprend la chefferie de Bwito (territoire de Ruthuru) ; la deuxième sous-zone, nommée « Bashali », comprend les chefferies de Bashali (territoire de Masisi) et une petite partie de Kisimba (connue aussi comme Wanianga), autour de Pinga (également dans le territoire de Masisi).

La fiche contient des données du Bureau Conjoint des Droits de l'Homme (BCNUDH, ou *JHRO* en anglais) divisées selon les territoires des deux sous-zones de la ZP de Kitshanga: Rutshuru, Masisi, Walikale. Le sexe des victimes mineures n'est pas enregistré dans les données du JHRO. Les enfants ne sont donc inclus que dans le «Grand Total» des victimes.

La section qui suit contient une présentation et une analyse générale de données sélectionnées, qui souligne les tendances globales et les changements principaux des données entre une période et l'autre. La Cellule S&E prévoit de publier chaque trimestre un rapport nommé « Actualité de la stabilisation », qui analyse d'une manière plus approfondie certaines questions soulevées lors de ce rapport ; les parties prenantes de l'ISSSS sont invitées à contacter la Cellule et à lui soumettre leurs requêtes à cet effet.

Tableau 8 : Données sur les Résultats ISSSS - ZP autour de Kitshanga, Pilier 1, juin 2016 à juin 2017

Indicateur ISSSS #	Indicateur ISSSS (FR-court)		Janvier-Juin 2016			Juillet-Décembre 2016			Janvier - Juin 2017					
			Kitchanga (Bwito)	Kitchanga (Bashali)	Grand Total	Kitchanga (Bwito)	Kitchanga (Bashali)	Grand Total	Kitchanga (Bwito)	Kitchanga (Bashali)	Grand Total			
Données de International Alert (Entrevues avec des informateurs clés)									#	%	#	%	#	%
1_ii	Acteurs clefs de la stabilisation déclarent leur soutien et leur confiance envers la stratégie de stabilisation et de sécurité dans leur localité								Données qualitatives (voir texte)					
1_iii	% de femmes et d'hommes déclarant que leurs villages / quartiers sont "très" ou "extrêmement" paisibles		2%	13%	8%	5%	21%	14%	14%		15%		14%	
1_iv	% de femmes et d'hommes s'attendant à ce que leur village/ quartier devienne plus paisibles dans un an		13%	31%	23%	18%	26%	23%	5%		22%		13%	
1.1_iii	% de femmes et d'hommes déclarant que les projets de paix sont "très bons" or "extrêmement bons" à faire face aux problèmes les plus importants de leur région		6%	2%	4%	12%	5%	8%	29%		5%		18%	
Données de CISPE (Enquête des bénéficiaires) (n(Bwito)=20; n(Bashali)=21)									#	%	#	%	#	%
1.2.1_i (a)	Inclusivité : Représentation équitable dans la composition de la plateforme	La plateforme de dialogue représente les intérêts des femmes (bien, très bien)							11	55%	12	57%	23	56%
		La plateforme de dialogue représente les intérêts des jeunes (bien, très bien)							11	55%	13	62%	24	59%
		La plateforme de dialogue représente les intérêts des différents groupes ethniques (bien, très bien)							9	45%	11	52%	20	49%
'1.2.1_i (b)	Espace neutre: Mesure dans laquelle les participant(e)s de la plateforme se sentent libres d'exprimer leurs vues et opinions sans peur de répercussions	Pendant les réunions de la plateforme, vous sentez-vous à l'aise lorsque vous prenez la parole pour exprimer vos points de vue (à l'aise, très à l'aise)							9	45%	12	57%	21	51%
		Pendant les réunions, avez-vous déjà eu peur de représailles ou de menaces d'exprimer votre opinion sur un problème? (souvent, occasionnellement)							10	50%	9	43%	19	46%
1.2.1_i (c)	Apprentissage : mesure dans laquelle les participant(e)s de la plateforme échangent leurs opinions et apprennent les uns des autres	A quelle fréquence les réunions de la plateforme vous aident-elles à mieux comprendre les opinions des autres participants? (souvent, très souvent)							11	55%	11	52%	22	54%
		Pendant les réunions, estimez-vous que les participants expriment réellement leurs opinions? (tous les participants, la plupart des participants)							14	70%	8	38%	22	54%
1.2.1_i (d)	Bonne foi : Mesure dans laquelle les participant(e)s estiment que le processus est mené de manière correcte et transparente	Est-il possible que les membres de la plate-forme participent à des réunions avec une intention franche de trouver des solutions aux problèmes de la communauté? (possible, très possible)							9	45%	9	43%	18	44%
		Est-il possible que certains membres de la plateforme tentent de perturber le travail de la plateforme? (possible, très possible)							11	55%	11	52%	22	54%
1.2.1_i (e).	Autonomisation : mesure dans laquelle les participant(e)s sentent avoir un rôle important dans le processus de stabilisation	Est-il possible que la plateforme soulève une question avec les autorités que vous aimez particulièrement? (possible, très possible)							11	55%	11	52%	22	54%
		Est-il possible que les autorités de l'Etat prennent l'initiative sur la base de la recommandation du groupe? (possible, très possible)							10	50%	9	43%	19	46%
		À quelle fréquence contactez-vous personnellement les autorités de l'État pour discuter de vos préoccupations (souvent, très souvent)?							6	30%	8	38%	14	34%
		Dans quelle mesure le plan d'action reflète-t-il vos priorités? (bien, très bien)							11	55%	5	24%	16	39%
		À votre avis, comment la mise en œuvre du plan d'action reflète-t-elle vos priorités? (bien, très bien)							10	50%	7	33%	17	42%
		Pendant les réunions de la plateforme, à quelle fréquence avez-vous abordé la violence basée sur le genre? (souvent, très souvent)							11	55%	8	38%	19	46%

Tableau 9 : Données sur les Résultats ISSSS - ZP autour de Kitshanga, Pilier 2, juin 2016 à juin 2017

Indicateur ISSSS #	Indicateur ISSSS (FR-court)		Janvier-Juin 2016			Juillet-Décembre 2016			Janvier - Juin 2017		
			Kitchanga (Bwito)	Kitchanga (Bashali)	Grand Total	Kitchanga (Bwito)	Kitchanga (Bashali)	Grand Total	Kitchanga (Bwito)	Kitchanga (Bashali)	Grand Total
2_i (a) (ITEM)	# d'incidents signalés dans les localités de la zone prioritaire perpétrés par des Groupes Armés contre des femmes, des filles, des garçons et des hommes.					22	6	28	53	30	83
2_i (b) (ITEM)	# d'incidents signalés dans les localités de la zone prioritaire perpétrés par des FARDC contre des femmes, des filles, des garçons et des hommes.					7	0	7	6	12	18
2_i (c) (ITEM)	# d'incidents signalés dans les localités de la zone prioritaire perpétrés par des auteurs inconnus contre des femmes, des filles, des garçons et des hommes.					37	4	41	71	11	82
2_i (a) (JHRO)	# Violations des droits humains (VDH) perpétrés par des Groupes Armés contre des femmes, des filles, des garçons et des hommes (dans les territoires comprenant les zones prioritaires de l'ISSSS**).	Droit à la vie	Exécutions extrajudiciaires et arbitraires						53	31	84
			Autres						9	5	14
		Intégrité physique	Violence sexuelle						5	14	19
			Torture & traitements cruels, inhumains ou dégradants (TCID)						34	43	77
		Liberté et Sécurité (incl. arrestation arbitraire et détention illégale)							54	41	95
		Propriété							33	57	90
		Travail forcé							1	5	6
2_i (b) (JHRO)	# Violations des droits humains (VDH) perpétrés par des FARDC contre des femmes, des filles, des garçons et des hommes (dans les territoires comprenant les zones prioritaires de l'ISSSS**).	Droit à la vie	Exécutions extrajudiciaires et arbitraires						12	4	16
			Autres						1	2	3
		Intégrité physique	Violence sexuelle						2	1	3
			Torture & traitements cruels, inhumains ou dégradants (TCID)						8	8	16
		Liberté et Sécurité (incl. arrestation arbitraire et détention illégale)							6	8	14
		Propriété							10	6	16
		Travail forcé							1	2	3
2_i (c) (JHRO)	# Violations des droits humains (VDH) perpétrés par d'autres agents de l'Etat (PNC, ANR, aut.) contre des femmes, des filles, des garçons et des hommes (dans les territoires comprenant les zones prioritaires de l'ISSSS**).	Droit à la vie	Exécutions extrajudiciaires et arbitraires						2	3	5
			Autres						1	2	3
		Intégrité physique	Violence sexuelle						1	0	1
			Torture & traitements cruels, inhumains ou dégradants (TCID)						7	2	9
		Liberté et Sécurité (incl. arrestation arbitraire et détention illégale)							7	2	9
		Propriété							3	1	4
		Travail forcé							0	0	0
2_ii	% de femmes et d'hommes rapportant avoir été victime d'une mauvaise conduite de FARDC au cours de l'année écoulée								5%	2%	4%
2_ii (a)	% de femmes et d'hommes qui ont été aidés par les FQRDC au cours de l'année écoulée		11%	30%	21%	12%	14%	13%	22%	12%	17%
2_iii	% de femmes et d'hommes qui ont confiance envers les FARDC pour assurer la sécurité de leur quartier ou village								67%	42%	55%
2_iii (a)	% de femmes et d'hommes qui pensent que les FARDC apportent une "grande" ou "très grande" contribution à leur sécurité		17%	24%	20%	17%	33%	26%	9%	4%	7%
2.1_iii	% de femmes et d'hommes qui ont payé "lala salama"/ les contributions de sécurité aux FARDC au cours des 6 derniers mois								4%	8%	6%
2.2	% de femmes et d'hommes se sentant "très en sécurité" ou "en sécurité" lorsqu'ils rencontrent une patrouille de FARDC								30%	41%	35%
2.2.2_i	% de femmes et d'hommes qui sont d'accord que les victimes de crimes de FARDC ont la possibilité de se plaindre		76%	60%	67%	37%	58%	48%	43%	50%	46%
2.2.2_ii	% de femmes et d'hommes qui sont d'accord que les efforts de responsabilisation des FARDC		36%	49%	43%	30%	44%	38%	38%	42%	40%
2.2.2_iii	% de femmes et d'hommes qui sont d'accord que les FARDC sont 'impunis' (pour les crimes)		36%	35%	36%	42%	22%	31%	36%	28%	32%

Tableau 10 : Données sur les Résultats ISSSS - ZP autour de Kitshanga, Pilier 3, juin 2016 à juin 2017

Indicateur ISSSS #	Indicateur ISSSS (FR-court)	Janvier-Juin 2016			Juillet-Décembre 2016			Janvier - Juin 2017		
		Kitchanga (Bwito)	Kitchanga (Bashali)	Grand Total	Kitchanga (Bwito)	Kitchanga (Bashali)	Grand Total	Kitchanga (Bwito)	Kitchanga (Bashali)	Grand Total
3_i [gouv. central]	% de femmes et d'hommes évaluant la performance du gouvernement central comme 'très bonne' or 'bonne' à travers les domaines thématiques suivants (indice global):									
	Combattre la corruption	1%	6%	4%	4%	8%	6%	2%	3%	3%
	Combattre la violence sexuelle	22%	35%	29%	23%	55%	40%	22%	25%	24%
	Créer de l'emploi	1%	0%	0%	5%	2%	4%	1%	0%	1%
	Assurer la sécurité	4%	19%	12%	3%	29%	17%	7%	16%	11%
	Etablir la paix dans l'est de la RDC	2%	10%	6%	3%	13%	8%	8%	18%	13%
	Améliorer la vie des Congolais	1%	1%	1%	2%	0%	1%	1%	6%	4%
	Réduire la pauvreté	1%	1%	1%	1%	1%	1%	1%	2%	2%
	Unifier les différents groupes ethniques	6%	6%	6%	15%	13%	14%	19%	11%	15%
3_i [gouv. provincial]	% de femmes et d'hommes évaluant la performance du gouvernement provincial comme 'très bonne' or 'bonne' à travers les domaines thématiques suivants (indice global)									
	Assurer la sécurité							7%	18%	12%
	Améliorer la vie des Congolais							2%	6%	4%
	Préparer les élections démocratiques							7%	13%	10%
	Unifier les différents groupes ethniques							23%	18%	21%
3_i [gouv. territorial]	% de femmes et d'hommes évaluant la performance du gouvernement territorial / La Mairie comme étant 'très bonne' or 'bonne' à travers les domaines thématiques suivants (indice global)									
	Assurer la sécurité							8%	21%	15%
	Améliorer la vie des Congolais							2%	6%	4%
	Préparer les élections démocratiques							7%	13%	10%
	Unifier les différents groupes ethniques							25%	19%	22%
3.1_i	% de femmes et d'hommes qui indiquent qu'ils ont un 'bon' or 'très bon' accès aux services administratifs de l'Etat Congolais (état civil)	3%	12%	8%	8%	12%	10%	6%	20%	13%
	% de femmes et d'hommes qui indiquent qu'ils ont un 'bon' or 'très bon' accès aux services d'administration foncière de l'Etat Congolais							0%	23%	11%
	% de femmes et d'hommes qui indiquent qu'ils ont un 'bon' or 'très bon' accès au système judiciaire civil national	0%	3%	2%	14%	7%	10%	6%	19%	12%
3.1.1_i [global]	% de femmes et d'hommes 'd'accord', 'tout à fait d'accord' avec les déclarations suivantes sur la performance des fonctionnaires des agents de l'Etat:									
	Les agents de l'Etat ont les compétences requises pour fournir de bons services							57%	56%	56%
	Les agents de l'Etat traitent tous les groupes ethniques de la même manière							29%	43%	36%
	Les agents de l'Etat travaillent sur les cas sans payment d'incitation							23%	15%	19%
	Les agents de l'Etat travaillent rapidement sur les cas							29%	36%	32%
3.1.1_i [justice]	% de femmes et d'hommes 'd'accord', 'tout à fait d'accord' avec les déclarations suivantes sur la performance des fonctionnaires de justice:									
	Les acteurs de la justice (du système de) sont corrompus							63%	50%	56%
	Les décisions des tribunaux sont bien exécutées							21%	6%	14%
	Les décisions des tribunaux sont prises de manière équitable							21%	6%	14%
	La justice est rapide							19%	7%	13%
	Les tribunaux traitent les gens de manière égale et équitable							21%	7%	14%
	Les procès sont équitables							18%	8%	13%
3.1.1_i [police]	% de femmes et d'hommes 'd'accord', 'tout à fait d'accord' avec les déclarations suivantes sur la performance des fonctionnaires de la police/PNC									
	Il est possible d'éviter l'arrestation si on paie la police							60%	39%	50%
	La police reste impunie (des crimes qu'elle commet)							29%	24%	27%
	La police travaille seulement sur les cas après le payment d'une incitation							75%	71%	73%
	La police traite tous les groupes ethniques de la même manière							43%	53%	48%
3.2_i	% de femmes et d'hommes indiquant que le gouvernement national représente 'bien' ou 'très bien' l'intérêt de la population	0%	4%	2%	3%	2%	3%	9%	3%	6%
	% de femmes et d'hommes indiquant que le gouvernement provincial représente 'bien' ou 'très bien' l'intérêt de la population	0%	2%	2%	4%	8%	6%	9%	3%	6%
	% de femmes et d'hommes indiquant que le gouvernement territorial & 'la mairie' représente 'bien' ou 'très bien' l'intérêt de la population							18%	24%	21%
	% de femmes et d'hommes indiquant que les autorités locales représentent 'bien' ou 'très bien' l'intérêt de la population				21%	41%	31%	31%	55%	43%
3.2.2_ii	% de femmes et d'hommes qui indiquent qu'ils trouvent "très" ou "extrêmement" acceptable de payer les 'taxes officielles' (par exemple, 'les taxes réelles', pas 'les taxes inventées').	29%	9%	18%	22%	12%	17%	9%	19%	14%

Tableau 11 : Données sur les Résultats ISSSS - ZP autour de Kitshanga, Piliers 4 et 5, juin 2016 à juin 2017

Indicateur ISSSS #	Indicateur ISSSS (FR-court)	Janvier-Juin 2016			Juillet-Décembre 2016			Janvier - Juin 2017		
		Kitchanga (Bwito)	Kitchanga (Bashali)	Grand Total	Kitchanga (Bwito)	Kitchanga (Bashali)	Grand Total	Kitchanga (Bwito)	Kitchanga (Bashali)	Grand Total
4_i	Revenu mensuel moyen du ménage									
4_ii	% des ménages dépendant d'activités traditionnelles comme activité économique principale (agriculture, pêche, élevage)	0%	0%	0%	88%	83%	85%	86%	69%	78%
4.2.1_iv	% de femmes et d'hommes déclarant avoir un "bon" ou "très bon" accès aux marchés	0%	0%	0%	15%	51%	34%	15%	33%	24%
4.2.2_ii:	% de femmes et d'hommes déclarant avoir un "bon" ou "très bon" accès à la terre	6%	61%	36%	20%	42%	31%	12%	44%	27%
4.2.3_i	% de femmes et d'hommes indiquant avoir accès au crédit, si nécessaire	3%	2%	3%	4%	2%	3%	18%	14%	16%
4.2.5_i:	% de femmes et d'hommes déclarant avoir eu un emploi rémunéré pendant au moins une semaine durant les 3 derniers mois	3%	2%	3%	9%	8%	8%	4%	3%	4%
4.3_i	% de femmes et d'hommes qui indiquent que les gens de leur région participent "souvent" ou "parfois" à des activités/cérémonies culturelles avec des membres d'autres groupes ethniques	0%	0%	0%	86%	92%	89%	91%	77%	84%
	% de femmes et d'hommes qui indiquent que les gens de leur région fréquentent "souvent" ou "parfois" des lieux de culte ensemble avec des membres d'autres groupes ethniques	0%	0%	0%	90%	94%	92%	93%	86%	89%
	% de femmes et d'hommes qui indiquent que les gens de leur région travaillent "souvent" ou "parfois" ensemble avec des membres d'autres groupes ethniques	0%	0%	0%	83%	83%	83%	91%	77%	84%
	% de femmes et d'hommes qui indiquent que les gens de leur région se marient "souvent" ou "parfois" avec des membres d'autres groupes ethniques	0%	0%	0%	92%	76%	84%	88%	83%	85%
4.3.2_i	% de femmes et d'hommes qui indiquent avoir une "bonne" ou "très bonne" relation avec différents groupes de la communauté									
	Relation avec la famille	76%	92%	85%	96%	89%	92%	94%	94%	94%
	Relation avec les voisins	78%	93%	86%	95%	86%	90%	69%	79%	74%
	Relation avec les gens du village	73%	90%	82%	86%	79%	83%	61%	73%	67%
	Relation avec son propre groupe ethnique	75%	90%	83%	82%	80%	81%	60%	73%	66%
	Relation avec d'autres groupes ethniques							42%	52%	47%
5_ii	% de femmes et d'hommes signalant avoir été victimes de violence physique ou sexuelle au cours des six derniers mois	5%	4%	4%	1%	1%	1%	3%	1%	2%
5_iii	% de femmes et d'hommes qui connaissent personnellement une femme / un homme ayant survécu ("victime") de violence sexuelle	28%	12%	20%	30%	16%	23%	15%	12%	14%
5.1_i	% de femmes et d'hommes croyant que le consentement à une activité sexuelle est toujours nécessaire (y compris au sein du mariage)	87%	40%	62%	67%	83%	75%	98%	82%	90%
	% de femmes et d'hommes croyant que les crimes de violence sexuelle devraient être résolus «dans la famille», c'est-à-dire sans l'implication des autorités	0%	0%	0%	30%	43%	37%	21%	20%	21%
	% de femmes et d'hommes qui sont d'accord qu'il est parfois acceptable pour un homme de battre sa femme / son épouse	0%	0%	0%	26%	35%	31%	21%	13%	17%
5.1_ii	% de femmes et d'hommes rapportant qu'ils accepteraient le retour d'un survivant de violence sexuelle dans leur communauté	96%	96%	96%	97%	90%	93%	96%	98%	97%
	% de femmes et d'hommes rapportant qu'ils accepteraient le retour d'un survivant de violence sexuelle dans leur ménage	95%	92%	94%	94%	88%	91%	95%	99%	97%
	% de femmes et d'hommes rapportant qu'ils accepteraient le retour dans leur ménage d'un survivant de violence sexuelle qui a eu un enfant à la suite de la violence	88%	85%	87%	76%	83%	80%	96%	94%	95%
	% de femmes et d'hommes rapportant qu'ils accepteraient le retour dans leur ménage d'un survivant de violence sexuelle qui a contracté une maladie ou a souffert d'une blessure à la suite de la violence	88%	85%	87%	64%	79%	72%	94%	86%	90%
	% de femmes et d'hommes qui sont 'd'accord' que les FARDC/PNC sont punis de manière appropriée s'ils commettent des violences sexuelles							43%	74%	58%
5.3.3_v	% de femmes et d'hommes qui considèrent que l'accès au services de soin de santé pour les survivants ('victimes') de violence dans leur village est "bon" ou "très bon"							40%	29%	35%
	% de femmes et d'hommes qui considèrent que l'accès au service de support psychologique pour les survivants ('victimes') de violence sexuelle dans leur village est "bon" ou "très bon"							11%	21%	16%
	% de femmes et d'hommes qui considèrent que l'accès aux services de réintégration pour les survivants ('victimes') de violence sexuelle dans leur village est "bon" ou "très bon"							9%	19%	14%

Tableau 12 : Données sur les Résultats ISSSS - ZP autour de Kitshanga - par sexe, Piliers 1 et 2, juin 2016 à juin 2017

Indiateur ISSSS #	Indicateur ISSSS (FR-court)		Janvier-Juin 2016		Juillet- Décembre 2016		Janvier - Juin 2017				
			Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Enfant	Grand Total	
1_iii	% de femmes et d'hommes déclarant que leurs villages / quartiers sont "très" ou "extrêmement" paisibles		3%	13%	12%	15%	21%	7%		14%	
1_iv	% de femmes et d'hommes s'attendant à ce que leur village/ quartier devienne plus paisibles dans un an		14%	32%	21%	24%	19%	8%		13%	
1.1_iii	% de femmes et d'hommes déclarant que les projets de paix sont "très bons" or "extrêmement bons" à faire face aux problèmes les plus importants de leur région		9%	24%	28%	26%	35%	0%		18%	
2_i (a) [JHRO]	# de victimes signalés de violations des droits de l'homme (VDH) perpétrés par des Groupe Armés contre des femmes, des filles, des garçons et des hommes (dans les territoires comprenant la zones prioritaire de l'ISSSS Kitshanga (Rutshuru, Masisi, Walikale).	Droit à la vie	Exécutions extrajudiciaires et arbitraires					26 victime(s)	106 victime(s)	14 victime(s)	146 victime(s)
			Autres					2 victime(s)	21 victime(s)	1 victime(s)	24 victime(s)
		Intégrité physique	Violence sexuelle					22 victime(s)	0 victime(s)	10 victime(s)	32 victime(s)
			Torture & traitements cruels, inhumains ou dégradants (TCID)					21 victime(s)	135 victime(s)	17 victime(s)	173 victime(s)
		Liberté et Sécurité (incl. arrestation arbitraire et détention illégale)					24 victime(s)	247 victime(s)	14 victime(s)	285 victime(s)	
Travaux forcés					0 victime(s)	18 victime(s)	1 victime(s)	19 victime(s)			
2_i (b) [JHRO]	# de victimes signalés de violations des droits de l'homme (VDH) perpétrés par des FARDC contre des femmes, des filles, des garçons et des hommes (dans les territoires comprenant la zones prioritaire de l'ISSSS Kitshanga (Rutshuru, Masisi, Walikale).	Droit à la vie	Exécutions extrajudiciaires et arbitraires					3 victime(s)	16 victime(s)	1 victime(s)	20 victime(s)
			Autres					0 victime(s)	7 victime(s)	0 victime(s)	7 victime(s)
		Intégrité physique	Violence sexuelle					2 victime(s)	0 victime(s)	1 victime(s)	3 victime(s)
			Torture & traitements cruels, inhumains ou dégradants (TCID)					2 victime(s)	35 victime(s)	1 victime(s)	38 victime(s)
		Liberté et Sécurité (incl. arrestation arbitraire et détention illégale)					1 victime(s)	42 victime(s)	1 victime(s)	44 victime(s)	
Travaux forcés					0 victime(s)	3 victime(s)	0 victime(s)	3 victime(s)			
2_i (c) [JHRO]	# de victimes signalés de violations des droits de l'homme (VDH) perpétrés par d'autres agents de l'Etat (PNC, ANR, aut.) contre des femmes, des filles, des garçons et des hommes (dans les territoires comprenant la zones prioritaire de l'ISSSS Kitshanga (Rutshuru, Masisi, Walikale).	Droit à la vie	Exécutions extrajudiciaires et arbitraires					1 victime(s)	4 victime(s)	0 victime(s)	5 victime(s)
			Autres					0 victime(s)	3 victime(s)	0 victime(s)	3 victime(s)
		Intégrité physique	Violence sexuelle					0 victime(s)	0 victime(s)	1 victime(s)	1 victime(s)
			Torture & traitements cruels, inhumains ou dégradants (TCID)					1 victime(s)	8 victime(s)	0 victime(s)	9 victime(s)
		Liberté et Sécurité (incl. arrestation arbitraire et détention illégale)					1 victime(s)	9 victime(s)	1 victime(s)	11 victime(s)	
Travaux forcés					0 victime(s)	0 victime(s)	0 victime(s)	0 victime(s)			
2_ii	% de femmes et d'hommes rapportant avoir été victime d'une mauvaise conduite de FARDC au cours de l'année écoulée						1%	6%		4%	
2_ii (a)	% de femmes et d'hommes qui ont été aidés par les FQDC au cours de l'année écoulée		19%	24%	8%	18%	3%	32%		17%	
2_iii	% de femmes et d'hommes qui ont confiance envers les FARDC pour assurer la sécurité de leur quartier ou village						50%	59%		55%	
2_iii (a)	% de femmes et d'hommes qui pensent que les FARDC apportent une "grande" ou "très grande" contribution à leur sécurité		13%	28%	17%	35%	10%	4%		7%	
2.1_iii	% de femmes et d'hommes qui ont payé "lala salama"/ les contribuitions de sécurité aux FARDC au cours des 6 derniers mois						3%	9%		6%	
2.2	% de femmes et d'hommes se sentant "très en sécurité" ou "en sécurité" lorsqu'ils rencontrent une patrouille						42%	29%		35%	
2.2.2_i	% de femmes et d'hommes qui sont d'acoord que les victimes de crimes de FARDC ont la possibilité de se plaindre		70%	65%	53%	44%	37%	55%		46%	
2.2.2_ii	% de femmes et d'hommes qui sont d'accord que les efforts de responsabilisation des FARDC sont en cours		45%	41%	29%	47%	24%	56%		40%	
2.2.2_iii	% de femmes et d'hommes qui sont d'accord que les FARDC sont 'inpunis' (pour les crimes)		34%	37%	32%	31%	23%	41%		32%	

Tableau 13 : Données sur les Résultats ISSSS - ZP autour de Kitshanga - par sexe, Pilier 3, juin 2016 à juin 2017

Indicateur ISSSS #	Indicateur ISSSS (FR-court)	Janvier-Juin 2016		Juillet-Décembre 2016		Janvier - Juin 2017			
		Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Enfant	Grand Total
3_i [gouv. central]	% de femmes et d'hommes évaluant la performance du gouvernement central comme 'très bonne' or 'bonne' à travers les domaines thématiques suivants (indice global):								
	Combattre la corruption					4%	1%		3%
	Combattre la violence sexuelle					25%	22%		24%
	Créer de l'emploi					1%	0%		1%
	Assurer la sécurité					20%	3%		11%
	Etablir la paix dans l'est de la RDC					20%	6%		13%
	Améliorer la vie des Congolais					5%	2%		4%
	Réduire la pauvreté					2%	1%		2%
3_i [gouv. provincial]	Unifier les différents groupes ethniques					14%	16%		15%
	% de femmes et d'hommes évaluant la performance du gouvernement provincial comme 'très bonne' or 'bonne' à travers les domaines thématiques suivants (indice global)								
	Assurer la sécurité					22%	2%		12%
	Améliorer la vie des Congolais					4%	3%		4%
	Préparer les élections démocratiques					17%	2%		10%
3_i [gouv. territorial]	Unifier les différents groupes ethniques					20%	22%		21%
	% de femmes et d'hommes évaluant la performance du gouvernement territorial / La Mairie comme étant 'très bonne' or 'bonne' à travers les domaines thématiques suivants (indice global)								
	Assurer la sécurité					27%	2%		15%
	Améliorer la vie des Congolais					7%	2%		4%
	Préparer les élections démocratiques					18%	2%		10%
3.1_i	Unifier les différents groupes ethniques					22%	22%		22%
	% de femmes et d'hommes qui indiquent qu'ils ont un 'bon' or 'très bon' accès aux services administratifs de l'Etat Congolais (état civil)	3%	12%	6%	15%	21%	4%		13%
	% de femmes et d'hommes qui indiquent qu'ils ont un 'bon' or 'très bon' accès aux services d'administration foncière de l'Etat Congolais					17%	6%		11%
	% de femmes et d'hommes qui indiquent qu'ils ont un 'bon' or 'très bon' accès au système judiciaire civil	0%	3%	11%	9%	19%	5%		12%
3.1.1_i [global]	% de femmes et d'hommes 'd'accord', 'tout à fait d'accord' avec les déclarations suivantes sur la performance des fonctionnaires des agents de l'Etat:								
	Les agents de l'Etat ont les compétences requises pour fournir de bons services					47%	66%		56%
	Les agents de l'Etat traitent tous les groupes ethniques de la même manière					38%	34%		36%
	Les agents de l'Etat travaillent sur les cas sans payment d'incitation					18%	21%		19%
	Les agents de l'Etat travaillent rapidement sur les cas					38%	27%		32%
3.1.1_i [justice]	% de femmes et d'hommes 'd'accord', 'tout à fait d'accord' avec les déclarations suivantes sur la performance des fonctionnaires de justice:								
	Les acteurs de la justice (du système de) sont corrompus					53%	60%		56%
	Les décisions des tribunaux sont bien exécutées					22%	5%		14%
	Les décisions des tribunaux sont prises de manière équitable					21%	6%		14%
	La justice est rapide					22%	4%		13%
	Les tribunaux traitent les gens de manière égale et équitable					23%	6%		14%
	Les procès sont équitables					20%	6%		13%
3.1.1_i [police]	% de femmes et d'hommes 'd'accord', 'tout à fait d'accord' avec les déclarations suivantes sur la performance des fonctionnaires de la police/PNC								
	Il est possible d'éviter l'arrestation si on paie la police					35%	64%		50%
	La police reste impunie (des crimes qu'elle commet)					15%	38%		27%
	La police travaille seulement sur les cas après le payment d'une incitation					80%	67%		73%
	La police traite tous les groupes ethniques de la même manière					43%	54%		48%
3.2_i	% de femmes et d'hommes indiquant que le gouvernement national représente 'bien' ou 'très bien' l'intérêt de la population	1%	3%	5%	1%	9%	3%		6%
	% de femmes et d'hommes indiquant que le gouvernement provincial représente 'bien' ou 'très bien' l'intérêt de la population	0%	3%	6%	7%	9%	3%		6%
	% de femmes et d'hommes indiquant que le gouvernement territorial & 'la mairie' représente 'bien' ou 'très bien' l'intérêt de la population					30%	11%		21%
	% de femmes et d'hommes indiquant que les autorités locales représentent 'bien' ou 'très bien' l'intérêt de la population			31%	32%	63%	22%		43%
	% de femmes et d'hommes qui indiquent qu'ils trouvent 'très' ou 'extrêmement' acceptable de payer les 'taxes officielles' (par exemple, 'les taxes réelles', pas 'les taxes inventées').	7%	29%	22%	11%	18%	10%		14%

Tableau 14 : Données sur les Résultats ISSSS - ZP autour de Kitshanga - par sexe, Piliers 4 et 5, juin 2016 à juin 2017

Indicateur ISSSS #	Indicateur ISSSS (FR-court)	Janvier-Juin 2016		Juillet-Décembre 2016		Janvier - Juin 2017			
		Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Enfant	Grand Total
4_ii	% des ménages dépendant d'activités traditionnelles comme activité économique principale (agriculture, pêche, élevage)	0%	0%	90%	80%	70%	86%		78%
4.2.1_iv	% de femmes et d'hommes déclarant avoir un "bon" ou "très bon" accès aux marchés	0%	0%	22%	47%	30%	18%		24%
4.2.2_ii:	% de femmes et d'hommes déclarant avoir un "bon" ou "très bon" accès à la terre	34%	37%	35%	27%	45%	10%		27%
4.2.3_i	% de femmes et d'hommes indiquant avoir accès au crédit, si nécessaire	4%	1%	4%	3%	14%	19%		16%
4.2.5_i:	% de femmes et d'hommes déclarant avoir eu un emploi rémunéré pendant au moins une semaine durant les 3 derniers mois	2%	3%	7%	10%	0%	7%		4%
4.3_i	% de femmes et d'hommes qui indiquent que les gens de leur région participent "souvent" ou "parfois" à des activités/cérémonies culturelles avec des membres d'autres groupes ethniques	0%	0%	87%	91%	70%	98%		84%
	% de femmes et d'hommes qui indiquent que les gens de leur région fréquentent "souvent" ou "parfois" des lieux de culte ensemble avec des membres d'autres groupes ethniques	0%	0%	86%	98%	80%	99%		89%
	% de femmes et d'hommes qui indiquent que les gens de leur région travaillent "souvent" ou "parfois" ensemble avec des membres d'autres groupes ethniques	0%	0%	75%	91%	72%	96%		84%
	% de femmes et d'hommes qui indiquent que les gens de leur région se marient "souvent" ou "parfois" avec des membres d'autres groupes ethniques	0%	0%	75%	93%	73%	98%		85%
4.3.2_i	% de femmes et d'hommes qui indiquent avoir une "bonne" ou "très bonne" relation avec différents groupes de la communauté								
	Relation avec la famille	77%	93%	90%	94%	88%	100%		94%
	Relation avec les voisins	78%	94%	91%	89%	67%	81%		74%
	Relation avec les gens du village	76%	87%	82%	83%	64%	69%		67%
	Relation avec son propre groupe ethnique	76%	89%	82%	80%	69%	64%		66%
	Relation avec d'autres groupes ethniques	42%	71%	59%	65%	43%	51%		47%
5_ii	% de femmes et d'hommes signalant avoir été victimes de violence physique ou sexuelle au cours des six derniers mois	8%	1%	2%	1%	4%	0%		2%
5_iii	% de femmes et d'hommes qui connaissent personnellement une femme / un homme ayant survécu ("victime") de violence sexuelle					13%	14%		14%
5.1_i	% de femmes et d'hommes croyant que le consentement à une activité sexuelle est toujours nécessaire (y compris au sein du mariage)	80%	44%	67%	84%				
	% de femmes et d'hommes croyant que les crimes de violence sexuelle devraient être résolus «dans la famille», c'est-à-dire sans l'implication des autorités	0%	0%	30%	44%	29%	12%		21%
	% de femmes et d'hommes qui sont d'accord qu'il est parfois acceptable pour un homme de battre sa femme / son épouse	0%	0%	27%	35%	16%	18%		17%
5.1_ii	% de femmes et d'hommes rapportant qu'ils accepteraient le retour d'un survivant de violence sexuelle dans leur communauté	96%	95%	90%	97%	94%	99%		97%
	% de femmes et d'hommes rapportant qu'ils accepteraient le retour d'un survivant de violence sexuelle dans leur ménage	95%	92%	88%	94%	94%	100%		97%
	% de femmes et d'hommes rapportant qu'ils accepteraient le retour dans leur ménage d'un survivant de violence sexuelle qui a eu un enfant à la suite de la violence	94%	79%	79%	80%	92%	99%		95%
	% de femmes et d'hommes rapportant qu'ils accepteraient le retour dans leur ménage d'un survivant de violence sexuelle qui a contracté une maladie ou a souffert d'une blessure à la suite de la violence	94%	79%	76%	68%				
5.2_i	% de femmes et d'hommes qui sont 'd'accord' que les FARDC/PNC sont punis de manière appropriée s'ils commettent des violences sexuelles					55%	61%		58%
5.3.3_v	% de femmes et d'hommes qui considèrent que l'accès au services de soin de santé pour les survivants ('victimes') de violence dans leur village est "bon" ou "très bon"					39%	31%		35%
	% de femmes et d'hommes qui considèrent que l'accès au service de support psychologique pour les survivants ('victimes') de violence sexuelle dans leur village est "bon" ou "très bon"					10%	22%		16%
	% de femmes et d'hommes qui considèrent que l'accès aux services de réintégration pour les survivants ('victimes') de violence sexuelle dans leur village est "bon" ou "très bon"					9%	19%		14%

4 Conclusion - Observations et questions à prendre en compte

L'analyse, les conclusions, les observations et les recommandations présentées dans cette section du rapport ont été développées par la Cellule S&E, sur la base des données disponibles fournies par les différentes sources d'information.

Observations – Pilier 1 (Dialogue Démocratique)

Comme déjà souligné dans l'étude de base, **l'engagement de la population dans les efforts de l'ISSSS/de stabilisation** dans la ZP de Kitshanga doit être renforcé au vu des perceptions actuellement négatives sur la paix et la stabilisation au niveau local. La confiance de la population en un futur plus sûr et par rapport à la pertinence des projets de paix est encore faible, spécialement pour les hommes. En outre, les perceptions autour de la sécurité varient largement entre hommes et femmes et entre la zone autour de Bwito et celle autour de Bashali.

En particulier, le sentiment de sécurité des gens dans leur village (**Indicateur 1_iii**) reste assez faible, et le nombre total d'incidents sécuritaires et violations des droits de l'homme rapportés dans la ZP a augmenté (**Indicateur 2_i**). Globalement, dans la ZP les attentes sur un futur plus paisible (**Indicateur 1.iv**) restent basses et, en particulier, parmi les hommes elles sont très faibles. À Bwito, on observe une baisse significative de ce même indicateur : moins d'une personne sur 10 pense maintenant que son propre village sera plus paisible dans un an (comparé avec 3 personnes sur 10 en juillet-décembre 2016). Il est intéressant de noter que cette baisse est plus significative parmi les hommes, en considérant que ceux-ci sont plus fréquemment les victimes des incidents sécuritaires et des violations des droits de l'homme rapportés. Il est aussi intéressant de noter qu'en juillet-décembre 2016 et en janvier-juin 2016 Bwito était la sous zone plus optimiste envers le futur.

Sur la base des premières données disponibles au niveau projet (projet FCS *International Alert*) sur le niveau de support des acteurs de stabilisation (agents de l'état, autorités locales et représentants de la société civile) vis-à-vis de l'ISSSS (**Indicateur 1_ii**), la plupart des interviewés mentionnent différentes activités participatives comme étant des facteurs clés qui ont influencés la paix et la sécurité dans leur zone dans les derniers 6 mois ; aussi, à la question « quels sont les acteurs qui ont eu le plus d'impact sur la paix et la sécurité dans votre milieu pendant les derniers six/douze derniers mois », les réponses incluent généralement un large spectre d'acteurs, tels que les FARDC, la population, les leaders locaux, les agents de l'État et les organisations nationales/internationales.

Opportunités pour le suivi et l'apprentissage ultérieurs – Pilier 1

Une analyse plus approfondie des liens entre les perceptions autour de la sécurité, des projets de paix et des attentes sur le futur pourrait être menée pour identifier **les facteurs contribuant à ces résultats**. Le présent rapport n'est pas le forum le plus adapté pour ce type d'investigation mais, sous requête des parties prenantes de l'ISSSS, la Cellule S&E pourrait mener cette analyse plus approfondie².

² La Cellule S&E a la possibilité de produire des rapports succincts sur des questions ciblées, sur la base des données disponibles. Les parties prenantes de l'ISSSS intéressées à une investigation plus approfondie sur ce genre de questions sont invitées à contacter la Cellule et à lui soumettre une requête à cet effet.

Des messages contradictoires proviennent de la population dans la zone autour de Kitshanga sur la confiance envers les FARDC et leur performance (qui sont difficiles à expliquer avec les données disponibles). En général, on remarque un niveau de confiance envers les FARDC plus faible à Bwito (qu'à Bashali).

Les groupes armés (GA) sont responsables de beaucoup plus d'incidents/violations des droits de l'homme que les FARDC ; la Force (MONUSCO) a rapporté 4 fois plus d'incidents de responsabilité des groupes armés que des FARDC, et les données du Bureau Conjoint des Droits de l'Homme (BCNUDH) rapportent 5 fois plus de violations des droits de l'homme commis par les GA que par les FARDC (**Indicateur 2_i**). Sur la base de ces informations, il est intéressant d'analyser les données de perception : la moitié de la population de la zone de Kitshanga dit faire confiance aux FARDC pour assurer leur sécurité dans leurs villages (**Indicateur 2_iii**) mais, en même temps, moins d'une personne sur 10 affirme que les FARDC apportent une « grande » ou « très grande » contribution à leur sécurité (**Indicateur 2_iii (a)**).

Curieusement, les hommes font généralement moins de confiance aux FARDC : les données du BCNUDH indiquent que ce sont les hommes adultes (103 contre 8 femmes adultes) qui ont été le plus souvent les victimes dans les cas de violation des droits de l'homme rapportés au cours des 6 derniers mois. Aussi, moins d'hommes déclarent que les FARDC ont apporté une « grande » ou « très grande » contribution à leur sécurité (**Indicateur 2_iii (a)**) et que ils se sentent « très sûrs » ou « sûrs » quand ils rencontrent une patrouille (**Indicateur 2.2**). Il est aussi intéressant de noter que le sentiment de confiance vers les FARDC pour la contribution à la sécurité est substantiellement devenu plus faible (dès les données de juin et décembre 2016), particulièrement à Bashali.

En ce qui concerne la perception sur la redevabilité des FARDC, entre 4 et 5 personnes sur 10 pensent que les victimes des crimes commis par les FARDC ont la possibilité de porter plainte (**Indicateur 2.2.2_i**), 4 personnes sur 10 affirment que les efforts pour accroître la redevabilité des FARDC sont en cours (**Indicateur 2.2.2_ii**), et seulement le 30% de la population pense que les membres des FARDC restent impunis pour les crimes commis. Il est intéressant de remarquer que, de manière générale, entre 1/3 et la moitié de la population (surtout les hommes) ont des opinions positives sur la redevabilité des FARDC.

Opportunités pour le suivi et l'apprentissage ultérieurs – Pilier 2

Les données du présent rapport ne peuvent pas expliquer les contradictions présentées ci-dessus. Pour pouvoir évaluer la performance des FARDC en matière de PdC, il est nécessaire d'avoir aussi d'autres types d'informations, comme celles sur le changement de comportement/connaissances des FARDC. Comme recommandé par le rapport sur l'effet 6 du cadre de mesure UNDAF, les entités qui mettent en œuvre des interventions dans ce domaine doivent mesurer les changements de comportement/connaissances des acteurs sécuritaires. Les projets financés par des contributions bilatérales sont fortement encouragés à s'inscrire dans le processus d'alignement ; d'autre part, les projets alignés et les projets financés par le FCS sont encouragés à harmoniser leurs cadres logiques à celui de l'ISSSS, pour inclure dans leurs systèmes de S&E les indicateurs qui mesurent ce type de changement (comme prévu par le CL ISSSS).

Les opinions sur une **présence bénéfique et majeure de l'État congolais 'régulier' (Objectif Spécifique 3)** autour de Kitshanga restent généralement négatives, et davantage que dans n'importe quelle autre zone prioritaire (ZP). Curieusement, les femmes font plus confiance au Gouvernement, et ce à tous les niveaux administratifs (niveaux central, provincial et de territoire) et rapportent avoir un meilleur accès aux services. De toute façon, ni les hommes, ni les femmes sont satisfaits de la performance et de la redevabilité des fournisseurs de services. **Bwito** résulte être **la zone la plus problématique au niveau de l'accès aux services**.

Kitshanga est une des ZP (avec Kalehe) où le niveau de confiance envers le Gouvernement central (**indicateur 3_i**) est le plus bas, et continue à décroître. Cette tendance descendante est particulièrement visible dans les données concernant la lutte contre les violences sexuelles : 2 personnes sur 10 évaluent la performance du Gouvernement central comme « bonne » ou « très bonne » dans ce domaine, alors que 4 personnes sur 10 avaient la même opinion dans la période de rapportage précédente.

Des différences importantes sont observées au sujet de la confiance des gens envers le Gouvernement aux niveaux national, provincial, territorial et local (**Indicateurs 3.2_i**)³, en particulier entre le niveau national et le niveau local (4 personnes sur 10 affirment que les autorités locales représentent « bien » ou « très bien » les intérêts de la population, alors que moins d'une personne sur 10 a la même opinion sur le Gouvernement national). Il est à noter également que, par rapport à l'étude de base, les opinions de la population dans la ZP autour de Kitshanga sur les représentants locaux sont devenues globalement plus positives (variation de 10%).

L'accès aux services rapporté reste très limité (**indicateur 3.1_i**) mais on enregistre une tendance positive pour les femmes : si on compare les données de juin 2016 et celle de juin 2017, le pourcentage de femmes rapportant avoir un « bon » ou « très bon » accès aux services administratifs a augmenté de 18 points, et le pourcentage de femmes rapportant avoir un « bon » ou « très bon » accès au système judiciaire a augmenté de 19 points. En même temps, il est intéressant de noter qu'uniquement une petite portion de la population est disposée à payer des impôts (**Indicateur 3.2.2_ii**). En fait, en ce qui concerne la perception sur la performance des fournisseurs de services (**Indicateur 3.1.1_i**), le système judiciaire est perçu comme le service le moins équitable (spécialement à Bashali) ; les agents de l'État, le système judiciaire et la PNC sont perçus comme très corrompus. La PNC est perçue comme particulièrement corrompue à Bwito, et au niveau de la ZP, cette perception est plus prononcée parmi les femmes. Des exceptions significatives à cet égard sont les opinions plus positives des femmes envers le système judiciaire et les agents de l'État en général.

³ La formulation des indicateurs qui mesurent le niveau de confiance des population envers les différents niveaux administratifs a légèrement changé entre l'étude de base (données de juin-décembre 2016) et la période de rapportage courante (janvier-juin 2017). La formulation originale était « Selon vous, comment est-ce que les élus nationaux représentent les intérêts et opinions de la population ? », alors que la version courante est « Selon vous, comment est-ce que le Gouvernement central représente les intérêts et opinions de la population ? ». La Cellule S&E continue à comparer ces indicateurs, mais cela augmente la marge d'erreur des données.

Enfin, Bwito s'avère être la zone la plus problématique au niveau de l'accès aux services : en considérant une prévalence plus forte d'incidents sécuritaires et de violations des droits de l'homme, et une confiance envers les FARDC plus faible qu'ailleurs, les données sont alignées avec les observations des opérateurs à Bwito qui, de manière générale, confirment une situation sécuritaire plus volatile et des accès plus difficiles d'un point de vue logistique dans cette ZP (déterminés aussi par la situation sécuritaire).

Considérations possibles pour la programmation – Pilier 3

Un des éléments clés de l'approche ISSSS est le renforcement du contrat social entre la population et l'État. Ceci inclut, entre autre, l'« éducation » de la population et des agents de l'État sur leurs rôles et responsabilités, à travers différentes approches/activités. La cartographie des projets montre que les résultats autour des **changements de connaissances/attitudes/comportements des communautés sur leurs devoirs/droits envers l'état** ne sont pas complètement couverts par la programmation ISSSS. Concrètement, ceci peut vouloir dire que les projets devraient travailler plus sur ce domaine. D'autre part, plusieurs projets œuvrent pour l'amélioration de la fourniture des services étatiques : il sera important de suivre l'évolution de ces aspects pour pouvoir mieux comprendre les perceptions des populations.

Observations – Pilier 4 (Résilience Socio-économique au Conflit)

D'après les données relatives au pilier 4 également, **Bwito apparaît être l'aire géographique la plus défavorisée de la ZP autour de Kitshanga**, si on considère les indicateurs sur l'accès perçu à la terre et aux services fonciers, la perception sur la sécurité, le niveau de confiance envers les FARDC et le nombre d'incidents sécuritaires/de violations des droits de l'homme (pilier 2). **Les indicateurs sur la cohésion sociale** constituent cependant une exception.

Dans l'ensemble de la ZP, l'accès à la terre rapporté (**Indicateur 4.2.2_ii**) reste limité (il s'est amélioré pour les femmes et détérioré pour les hommes) ; les populations de Bwito ont toujours rapporté l'accès à la terre le plus limité, et au cours du dernier semestre, 0% des gens affirment avoir un « bon » ou « très bon » accès aux services fonciers (**Indicateur 3.1_i**).

Comme remarqué dans la section dédiée au pilier 3, dans les 6 mois derniers, plus de femmes déclarent avoir accès à la terre et aux services fonciers : presque le 50% des femmes affirme avoir un « bon » ou « très bon » accès à la terre, alors que seulement 1 homme sur 10 déclare avoir le même niveau d'accès. Une situation similaire est observée par rapport à l'accès aux marchés, où les hommes semblent être défavorisés (**Indicateur 4.2.1_iv**).

Malgré ces constat, **Bwito semble avoir un meilleur niveau de cohésion sociale** (pour autant, le niveau de Bashali reste élevé) ; davantage de personnes à Bwito affirment qu'il y a « souvent » ou « de temps en temps » des interactions entre les groupes ethniques, entre autre dans le cadre de mariages, de la participation dans des événements culturels, d'un travail conjoint ou de la fréquentation des mêmes endroits de prière (**indicateurs 4.3_i**). Ceci étant, lorsque la question porte sur leurs propres interactions avec d'autres groupes dans la communauté (**Indicateur 4.3.2_i**), on remarque une différence : la population à Bwito rapporte avoir des relations légèrement moins bonnes avec leurs voisins, avec leurs

propres ou d'autres groupes ethniques, et avec d'autres individus au sein de leurs villages que celles rapportées par la population de Bashali.

Considérations possibles pour la programmation – Pilier 4

Quels sont les éléments structurels qui caractérisent Bwito ou les événements qui se sont déroulés à Bwito qui y déterminent un accès restreint aux services, un sentiment de sécurité faible et, en même temps, un niveau de cohésion sociale apparemment fort ? Le bon niveau de relations rapporté est-il authentique et basé sur une acceptation et une confiance mutuelles, ou est-il déterminé par des nécessités (se protéger de l'insécurité, faire face à des problèmes communs, etc.) ?

À travers le processus de dialogue démocratique géré par les projets, on pourra peut-être mieux comprendre les relations parmi ces éléments et, par exemple, comprendre si « derrière » les données des indicateurs sur la cohésion sociale il y a un vrai sentiment de confiance (qui contribuera sur le long terme à la transformation des conflits) ou si les processus menés dans le cadre ISSSS sont plutôt utilisés pour la résolution des problèmes à court terme. La deuxième possibilité représenterait un risque pour l'atteinte des objectifs autour de la transformation des conflits et pour la durabilité des interventions ISSSS.

Observations – Pilier 5 (Prévention des VSBG)

La prévalence des normes sociales négatives et le niveau rapporté de cas de violences sexuelles dans la zone autour de Kitshanga sont en général très faibles. D'autre part, on observe aussi un accès réduit aux services de soutien aux survivants de ces violences. Contrairement à la situation pour les autres piliers, l'analyse ne montre pas ici de différences majeures entre Bwito et Bashali.

En faisant une comparaison avec les données présentées lors de l'étude de base, de plus en plus de personnes considèrent le consentement entre partenaires comme étant « toujours nécessaire » avant une relation sexuelle (**Indicateur 5.1_i**), y compris dans le cadre du mariage. Cette opinion est plus forte dans la ZP de Kitshanga que dans les autres zones prioritaires, et il serait intéressant de comprendre la cause de ce changement (par exemple, est-ce que cette zone a été visée par beaucoup d'interventions sur ce sujet ?)

Un autre signe positif est une acceptation accrue de la réintégration (en famille et dans la communauté) des survivants de violences sexuelles, y compris pour ceux ayant eu un enfant ou ayant contracté une maladie suite à la violence (**Indicateur 5.1_ii**).

En contraste avec les indicateurs du pilier 3 sur l'accès rapporté aux services, les femmes affirment avoir un accès réduit aux services psychologiques de support et de réintégration (**Indicateur 5.3.3_v**) et, dans la ZP, ce même accès est encore plus limité à Bwito.

Considérations possibles pour la programmation – Pilier 5

Pourquoi en matière de lutte contre les violences sexuelles n'y a-t-il **pas de différences significatives entre Bashali et Bwito** ? Est-ce que l'ensemble de la zone autour de Kitshanga a vu de nombreux projets ciblant les normes sociales négatives sur les questions de genre ? Si c'est le cas, la

programmation ISSSS doit-elle encore prioriser cette aire d'intervention à Kitshanga ? Ou encore, quels sont les éléments structurels qui caractérisent Bwito ou les événements qui se sont déroulés à Bwito qui y déterminent un faible accès aux services (pilier 3), un sentiment faible de sécurité (pilier 2) et, en même temps, un niveau de cohésion sociale apparemment fort (pilier 4) et une prévalence réduite de normes sociales négatives autour des questions sur les violences sexuelles (pilier 5) ? Y a-t-il un lien entre les indicateurs sur la cohésion sociale et les attitudes envers les VS qui puisse démontrer une **meilleure acceptation des autres au sein de ces communautés**, et qui pourrait effectivement constituer la base pour la transformation des conflits et assurer la durabilité des acquis ?

Une sérieuse prise en compte de ces considérations pourrait éclaircir la question soulevée par l'analyse des données du pilier 4 au sujet d'une authentique cohésion sociale.

Opportunités pour le suivi et l'apprentissage ultérieurs – Pilier 5

Une analyse plus approfondie des liens entre les indicateurs mentionnés plus haut pourrait clarifier des aspects relatifs à la cohésion sociale. Le présent rapport n'est pas le forum le plus adapté pour ce type d'investigation mais, sous requête des parties prenantes de l'ISSSS, la Cellule S&E pourrait mener cette analyse plus approfondie⁴, et ainsi identifier les éventuelles implications pour la programmation future.

⁴ La Cellule S&E a la possibilité de produire des rapports succincts sur des questions ciblées, sur la base des données disponibles. Les parties prenantes de l'ISSSS intéressées à une investigation plus approfondie sur ce type de questions sont invitées à contacter la Cellule et à lui soumettre une requête à cet effet.

Annexe IV - Zone Prioritaire de la plaine de la Ruzizi, Province du Sud-Kivu

Liste des Acronymes

BCNUDH	Bureau Conjoint des Nations Unies pour les Droits de l'Homme (<i>JHRO</i>)
Cellule S&E	Cellule Suivi et Evaluation (<i>M&E Cell</i>)
CISPE	Consortium pour la Stabilisation Intégrée et la Paix en RDC Orientale
DH	Droits de l'Homme
ETD	Entités Territoriales Décentralisées
FARDC	Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FARM	Sécurité alimentaire et accès inclusif aux ressources pour un développement du marché sensible au conflit (<i>Food security and inclusive Access to Resources for conflict sensitive Market development</i>)
FCS	Fonds de Cohérence pour la Stabilisation
FDLR	Forces démocratiques de libération du Rwanda
IA	International Alert
IDP	Déplacés Internes (<i>Internally Displaced Persons</i>)
ISSSS	Stratégie internationale d'appui en matière de sécurité et de stabilisation
MONUSCO	Mission de l'ONU pour la Stabilisation en République démocratique du Congo
NK	Nord-Kivu
O.G.	Objectif Global
OIM	Organisation Internationale pour la Migration
ONU	Organisation des Nations Unies
OS	Objectif Spécifique
PdC	Protection des Civils
PNC	Police Nationale Congolaise
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
RDC	République Démocratique du Congo
RG	Résultat Global
RI	Résultat Intermédiaire
SFCG	<i>Search For Common Ground</i>
SSR	Réforme du Secteur Sécuritaire (<i>Lobi Mokolo Ya Sika</i>)
UAS	Unité d'Appui à la Stabilisation
VSBG	Violence Sexuelle et Basée sur le Genre
ZP	Zone Prioritaire

1 Présentation de l'Annexe IV – ZP de la plaine de la Ruzizi (Province du Sud-Kivu)

Cette annexe fait suite à l'étude de base, qui a été publiée au mois de juillet 2017, dans le cadre de la production semestrielle de rapports consolidés sur les progrès de l'ISSSS par la Cellule S&E de L'UAS.

Elle présente une projection programmatique de l'ISSSS dans la zone prioritaire (ZP) de la Plaine de la Ruzizi, pour la période allant du deuxième semestre de l'année 2017 au premier trimestre de l'année 2018. Cette projection vise à inclure dans notre cartographie les projets actuellement "en cours de développement" (par exemple, dans leur phase préliminaire, ou dans les étapes finales de leur phase de conception), mais dont le démarrage et la mise en œuvre sont prévus pour dans un avenir proche. Les projets pris en compte dans cette cartographie sont les projets financés par le Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS) et les projets financés par des contributions bilatérales qui ont suivi le processus d'alignement à l'ISSSS et dont le cadre logique a été harmonisé avec celui de l'ISSSS.

Cette annexe au deuxième rapport consolidé de suivi et évaluation (S&E) présente les données de base de l'ISSSS mises à jour pour le premier semestre de l'année 2017, et propose un ensemble d'observations provisoires et préliminaires sur les progrès dans la programmation de l'ISSSS dans la ZP de la Plaine de la Ruzizi. Il est cependant important de souligner que ces observations visent à aider et informer les parties prenantes dans la poursuite du débat sur les tendances et les options de programmation dans la ZP. Par conséquent, elles ne prétendent pas être définitives ou à accepter comme telles, elles sont au contraire destinées à alimenter le débat. La remise en question, la révision et l'affinement des observations dans le cadre de ce débat font en effet partie intégrante du processus de suivi et d'apprentissage au sein de la Cellule S&E de l'UAS.

2 État de la programmation ISSSS - ZP de la Plaine de la Ruzizi

Cette section présente un aperçu de l'état de la programmation ISSSS dans la zone prioritaire (ZP) de la Plaine de la Ruzizi. Plus particulièrement, elle fournit :

- Une **brève description des différents programmes et interventions** mis en œuvre dans la ZP de la Ruzizi sous l'ombrelle de l'ISSSS, c'est-à-dire des programmes et interventions financés soit par le Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS), soit par des accords bilatéraux (*programmes alignés*) ;
- Une vue d'ensemble sur la **couverture de ces interventions par rapport aux résultats de l'ISSSS** (par pilier thématique), et des observations provisoires sur la mesure dans laquelle sont pris en compte non seulement tous les éléments nécessaires, mais aussi leur éventuelle évolution depuis l'étude de base ;
- Une revue légèrement plus approfondie de **l'état de la programmation ISSSS par pilier**, sur la base de l'état d'avancement des projets ISSSS en juin/juillet 2017, ainsi que quelques réflexions additionnelles sur les implications pour la mise en œuvre de la stratégie au cours des mois à venir.

Vue d'ensemble des interventions ISSSS dans la zone prioritaire de la plaine de la Ruzizi

Le Tableau 1 ci-dessous énumère les projets qui sont actuellement mis en œuvre - ou programmés pour les mois à venir - dans le cadre de l'ISSSS dans la zone prioritaire de la plaine de la Ruzizi. Pour chaque projet, le tableau présente les informations relatives aux *organisations lead*, la période prévue de mise en œuvre, ainsi que les aires thématiques dans lesquelles ils s'inscrivent.

Tableau 1 : Vue d'ensemble des interventions associées à l'ISSSS (alignées et FCS) dans la plaine de la Ruzizi

Type	Titre (Organisation Lead)	Période de mise en œuvre	Aire(s) thématique(s)
FCS	<i>Construisons ensemble pour la Paix (International Alert, IA)</i>	Juillet 2017 - juin 2019	Promotion d'un processus de dialogue inclusif pour affronter les causes premières des conflits, consolider la paix et créer les conditions pour des institutions stables et la relance économique dans la zone du projet
Alignées	<i>Lobi Mokolo Ya Sika (Réforme du Secteur Sécuritaire (SSR)) (Phase 4 ; Extension) (SFCG)</i>	Mai 2017	Connaissance et conscience accrues, de la part des forces de sécurité congolaises et des civils, de leurs droits, rôles et responsabilités mutuelles, afin d' améliorer leurs relations et construire la confiance.
	<i>Expanding Community Resilience to Violence à Ruzizi et Fizi (Peace Direct)</i>	Juillet 2017 - juin 2019	Sur la base du concept de <i>Réintégration Basée sur la Communauté</i> (CBR), l'objectif est de créer des opportunités économiques pour les plus vulnérables qui contribuent au développement durable et à la paix

Le panorama global des projets dans la Plaine

Pris en compte dans leur ensemble, les projets mentionnés dans le Tableau 1 répondent aux cinq piliers de l'ISSSS, à différents stades d'avancement :

- Pour le premier semestre 2017, seule la couverture programmatique du Pilier 5 (Prévention des VSBG) est encore en cours de développement dans la ZP de la plaine de la Ruzizi. Moins de la moitié des résultats de ce pilier sont actuellement couverts par au moins un projet.
- Cependant, la couverture de tous les autres piliers [1 (Dialogue Démocratique), 2 (Performance des FARDC en matière de Protection des Civils (PdC), 3 (Restauration de l'Autorité de l'État), et 4 (Résilience Socio-économique au Conflit)] est **relativement avancée**, dans la mesure où plus de la moitié de leurs résultats sont couverts par au moins un projet (voir **Erreur ! Source du renvoi introuvable.**).

Le Tableau 2 ci-dessous donne une vue d'ensemble de l'état de la programmation, par pilier thématique, dans la ZP de la plaine de la Ruzizi.

Tableau 2 : État de la programmation dans la zone prioritaire de la plaine de la Ruzizi (province du Sud-Kivu), juillet 2017

Pilier	Contribution visée à la mise en œuvre de l'ISSSS	Couverture du cadre de résultats ISSSS ¹
Pilier 1	<i>Création d'un dialogue (démocratique) participatif et inclusif pour assurer un processus politique et communautaire de transformation des conflits ciblés</i>	Avancée
Pilier 2	<i>Amélioration de la performance des FARDC dans la PdC et des relations communautaires - FARDC</i>	Avancée
Pilier 3	<i>Accroissement du rôle (bénéfique) et de la présence de l'État congolais (en particulier des autorités locales) dans les zones prioritaires</i>	Avancée
Pilier 4	<i>Augmentation du flux équitable de ressources vers les populations à risque (femmes, hommes, filles et garçons), et de la cohérence en leur sein, en particulier en ce qui concerne les déplacés et les populations de retour</i>	Avancée
Pilier 5	<i>Assurance que les réformes du secteur sécuritaire (Piliers 2 et 3) et le renforcement des capacités étatiques au niveau local (Pilier 3) prennent suffisamment en compte la lutte aux VSBG, en tant que symptôme et facteur de conflit dans les zones prioritaires</i>	En cours de développement

Les sections suivantes du rapport reprennent plus en détail la couverture par projet et par pilier dans la ZP de la Plaine de la Ruzizi.

¹ **Complète** : Tous les résultats de l'ISSSS sont couverts par des projets ; **Avancée** : La plupart des résultats sont couverts par des projets ; **En cours de développement** : une minorité de résultats sont couverts par les projets.

Au regard du tableau 3 ci-dessous, la programmation dans le pilier 1 n'a pas évolué depuis l'étude de base. Elle reste focalisée sur la facilitation du Dialogue Démocratique au niveau communautaire à travers la mise en œuvre du projet (FCS) d'International Alert. Au-delà de la facilitation du dialogue, ce projet prévoit aussi plusieurs activités destinées à faciliter l'appropriation et l'appui des autorités provinciales (Sud-Kivu) et nationales aux processus locaux de stabilisation. En outre, l'UAS est engagée avec le Gouvernement provincial dans le développement d'un Compact, dans le cadre de ses responsabilités de 'bons offices'.

La lacune dans cette programmation se situe au niveau du maintien du soutien des communautés au processus local de stabilisation ainsi qu'à la priorisation des plans d'actions conjoints dans les *Compacts* au niveau national.

Dans le contexte politique actuel en RDC, des facteurs issus de la matrice de risques de l'ISSSS - comme par exemple les affrontements entre les FARDC et les groupes armés, et d'autres obstacles provenant des autorités nationales et provinciales (et autres) - devraient être considérés comme détracteurs probables du processus de Dialogue Démocratique à court ou moyen terme. Cela peut en effet potentiellement générer le scepticisme envers le processus au sein des communautés.

Le Tableau ci-dessous donne une vue d'ensemble de la couverture actuelle des résultats et de la contribution planifiée de la part des projets aux résultats globaux et intermédiaires (RG et RI) du pilier 1 du cadre logique de l'ISSSS.

Tableau 3 : Panorama des programmes ISSSS à Ruzizi, Pilier 1 (Dialogue Démocratique)

Objectif / résultat		Projets/programmes harmonisés
OS 1	Soutien à l'ISSSS au niveau communautaire	
RG 1.1	Processus locaux de stabilisation alignés sur les priorités des communautés	(FCS) : IA
RI 1.1.1	Plans d'action conjoints développés et approuvés par les communautés	
RI 1.1.2	Plans d'action conjoints rassemblés dans les conventions sectorielles	Non couvert
RI 1.1.3	Autorités nationales engagées et agissant sur la base des conventions sectorielles	(FCS) : IA
RG 1.2	Soutien maintenu des communautés pour la stabilisation	Non couvert
RI 1.2.1	Mécanismes de supervision établis et fonctionnels	(FCS) : IA

A l'instar de la programmation sous le pilier 1, celle du pilier 2 dans la ZP de la Ruzizi n'a pas évolué depuis l'étude de base. Elle reste focalisée sur l'application des procédures et des principes opérationnels en matière de PdC (projet SSR), ainsi que sur l'amélioration des relations entre les forces de sécurité (PNC et FARDC) et les communautés à travers les projets FCS-Ruzizi et SSR.

Cependant, comme pour l'étude de base, les lacunes se situent au niveau de mise en place des structures internes de supervision et de motivation des FARDC en matière PdC, qui visent à l'amélioration des comportements des FARDC. Il en est de même pour les efforts visant à communiquer aux dirigeants nationaux les expériences et les leçons tirées de l'engagement local du projet avec les membres des FARDC, ou ceux visant à relier le travail au niveau local à la Réforme nationale du secteur de la sécurité (RSS).

Le système de rotation/mutation des membres des FARDC rend difficile la consolidation des acquis du projet en termes de performance en PdC. À cela s'ajoutent l'insuffisance des progrès réalisés dans le programme national de réforme du secteur de sécurité, notamment en rapport avec la prise en charge et la politisation du corps de l'armée.

Le Tableau ci-dessous donne une vue d'ensemble de la couverture actuelle des résultats et de la contribution planifiée de la part des projets aux résultats globaux et intermédiaires (RG et RI) du pilier 2 du cadre logique de l'ISSSS.

Tableau 4 : Panorama des programmes ISSSS à Ruzizi, Pilier 2 (Performance des FARDC en matière de PdC)

Objectif / résultat		Projets harmonisés
OS 2	Performance des FARDC en matière de PdC	
RG 2.1	Principes et procédures opérationnels des FARDC pour la PdC appliqués et respectés	
RI 2.1.1	Sensibilité et compétences accrues parmi les commandants des FARDC et leurs unités vis à vis des principes acceptés de protection des civils et de prévention de violences sexuelles	(A) : SSR
RI 2.1.2	Structures internes disciplinaires, de supervision et de motivation des FARDC renforcées et alignées sur la PdC	Non couvert
RI 2.1.3	Mécanismes judiciaires militaires renforcés pour les violations des droits de l'homme	(A) : SSR
RI 2.1.4	Leçons tirées de l'expérience et exigences de ressources pour la PdC communiquées au commandement national des FARDC	Non couvert
RG 2.2	Cohésion et confiance accrues entre populations civiles et FARDC	(FCS) : IA
RI 2.2.1	Intégration sociale et économique des soldats au sein des communautés hôtes	(A) : SSR
RI 2.2.2	Mécanismes de réparation améliorés pour les autorités locales et les communautés	(FCS) : IA (A) : SSR
RI 2.2.3	Comportement amélioré des FARDC (moins prédateur et mercantiliste)	Non couvert

Au regard du tableau 4 ci-dessous, la programmation du pilier 3 dans la ZP de Ruzizi couvre une majorité des résultats. Elle se focalise sur l'accès aux services, la performance des agents de l'État, la mise en fonctionnement des structures de supervision et de planification participatives, et la conscientisation des agents de l'État par rapport à leurs devoirs et responsabilités.

Des lacunes persistent au niveau de l'accroissement et de la disponibilité des ressources financières pour permettre le fonctionnement des ETD, l'amélioration de la réactivité des institutions étatiques et la reddition de comptes, l'amélioration de comportement de la population sur leurs droits et devoirs vis-à-vis des autorités locales et, enfin, la mise en place d'un cadre réglementaire/légal favorable et cohérent pour la gouvernance locale.

Plusieurs facteurs risquent toujours d'affecter l'impact des actions sous le Pilier 3. En particulier, le contexte politique national actuel (centralisation du pouvoir, obstructionnisme et absence de réformes, y compris financières (paie) sont susceptibles d'entraver ou d'annuler le travail des projets.

Le Tableau ci-dessous donne une vue d'ensemble de la couverture actuelle des résultats et de la contribution planifiée de la part des projets aux résultats globaux et intermédiaires (RG et RI) du pilier 3 du cadre logique de l'ISSSS.

Tableau 5: Panorama des programmes ISSSS à Ruzizi, Pilier 3 (Restauration de l'Autorité de l'État)

Objectif / résultat		Projets harmonisés
OS.3	Rôle et présence bénéfiques de l'État congolais « régulier » accrus dans la gouvernance locale	
RG 3.1	Accès aux services pertinents de l'État amélioré	(FCS) : IA
RI 3.1.1	Performance améliorée des agents de l'État dans la fourniture de services	(FCS) : IA (A) : SSR
RI 3.1.2	Disponibilité/accès accrus aux infrastructures physiques etc. pour la fourniture des services	Non couvert
RG 3.1.3	Disponibilité accrue de ressources financières pour une fourniture de services viable	Non couvert
RG 3.2	Reddition de comptes et réactivité des institutions étatiques améliorées	Non couvert
RI 3.2.1	Structures de supervision et de planification participatives locales établies et opérationnelles	(FCS) : IA
RI 3.2.2	Population locale et société civile agissant sur la base de leurs propres responsabilités et droits vis-à-vis des autorités locales	Non couvert
RI 3.2.3	Conscience des agents de l'État par rapport à leurs devoirs et responsabilités formels et aux effets destructeurs de la corruption	(A) : SSR
RG 3.3	Cadre réglementaire/légal favorable et cohérent pour la gouvernance locale mis en place	Non couvert
RI 3.3.1	Autorités locales/ETD préparées à la dévolution des pouvoirs et la rétrocession des finances	Non couvert

RI 3.3.2	Division des responsabilités entre autorités formelles et traditionnelles codifiée	FCS) : IA
RI 3.3.3	Leçons tirées pour une présence locale accrue de l'État prises en compte par les autorités nationales	Non couvert

Programmation sous le Pilier 4 (Résilience Socio-économique au Conflit)

Tout comme lors de l'étude de base, la programmation sous le pilier couvre la plupart des résultats liés à la stabilisation à court terme des revenus, à la relance économique à moyen/long terme, à l'accès aux opportunités de formation ainsi qu'à la cohésion sociale entre et parmi les communautés.

La programmation de la stratégie de stabilisation à Ruzizi reste potentiellement vulnérable à plusieurs facteurs de risque, comme par exemple les doutes sur les inégalités perçues en matière de distribution des ressources, ou les vulnérabilités générées par les incidents de sécurité (ex. influence sur l'accès aux marchés), ou des chocs macro-économiques.

Le Tableau ci-dessous donne une vue d'ensemble de la couverture actuelle des résultats et de la contribution planifiée de la part des projets aux résultats globaux et intermédiaires (RG et RI) du pilier 4 du cadre logique de l'ISSSS.

Tableau 6 : Panorama des programmes ISSSS à Ruzizi, Pilier 4 (Résilience Socio-économique au Conflit)

Objectif / résultat		Projets harmonisés
OS 4	Flux équitable des ressources (opportunités génératrices de revenus et économiques ; appui socio-économique)	
RG 4.1	Participation accrue aux mécanismes pour l'emploi et stabilisation des revenus à court terme	(A) : Peace Direct
RI 4.1.1	Disponibilité accrue de subventions pour moyens de subsistance/démarrage, et de mécanismes "argent-contre-travail"	(FCS) : IA
RI 4.1.3	Accès amélioré aux services	(FCS) : IA
RG 4.2	Conditions plus favorables pour le redressement économique local	Non couvert
RI 4.2.1	Accès accru et maintenu aux marchés	Non couvert
RI 4.2.2	Accès amélioré et sécurisé à la terre et aux ressources naturelles	(FCS) : IA
RI 4.2.3	Accès maintenu et accru au crédit (tous les groupes)	(A) : Peace Direct
RI 4.2.4	Accès amélioré aux opportunités de formation	(A) : Peace Direct
RI 4.2.5	Accès amélioré à des emplois rémunérés	(FCS) : IA (A) : Peace Direct
RG 4.3	Liens sociaux entre et au sein des communautés renforcés	(FCS) : IA (A) : Peace Direct
RI 4.3.1	Besoins psychosociaux des groupes vulnérables/marginalisés de la communauté adressés	Non couvert
RI 4.3.2	Confiance accrue inter- et intracommunautaire	(A) : Peace Direct

La programmation sous le Pilier 5 dans la ZP de Ruzizi reste focalisée sur le changement des normes nocives liées au genre et aux VSBG, en utilisant non seulement le dialogue et les campagnes de sensibilisation, mais aussi (comme dans le cas du programme FCS d'international Alert) en développant un plan d'action sur le genre destiné à orienter la planification d'activités spécifiques. Au-delà de cela, un programme (SSR) travaille directement avec les agents de sécurité sur la sensibilisation au sujet du genre et des VSBG dans le but de réduire le nombre de cas de VSBG commises par la PNC et les FARDC.

Les lacunes précédemment identifiées dans la couverture des résultats par la programmation du pilier 5 restent d'actualité, en particulier pour les résultats qui visent à travailler directement avec le système judiciaire et d'autres garants de services en vue d'assurer un accès approprié pour les victimes/survivants de cas de VSBG au système judiciaire, à améliorer la qualité des procédures judiciaires, et à rendre d'autres services de soutien disponibles aux victimes et leurs familles. Ces résultats incluent dans une certaine mesure le système judiciaire militaire et les cours civiles.

Cependant, les actions qui visent le changement des normes nocives liées au genre font toujours face à une culture solidement ancrée d'impunité parmi les services de sécurité autour des VSBG. La réalisation de ce changement peut être aussi compliquée par le fait que les projets ISSSS ne comptent pas aborder à ce jour les structures de motivation internes qui peuvent mener les soldats des FARDC à maintenir des liens avec les groupes armés et à modifier leur allégeance de manière opportuniste.

Le Tableau ci-dessous donne une vue d'ensemble de la couverture actuelle des résultats et de la contribution planifiée de la part des projets aux résultats globaux et intermédiaires (RG et RI) du pilier 5 du cadre logique de l'ISSSS.

Tableau 7: Panorama des programmes ISSSS à Ruzizi, Pilier 5 (Lutte contre les VSBG)

Objectif / résultat		Projets harmonisés
OS 5	Niveau de Violence Sexuelle et Basée sur le Genre (VSBG) réduit	
RG 5.1	Normes sociales/de genre (VSBG) nocives réduites	(FCS) : IA (A) : Peace Direct
RI 5.1.2	Participation active et significative au dialogue sur les VSBG	
RI 5.1.3	Implication accrue dans la transformation positive des normes nocives sociales/de genre	
RG 5.2	Confiance accrue envers les forces de sécurité vis-à-vis des poursuites en cas d'incidents de VSBG (commis par FARDC et PNC)	Non couvert
RI 5.2.1	Implication réduite des acteurs du secteur sécuritaire (FARDC et PNC) dans les cas de VSBG	(A) : SSR
RI 5.2.2	Systèmes judiciaires militaires renforcés pour la poursuite des VSBG	Non couvert
RG 5.3	Accès amélioré aux services judiciaires et de soutien pour les survivants de VSBG	Non couvert
RI 5.3.1	Conscience publique accrue des lois et normes pour la lutte contre les VSBG, ainsi que des rôles / responsabilités des agents pertinents	(FCS) : IA
RI 5.3.3	Services de soutien pour les survivants de VSBG améliorés	Non couvert
RI 5.3.4	Procédures pour dénoncer cas de VSBG facilitées au niveau local	Non couvert
RI 5.3.5	Vitesse, impartialité, confidentialité des procès VSBG améliorées	Non couvert

3 Données sur les Résultats de l'ISSSS – ZP de la Plaine de la Ruzizi

Cette section du rapport contient une fiche de données récapitulative pour les indicateurs du cadre logique de l'ISSSS pour lesquels des données étaient disponibles lors de cette deuxième phase de rapportage.

La zone prioritaire a été divisée en 3 sous-zones lors de la constitution des échantillons de la population. La première sous-zone, nommée « autour de la plaine de la Ruzizi », comprend la chefferie de Bavira et celle de la plaine de la Ruzizi dans le territoire d'Uvira ; la deuxième sous-zone, nommée « Itombwe » , comprend le secteur d'Itombwe dans le territoire de Mwenga, et la troisième sous-zone, nommée « ville d'Uvira », couvre uniquement la ville d'Uvira.

La fiche présente les données du Bureau Conjoint des Droits de l'Homme (BCNUDH, ou *JHRO* en anglais), divisées selon les territoires des sous-zones de la ZP, c'est-à-dire le territoire d'Uvira (qui comprend ici la ville d'Uvira) d'une part, et d'autre part celui de Mwenga. Le sexe des victimes mineures n'est pas enregistré dans les données du JHRO. Les enfants ne sont donc inclus que dans le «Grand Total» des victimes.

Tableau 8 : Données sur les Résultats ISSSS - Ruzizi, Piliers 1 et 2, juin 2016 à juin 2017

Indicateur ISSSS #	Indicateur ISSSS (FR-court)		Janvier-Juin 2016				Juillet-Décembre 2016				Janvier - Juin 2017			
			Plaine Ruzizi	Itombwe	Uvira ville	Total	Plaine Ruzizi	Itombwe	Uvira ville	Total	Plaine Ruzizi	Itombwe	Uvira ville	Total
1_iii	% de femmes et d'hommes déclarant que leurs villages / quartiers sont "très" ou "extrêmement" paisibles		14%	4%	19%	13%	13%	0%	18%	12%	14%	0%	16%	11%
1_iv	% de femmes et d'hommes s'attendant à ce que leur village/ quartier devienne plus paisibles dans un an		18%	8%	21%	17%	29%	1%	21%	19%	9%	1%	7%	6%
1.1_iii	% de femmes et d'hommes déclarant que les projets de paix sont "très bons" or "extrêmement bons" à faire face aux problèmes les plus importants de leur région		4%	5%	2%	3%	13%	7%	4%	8%	2%	0%	0%	1%
2_i (a) (ITEM)	# d'incidents signalés dans les localités de la zone prioritaire perpétrés par des Groupes Armés contre des femmes, des filles, des garçons et des hommes.						0 incid.(s)	0 incid.(s)	0 incid.(s)	0 incid.(s)	0 incid.(s)	0 incid.(s)	0 incid.(s)	0 incid.(s)
2_i (b) (ITEM)	# d'incidents signalés dans les localités de la zone prioritaire perpétrés par des FARDC contre des femmes, des filles, des garçons et des hommes.						0 incid.(s)	0 incid.(s)	0 incid.(s)	0 incid.(s)	0 incid.(s)	0 incid.(s)	0 incid.(s)	0 incid.(s)
2_i (c) (ITEM)	# d'incidents signalés dans les localités de la zone prioritaire perpétrés par des auteurs inconnus contre des femmes, des filles, des garçons et des hommes.						1 incid.(s)	1 incid.(s)	0 incid.(s)	2 incid.(s)	0 incid.(s)	0 incid.(s)	0 incid.(s)	0 incid.(s)
2_i (a) (JHRO)	# Violations des droits humains (VDH) perpétrées par des Groupes Armés contre des femmes, des filles, des garçons et des hommes (dans les territoires comprenant les zones prioritaires de l'ISSSS**).	Droit à la vie	Exécutions extrajudiciaires et arbitraires								5	0	5	5
			Autres								0	0	0	0
		Intégrité physique	Violence sexuelle								0	0	0	0
			Torture & traitements cruels, inhumains ou dégradants (TCID)								5	0	5	10
		Liberté et Sécurité (incl. arrestation arbitraire et détention illégale)									19	2	19	40
		Propriété									18	1	18	39
2_i (b) (JHRO)	# Violations des droits humains (VDH) perpétrées par des FARDC contre des femmes, des filles, des garçons et des hommes (dans les territoires comprenant les zones prioritaires de l'ISSSS**).	Travail forcé									1	1	1	3
		Droit à la vie	Exécutions extrajudiciaires et arbitraires								1	0	1	2
			Autres								2	0	2	4
		Intégrité physique	Violence sexuelle								1	0	1	2
			Torture & traitements cruels, inhumains ou dégradants (TCID)								2	0	2	4
		Liberté et Sécurité (incl. arrestation arbitraire et détention illégale)									6	1	6	13
2_i (c) (JHRO)	# Violations des droits humains (VDH) perpétrées par d'autres agents de l'Etat (PNC, ANR, aut.) contre des femmes, des filles, des garçons et des hommes (dans les territoires comprenant les zones prioritaires de l'ISSSS**).	Propriété									3	0	3	6
		Travail forcé									0	0	0	0
		Droit à la vie	Exécutions extrajudiciaires et arbitraires								0	0	0	0
			Autres								1	0	1	2
		Intégrité physique	Violence sexuelle								0	0	0	0
			Torture & traitements cruels, inhumains ou dégradants (TCID)								2	0	1	3
2_i (c) (JHRO)	# Violations des droits humains (VDH) perpétrées par d'autres agents de l'Etat (PNC, ANR, aut.) contre des femmes, des filles, des garçons et des hommes (dans les territoires comprenant les zones prioritaires de l'ISSSS**).	Liberté et Sécurité (incl. arrestation arbitraire et détention illégale)									11	0	11	22
		Propriété									1	0	0	1
		Travail forcé									0	0	0	0
2_ii	% de femmes et d'hommes rapportant avoir été victime d'une mauvaise conduite de FARDC au cours de l'année écoulée										4%	0%	6%	4%
2_ii (a)	% de femmes et d'hommes qui ont été aidés par les FARDC au cours de l'année écoulée		8%	0%	9%	7%	7%	0%	4%	4%	8%	0%	11%	7%
2_iii	% de femmes et d'hommes qui ont confiance envers les FARDC pour assurer la sécurité de leur quartier ou village										44%	47%	50%	47%
2_iii (a)	% de femmes et d'hommes qui pensent que les FARDC apportent une "grande" ou "très grande" contribution à leur sécurité		19%	0%	10%	11%	20%	0%	15%	13%	14%	0%	10%	9%
2.1_iii	% de femmes et d'hommes qui ont payé "lala salama"/ les contributions de sécurité aux FARDC au cours des 6 derniers mois										5%	14%	10%	9%
2.2	% de femmes et d'hommes se sentant "très en sécurité" ou "en sécurité" lorsqu'ils rencontrent une patrouille de FARDC										47%	44%	34%	41%
2.2.2_i	% de femmes et d'hommes qui sont d'accord que les victimes de crimes de FARDC ont la possibilité de se plaindre		57%	26%	73%	55%	54%	43%	55%	52%	32%	59%	50%	46%
2.2.2_ii	% de femmes et d'hommes qui sont d'accord que les efforts de responsabilisation des FARDC sont en cours		35%	12%	46%	33%	53%	17%	47%	41%	21%	16%	39%	26%
2.2.2_iii	% de femmes et d'hommes qui sont d'accord que les FARDC sont 'impunis' (pour les crimes)		40%	24%	47%	39%	43%	25%	44%	39%	41%	19%	37%	33%

Tableau 9 : Données sur les Résultats ISSSS - Ruzizi, Pilier 3, juin 2016 à juin 2017

Indicateur ISSSS #	Indicateur ISSSS (FR-court)	Janvier - Juin 2016				Juillet - Décembre 2016				Janvier - Juin 2017			
		Plaine Ruzizi	Itombwe	Uvira ville	Total	Plaine Ruzizi	Itombwe	Uvira ville	Total	Plaine Ruzizi	Itombwe	Uvira ville	Total
3_i [gouv. central]	% de femmes et d'hommes évaluant la performance du gouvernement central comme 'très bonne' or 'bonne' à travers les domaines thématiques suivants (indice global):												
	Combattre la corruption	1%	0%	3%	2%	3%	0%	4%	3%	2%	0%	4%	2%
	Combattre la violence sexuelle	27%	11%	25%	22%	46%	19%	41%	37%	24%	17%	25%	23%
	Créer de l'emploi	1%	0%	2%	1%	1%	0%	4%	2%	1%	0%	5%	2%
	Assurer la sécurité	13%	1%	18%	12%	17%	1%	16%	12%	11%	0%	8%	7%
	Etablir la paix dans l'est de la RDC	12%	0%	25%	14%	24%	10%	12%	16%	11%	0%	16%	10%
	Améliorer la vie des Congolais	3%	0%	4%	2%	3%	0%	2%	2%	3%	0%	4%	2%
	Réduire la pauvreté	1%	0%	3%	2%	1%	0%	2%	1%	3%	0%	6%	3%
3_i [gouv. provincial]	Unifier les différents groupes ethniques	19%	7%	20%	17%	24%	12%	14%	17%	13%	3%	13%	10%
	% de femmes et d'hommes évaluant la performance du gouvernement provincial comme 'très bonne' or 'bonne' à travers les domaines thématiques suivants (indice global)												
	Assurer la sécurité									11%	1%	11%	8%
	Améliorer la vie des Congolais									4%	0%	7%	4%
	Préparer les élections démocratiques									1%	0%	5%	3%
3_i [gouv. territorial]	Unifier les différents groupes ethniques									18%	1%	24%	16%
	% de femmes et d'hommes évaluant la performance du gouvernement territorial / La Mairie comme étant 'très bonne' or 'bonne' à travers les domaines thématiques suivants (indice global)												
	Assurer la sécurité									17%	0%	9%	9%
	Améliorer la vie des Congolais									3%	0%	9%	5%
	Préparer les élections démocratiques									3%	0%	5%	3%
3.1_i	Unifier les différents groupes ethniques									23%	2%	18%	15%
	% de femmes et d'hommes qui indiquent qu'ils ont un 'bon' or 'très bon' accès aux services administratifs de l'Etat Congolais (état civil)	5%	1%	25%	12%	14%	0%	29%	16%	14%	4%	31%	17%
	% de femmes et d'hommes qui indiquent qu'ils ont un 'bon' or 'très bon' accès aux services d'administration foncière de l'Etat Congolais									15%	2%	29%	17%
3.1.1_i [global]	% de femmes et d'hommes qui indiquent qu'ils ont un 'bon' or 'très bon' accès au système judiciaire civil national	10%	1%	20%	11%	18%	1%	27%	17%	13%	0%	17%	11%
	% de femmes et d'hommes 'd'accord', 'tout à fait d'accord' avec les déclarations suivantes sur la performance des fonctionnaires des agents de l'Etat:												
	Les agents de l'Etat ont les compétences requises pour fournir de bons services									31%	7%	25%	22%
	Les agents de l'Etat traitent tous les groupes ethniques de la même manière									26%	57%	15%	30%
	Les agents de l'Etat travaillent sur les cas sans paiement d'incitation									23%	7%	20%	17%
3.1.1_i [justice]	Les agents de l'Etat travaillent rapidement sur les cas									17%	1%	14%	12%
	% de femmes et d'hommes 'd'accord', 'tout à fait d'accord' avec les déclarations suivantes sur la performance des fonctionnaires de justice:												
	Les décisions de tribunaux sont bien exécutées									6%	0%	10%	6%
	Les décisions des tribunaux sont prises de manière équitable									9%	1%	12%	8%
	La justice est rapide									5%	0%	5%	3%
	Les tribunaux traitent les gens de manière égale et équitable									11%	0%	15%	9%
3.1.1_i [police]	Les procès sont équitables									8%	0%	12%	7%
	Les acteurs de la justice (du système de) sont corrompus									50%	73%	45%	54%
	% de femmes et d'hommes 'd'accord', 'tout à fait d'accord' avec les déclarations suivantes sur la performance des fonctionnaires de la police/PNC												
	Il est possible d'éviter l'arrestation si on paie la police									47%	57%	43%	48%
	La police reste impunie (des crimes qu'elle commet)									36%	20%	25%	28%
3.2_i	La police travaille seulement sur les cas après le paiement d'une incitation									62%	94%	59%	69%
	La police traite tous les groupes ethniques de la même manière									48%	74%	39%	51%
	% de femmes et d'hommes indiquant que le gouvernement national représente 'bien' ou 'très bien' l'intérêt de la population	3%	1%	2%	2%	5%	0%	4%	3%	2%	0%	6%	3%
	% de femmes et d'hommes indiquant que le gouvernement provincial représente 'bien' ou 'très bien' l'intérêt de la population	2%	1%	3%	2%	4%	0%	5%	3%	3%	0%	5%	3%
	% de femmes et d'hommes indiquant que le gouvernement territorial & 'la mairie' représente 'bien' ou 'très bien' l'intérêt de la population									14%	0%	6%	7%
3.2.2_ii	% de femmes et d'hommes indiquant que les autorités locales représentent 'bien' ou 'très bien' l'intérêt de la population					27%	40%	17%	26%	37%	6%	8%	17%
	% de femmes et d'hommes qui indiquent qu'ils trouvent "très" ou "extrêmement" acceptable de payer les 'taxes officielles' (les taxes 'réelles', pas les taxes 'inventées').	22%	38%	22%	26%	23%	40%	27%	29%	29%	21%	18%	22%

Tableau 10 : Données sur les Résultats ISSSS - Ruzizi, Piliers 4 et 5, juin 2016 à juin 2017

Indicateur ISSSS #	Indicateur ISSSS (FR-court)	Janvier - Juin 2016				Juillet - Décembre 2016				Janvier - Juin 2017			
		Plaine Ruzizi	Itombwe	Uvira ville	Total	Plaine Ruzizi	Itombwe	Uvira ville	Total	Plaine Ruzizi	Itombwe	Uvira ville	Total
4_i	Revenu mensuel moyen du ménage												
4_ii	% des ménages dépendant d'activités traditionnelles comme activité économique principale (agriculture, pêche, élevage)					72%	98%	21%	58%	83%	100%	32%	68%
4.2.1_iv	% de femmes et d'hommes déclarant avoir un "bon" ou "très bon" accès aux marchés					26%	27%	54%	37%	24%	0%	27%	19%
4.2.2_ii:	% de femmes et d'hommes déclarant avoir un "bon" ou "très bon" accès à la terre	43%	33%	14%	30%	47%	55%	12%	35%	38%	12%	18%	23%
4.2.3_i	% de femmes et d'hommes indiquant avoir accès au crédit, si nécessaire	6%	0%	13%	7%	6%	1%	10%	6%	12%	0%	13%	9%
4.2.5_j:	% de femmes et d'hommes déclarant avoir eu un emploi rémunéré pendant au moins une semaine durant les 3 derniers mois	7%	1%	15%	8%	14%	1%	10%	9%	11%	5%	25%	15%
4.3_i	% de femmes et d'hommes qui indiquent que les gens de leur région se marient "souvent" ou "parfois" avec des membres d'autres groupes ethniques					90%	19%	90%	72%	81%	73%	86%	81%
	% de femmes et d'hommes qui indiquent que les gens de leur région participent "souvent" ou "parfois" à des activités/cérémonies culturelles avec des membres d'autres groupes ethniques					84%	43%	83%	73%	77%	99%	74%	82%
	% de femmes et d'hommes qui indiquent que les gens de leur région travaillent "souvent" ou "parfois" ensemble avec des membres d'autres groupes ethniques					71%	34%	60%	57%	74%	100%	71%	80%
	% de femmes et d'hommes qui indiquent que les gens de leur région fréquentent "souvent" ou "parfois" des lieux de culte ensemble avec des membres d'autres groupes ethniques					90%	61%	93%	84%	80%	98%	85%	87%
5_ii	% de femmes et d'hommes signalant avoir été victimes de violence physique ou sexuelle au cours des six derniers mois	2%	0%	0%	1%	1%	0%	1%	1%	1%	0%	0%	1%
5_iii	% de femmes et d'hommes qui connaissent personnellement une femme / un homme ayant survécu ("victime") de violence sexuelle									1%	1%	2%	2%
5.1_i	% de femmes et d'hommes croyant que le consentement à une activité sexuelle est toujours nécessaire (y compris au sein du mariage)	36%	58%	56%	49%	71%	77%	68%	72%	66%	94%	67%	74%
	% de femmes et d'hommes croyant que les crimes de violence sexuelle devraient être résolus «dans la famille», c'est-à-dire sans l'implication des autorités					34%	28%	28%	30%	30%	23%	28%	27%
	% de femmes et d'hommes qui sont d'accord qu'il est parfois acceptable pour un homme de battre sa femme / son épouse					22%	8%	17%	16%	12%	4%	22%	14%
5.1_ii	% de femmes et d'hommes rapportant qu'ils accepteraient le retour dans leur ménage d'un survivant de violence sexuelle qui a eu un enfant à la suite de la violence	82%	89%	78%	82%	84%	89%	82%	84%	85%	94%	78%	85%
	% de femmes et d'hommes rapportant qu'ils accepteraient le retour d'un survivant de violence sexuelle dans leur communauté	85%	98%	82%	87%	87%	98%	83%	88%	94%	100%	86%	93%
	% de femmes et d'hommes rapportant qu'ils accepteraient le retour d'un survivant de violence sexuelle dans leur ménage	83%	97%	81%	85%	86%	99%	84%	88%	88%	100%	81%	89%
	% de femmes et d'hommes rapportant qu'ils accepteraient le retour dans leur ménage d'un survivant de violence sexuelle qui a contracté une maladie ou a souffert d'une blessure à la suite de la violence	78%	88%	77%	80%	78%	86%	77%	80%	81%	90%	76%	82%
5.2_i	% de femmes et d'hommes qui sont 'd'accord' que les FARDC/PNC sont punis de manière appropriée s'ils commettent des violences sexuelles									36%	14%	42%	32%
5.3.3_v	% de femmes et d'hommes qui considèrent que l'accès aux services de soin de santé pour les survivants ('victimes') de violence dans leur village est "bon" ou "très bon"									16%	0%	28%	16%
	% de femmes et d'hommes qui considèrent que l'accès au service de support psychologique pour les survivants ('victimes') de violence sexuelle dans leur village est "bon" ou "très bon"									12%	0%	12%	9%
	% de femmes et d'hommes qui considèrent que l'accès aux services de réintégration pour les survivants ('victimes') de violence sexuelle dans leur village est "bon" ou "très bon"									11%	1%	10%	8%

Tableau 10 : Données sur les Résultats ISSSS - Ruzizi - par sexe, Piliers 1 et 2, juin 2016 à juin 2017

Indicateur ISSSS #	Indicateur ISSSS (FR-court)			Janvier-Juin 2016		Juillet- Décembre 2016		Janvier - Juin 2017			
				Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Enfant	Grand Total 2017
1_iii	% de femmes et d'hommes déclarant que leurs villages / quartiers sont "très" ou "extrêmement" paisibles			10%	16%	5%	20%	8%	14%		11%
1_iv	% de femmes et d'hommes s'attendant à ce que leur village/ quartier devienne plus paisibles dans un an			9%	24%	13%	26%	6%	6%		6%
1.1_iii	% de femmes et d'hommes déclarant que les projets de paix sont "très bons" or "extrêmement bons" à faire face aux problèmes les plus importants de leur région			n/a	n/a	n/a	n/a	1%	1%		1%
2_i (a) [JHRO]	# de victimes signalés de violations des droits de l'homme (VDH) perpétrés par des Groupes Armés contre des femmes, des filles, des garçons et des hommes	Droit à la vie	Exécutions extrajudiciaires et arbitraires					1 victime(s)	4 victime(s)	0 victime(s)	5 victime(s)
			Autres					0 victime(s)	0 victime(s)	0 victime(s)	0 victime(s)
		Intégrité physique	Violence sexuelle					0 victime(s)	0 victime(s)	0 victime(s)	0 victime(s)
			Torture & traitements cruels, inhumains ou dégradants					1 victime(s)	10 victime(s)	1 victime(s)	12 victime(s)
		Liberté et Sécurité (incl. arrestation arbitraire et détention illégale)					2 victime(s)	48 victime(s)	0 victime(s)	50 victime(s)	
2_i (b) [JHRO]	# de victimes signalés de violations des droits de l'homme (VDH) perpétrés par des FARDC contre des femmes, des filles, des garçons et des hommes	Droit à la vie	Exécutions extrajudiciaires et arbitraires					0 victime(s)	1 victime(s)	0 victime(s)	1 victime(s)
			Autres					0 victime(s)	2 victime(s)	0 victime(s)	2 victime(s)
		Intégrité physique	Violence sexuelle					0 victime(s)	0 victime(s)	1 victime(s)	1 victime(s)
			Torture & traitements cruels, inhumains ou dégradants					1 victime(s)	1 victime(s)	0 victime(s)	2 victime(s)
		Liberté et Sécurité (incl. arrestation arbitraire et détention illégale)					0 victime(s)	7 victime(s)	1 victime(s)	8 victime(s)	
2_i (c) (JHRO)	# de victimes signalés de violations des droits de l'homme (VDH) perpétrés par d'autres agents de l'Etat (PNC, ANR, aut.) contre des femmes, des filles, des garçons et des hommes	Droit à la vie	Exécutions extrajudiciaires et arbitraires					0 victime(s)	0 victime(s)	0 victime(s)	0 victime(s)
			Autres					0 victime(s)	1 victime(s)	0 victime(s)	1 victime(s)
		Intégrité physique	Violence sexuelle					0 victime(s)	0 victime(s)	0 victime(s)	0 victime(s)
			Torture & traitements cruels, inhumains ou dégradants					0 victime(s)	2 victime(s)	0 victime(s)	2 victime(s)
		Liberté et Sécurité (incl. arrestation arbitraire et détention illégale)					0 victime(s)	13 victime(s)	2 victime(s)	15 victime(s)	
2_ii	% de femmes et d'hommes rapportant avoir été victime d'une mauvaise conduite de FARDC au cours de l'année écoulée							1%	6%		4%
2_ii (a)	% de femmes et d'hommes qui ont été aidés par les FQRDC au cours de l'année écoulée							3%	11%		7%
2_iii	% de femmes et d'hommes qui ont confiance envers les FARDC pour assurer la sécurité de leur quartier ou village							53%	41%		47%
2_iii (a)	% de femmes et d'hommes qui pensent que les FARDC apportent une "grande" ou "très grande" contribution à leur sécurité							8%	10%		9%
2.1_iii	% de femmes et d'hommes qui ont payé "lala salama"/ les contributions de sécurité aux FARDC au cours des 6 derniers mois							2%	17%		9%
2.2	% de femmes et d'hommes se sentant "très en sécurité" ou "en sécurité" lorsqu'ils rencontrent une patrouille de FARDC							26%	56%		41%
2.2.2_i	% de femmes et d'hommes qui sont d'acoord que les victimes de crimes de FARDC ont la possibilité de se plaindre			51%	59%	57%	46%	48%	44%		46%
2.2.2_ii	% de femmes et d'hommes qui sont d'accord que les efforts de responsabilisation des FARDC sont en cours							25%	27%		26%
2.2.2_iii	% de femmes et d'hommes qui sont d'accord que les FARDC sont 'impunis' (pour les crimes)			32%	45%	49%	27%	32%	34%		33%

Tableau 11 : Données sur les Résultats ISSSS - Ruzizi - par sexe, Pilier 3, juin 2016 à juin 2017

Indicateur ISSSS #	Indicateur ISSSS (FR-court)	Janvier-Juin 2016		Juillet- Décembre 2016		Janvier - Juin 2017			
		Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Enfant	Grand Total 2017
3_i [gouv. central]	% de femmes et d'hommes évaluant la performance du gouvernement central comme 'très bonne' or 'bonne' à travers les domaines thématiques suivants (indice global):								
	Combattre la corruption					4%	1%		2%
	Combattre la violence sexuelle					19%	27%		23%
	Créer de l'emploi					3%	1%		2%
	Assurer la sécurité					7%	7%		7%
	Etablir la paix dans l'est de la RDC					10%	10%		10%
	Améliorer la vie des Congolais					4%	1%		2%
	Réduire la pauvreté					5%	2%		3%
	Unifier les différents groupes ethniques					7%	13%		10%
3_i [gouv. provincia]	% de femmes et d'hommes évaluant la performance du gouvernement provincial comme 'très bonne' or 'bonne' à travers les domaines thématiques suivants (indice global)								
	Assurer la sécurité					8%	8%		8%
	Améliorer la vie des Congolais					5%	3%		4%
	Préparer les élections démocratiques					3%	3%		3%
3_i [gouv: territorial]	Unifier les différents groupes ethniques					15%	17%		16%
	% de femmes et d'hommes évaluant la performance du gouvernement territorial / La Mairie comme étant 'très bonne' or 'bonne' à travers les domaines suivants (indice global)								
	Assurer la sécurité					8%	11%		9%
	Améliorer la vie des Congolais					5%	4%		5%
	Préparer les élections démocratiques					3%	3%		3%
3.1_i	Unifier les différents groupes ethniques					12%	19%		15%
	% de femmes et d'hommes qui indiquent qu'ils ont un 'bon' or 'très bon' accès aux services administratifs de l'Etat Congolais (état civil)					18%	16%		17%
	% de femmes et d'hommes qui indiquent qu'ils ont un 'bon' or 'très bon' accès aux services d'administration foncière de l'Etat Congolais					19%	14%		17%
3.1.1_i [global]	% de femmes et d'hommes qui indiquent qu'ils ont un 'bon' or 'très bon' accès au système judiciaire civil national	8%	15%	5%	31%	10%	12%		11%
	% de femmes et d'hommes 'd'accord', 'tout à fait d'accord' avec les déclarations suivantes sur la performance des fonctionnaires des agents de l'Etat:								
	Les agents de l'Etat ont les compétences requises pour fournir de bons services					12%	31%		22%
	Les agents de l'Etat traitent tous les groupes ethniques de la même manière					30%	31%		30%
	Les agents de l'Etat travaillent sur les cas sans payment d'incitation								
3.1.1_i [justice]	Les agents de l'Etat travaillent rapidement sur les cas					11%	13%		12%
	% de F/H 'd'accord', 'tout à fait d'accord' avec les déclarations suivantes sur la performance des fonctionnaires de justice:								
	Les décisions des tribunaux sont bien exécutées					7%	4%		6%
	Les décisions des tribunaux sont prises de manière équitable					9%	8%		8%
	La justice est rapide					4%	3%		3%
	Les tribunaux traitent les gens de manière égale et équitable					9%	10%		9%
	Les procès sont équitables					7%	8%		7%
3.1.1_i [police]	Les acteurs de la justice (du système de) sont corrompus					37%	71%		54%
	% de F/H 'd'accord', 'tout à fait d'accord' avec les déclarations suivantes sur la performance des fonctionnaires de la police								
	Il est possible d'éviter l'arrestation si on paie la police					40%	57%		48%
	La police reste impunie (des crimes qu'elle commet)					24%	31%		28%
	La police travaille seulement sur les cas après le payment d'une incitation					61%	77%		69%
3.2_i	La police traite tous les groupes ethniques de la même manière					47%	56%		51%
	% de femmes et d'hommes indiquant que le gouvernement national représente 'bien' ou 'très bien' l'intérêt de la population					4%	2%		3%
	% de femmes et d'hommes indiquant que le gouvernement provincial représente 'bien' ou 'très bien' l'intérêt de la population					4%	2%		3%
	% de femmes et d'hommes indiquant que le gouvernement territorial & 'la mairie' représente 'bien' ou 'très bien' l'intérêt de la pop.					5%	9%		7%
3.2.2_ii	% de femmes et d'hommes indiquant que les autorités locales représentent 'bien' ou 'très bien' l'intérêt de la population					13%	22%		17%
	% de femmes et d'hommes qui indiquent qu'ils trouvent "très" ou "extrêmement" acceptable de payer les 'taxes officielles' (par exemple, 'les taxes réelles', pas 'les taxes inventées').					18%	26%		22%

Tableau 12 : Données sur les Résultats ISSSS - Ruzizi - par sexe, Piliers 4 et 5, juin 2016 à juin 2017

Indicateur ISSSS #	Indicateur ISSSS (FR-court)	Janvier-Juin 2016		Juillet- Décembre 2016		Janvier - Juin 2017			
		Femme	Homme	Femme	Homme	Femme	Homme	Enfant	Grand Total 2017
4_i	Revenu mensuel moyen du ménage								
4_ii	% des ménages dépendant d'activités traditionnelles comme activité économique principale (agriculture, pêche, élevage)					62%	74%		68%
4.2.1_iv	% de femmes et d'hommes déclarant avoir un "bon" ou "très bon" accès aux marchés					24%	13%		19%
4.2.2_ii:	% de femmes et d'hommes déclarant avoir un "bon" ou "très bon" accès à la terre					22%	24%		23%
4.2.3_i	% de femmes et d'hommes indiquant avoir accès au crédit, si nécessaire					8%	10%		9%
4.2.5_i:	% de femmes et d'hommes déclarant avoir eu un emploi rémunéré pendant au moins une semaine durant les 3 derniers mois								
4.3_i	% de femmes et d'hommes qui indiquent que les gens de leur région participent "souvent" ou "parfois" à des activités/cérémonies culturelles avec des membres d'autres groupes ethniques					80%	82%		81%
	% de femmes et d'hommes qui indiquent que les gens de leur région fréquentent "souvent" ou "parfois" des lieux de culte ensemble avec des membres d'autres groupes ethniques					81%	83%		82%
	% de femmes et d'hommes qui indiquent que les gens de leur région travaillent "souvent" ou "parfois" ensemble avec des membres d'autres groupes ethniques					77%	83%		80%
	% de femmes et d'hommes qui indiquent que les gens de leur région se marient "souvent" ou "parfois" avec des membres d'autres groupes ethniques					86%	88%		87%
5_ii	% de femmes et d'hommes signalant avoir été victimes de violence physique ou sexuelle au cours des six derniers mois					1%	1%		1%
5_iii	% de femmes et d'hommes qui connaissent personnellement une femme / un homme ayant survécu une violence sexuelle					1%	3%		2%
5.1_i	% de femmes et d'hommes croyant que le consentement à une activité sexuelle est toujours nécessaire (y compris au sein du mariage)	42%	56%	63%	81%	76%	72%		74%
	% de femmes et d'hommes croyant que les crimes de violence sexuelle devraient être résolus «dans la famille», c'est-à-dire sans l'implication des autorités					27%	27%		27%
	% de femmes et d'hommes qui sont d'accord qu'il est parfois acceptable pour un homme de battre sa femme / son épouse					9%	19%		14%
5.1_ii	% de femmes et d'hommes rapportant qu'ils accepteraient le retour dans leur ménage d'un survivant de violence sexuelle qui a eu un enfant à la suite de la violence					83%	86%		85%
	% de femmes et d'hommes rapportant qu'ils accepteraient le retour d'un survivant de violence sexuelle dans leur communauté					90%	95%		93%
	% de femmes et d'hommes rapportant qu'ils accepteraient le retour d'un survivant de violence sexuelle dans leur ménage					86%	91%		89%
	% de femmes et d'hommes rapportant qu'ils accepteraient le retour dans leur ménage d'un survivant de violence sexuelle qui a contracté une maladie ou a souffert d'une blessure à la suite de la violence	83%	78%	87%	71%	83%	80%		82%
5.2_i	% de femmes et d'hommes qui sont 'd'accord' que les FARDC/PNC sont punis de manière appropriée s'ils commettent des violences sexuelles					22%	42%		32%
5.3.3_v	% de femmes et d'hommes qui considèrent que l'accès au services de soin de santé pour les survivants ('victimes') de violence dans leur village est "bon" ou "très bon"					17%	15%		16%
	% de femmes et d'hommes qui considèrent que l'accès au service de support psychologique pour les survivants ('victimes') de violence sexuelle dans leur village est "bon" ou "très bon"					7%	11%		9%
	% de femmes et d'hommes qui considèrent que l'accès aux services de réintégration pour les survivants ('victimes') de violence sexuelle dans leur village est "bon" ou "très bon"					5%	11%		8%

4 Conclusion - Observations et questions à prendre en compte

L'analyse, les conclusions, les observations et les recommandations présentées dans cette section du rapport ont été développées par la Cellule S&E, sur la base des données disponibles fournies par les différentes sources d'information.

Observations – Pilier 1 (Dialogue Démocratique)

La perception négative de la population sur la paix n'a pas changé dans la ZP de la Ruzizi depuis l'étude de base : 1 personne sur 10 déclare que son village/quartier est "très/extrêmement paisible" (**Indicateur 1_iii**). Une particularité a été observée autour d'Itombwe où moins d'une personne sur 10 pense que son village est "un peu paisible", tandis que presque toute la population dans la sous-zone pense que ses villages ne sont "pas du tout en paix". Cette situation coïncide avec le contexte sécuritaire de la sous-zone du secteur d'Itombwe, qui est caractérisé par la recrudescence de groupes armés et de comités d'autodéfense locaux. Selon les analyses issues de l'atelier de la deuxième phase du STAREC/ISSSS du 15-17 juillet 2014, dans ce secteur, la présence de l'État est particulièrement faible. Sa capacité à répondre aux défis sécuritaires est insuffisante. Il s'ensuit que la circulation des armes légères et de petit calibre, ainsi que les trafics de tous ordres y fleurissent².

L'espoir de retrouver la paix dans les villages de la ZP a baissé auprès de la population. Nous remarquons une réduction de la proportion des femmes et hommes (moins de 1 sur 10 contre 1 sur 5 lors de l'étude de base) qui s'attendent à ce que leurs villages/quartiers deviennent "très /beaucoup plus paisibles" dans un an (**Indicateur 1_iv**). Cette perception coïncide avec le fait que les arrangements nécessaires pour la mise en œuvre de l'accord du 31 décembre sur la conduite de la transition et la tenue des élections crédibles en RDC n'ont pas été mis en application.

La confiance de la population dans la capacité des projets de consolidation de la paix à adresser les problèmes les plus pertinents de la zone (**Indicateur 1.1_iii**) a relativement diminué/baissé. Aucune personne interviewée (femme/homme) dans le secteur d'Itombwe et à Uvira ville ne croit actuellement en la capacité des projets de paix à adresser les problèmes de leur zone tandis qu'une variation négative de 11 points est observée autour de la Plaine (**Indicateur 1.1_iii**).

Considérations possibles pour la programmation – Pilier 1

La détérioration des opinions sur la capacité des projets de paix à adresser les problèmes les plus pertinents de la zone renforce la pression pour que les projets présentent rapidement des actions concrètes en vue de convaincre une population largement sceptique de la valeur ajoutée du processus de stabilisation. Plus les actions sur le terrain tardent à se concrétiser, plus la population va douter de sa valeur ajoutée.

²

https://monusco.unmissions.org/sites/default/files/starec-uas-rapport_court-atelier_sur_lidentification_et_la_priorisation_des_zone_de_stabilisation_final.pdf

Opportunités pour le suivi et l'apprentissage ultérieurs – Pilier 1

La situation dramatique dans la sous-zone d'Itombwe - qui reste caractérisée par l'absence de paix et un niveau de confiance particulièrement bas dans les capacités du Gouvernement (provincial et national) à répondre aux défis sécuritaires - exige de la part des partenaires intervenant dans le domaine de la paix une réponse spécifique. Il peut être utile de continuer à impliquer les partenaires actifs dans la sous-zone dans l'identification plus précise des facteurs spécifiques de conflit, et de s'assurer qu'ils sont suffisamment intégrés dans le cadre de la mise en oeuvre de l'ISSSS.

Observations – Pilier 2 (Performance des FARDC en matière de PdC)

De manière générale, la perception de la population sur la performance des FARDC en matière de protection des civils (PdC) n'a pas considérablement changé depuis l'étude de base. La confiance et la cohésion entre la population et les FARDC semblent toujours régner dans la ZP de Ruzizi. La presque totalité de la population dit n'avoir jamais été victime de violences/crimes/mauvaises conduites de la part des FARDC (**Indicateur 2_ii**). La moitié environ a confiance en les FARDC pour assurer la sécurité dans ses villages/quartiers (**Indicateur 2_iii**). Presque le même pourcentage de femmes et d'hommes affirme se sentir « très sécurisés » ou « sécurisés » lorsqu'ils rencontrent une patrouille des FARDC (**Indicateur 2.2**). Cependant, les femmes sont moins confiantes quant à leur efficacité : presque 3 femmes sur 10, contre presque 6 hommes sur 10, se sentent en sécurité lors d'une rencontre avec ces patrouilles. La présence des FARDC et leurs capacités opérationnelles semblent être également limitées en matière de PdC : 1 personne sur 10 pense que les FARDC apportent une contribution « importante » ou « très importante » à sa sécurité (**Indicateur 2_iii a**).

Les cas de violations des droits de l'homme perpétrés par les FARDC visent de manière prépondérante les hommes : sur le total de 14 cas rapportés dans la ZP, un seul a eu pour victime une femme (**Indicateur 2_i b**)³. Cela peut expliquer un plus haut niveau de confiance envers les FARDC des femmes (5 femmes sur 10 contre 4 hommes sur 10) pour assurer la sécurité de leurs villages.

Par contre, la perception de la population sur l'efficacité des efforts des FARDC en matière de redevabilité pour la prévention des crimes perpétrés par les FARDC a diminué. 4 personnes sur 10 convenaient que ces efforts étaient efficaces lors de l'étude de base, contre moins d'un tiers de la population pour le premier semestre de l'année 2017 (**Indicateur 2.2.2_ii**).

Opportunités pour le suivi et l'apprentissage ultérieurs – Pilier 2

Afin d'interpréter correctement les résultats pour le Pilier 2 de la ZP, il sera important de mieux comprendre le contexte spécifique qui définit les relations entre FARDC et population civile dans la zone, et la pertinence de l'approche utilisée pour la réponse dans la programmation sous ce pilier dans le contexte de la ZP. Cela inclut le besoin de suivre la situation particulière dans la sous-zone d'Itombwe, y compris l'effectivité et la couverture réelles du déploiement des FARDC sur place.

³ Source : Bureau Conjoint des Droits de l'Homme (BCNUDH), ou JHRO en anglais

Cependant, pour pouvoir évaluer la performance effective des FARDC en matière de PdC, il est nécessaire d'avoir des informations supplémentaires sur la constitution et la motivation des corps des FARDC, et sur leur changement de comportement en matière de PdC. C'est pourquoi les projets sont fortement encouragés à contribuer au système de S&E de l'ISSSS afin de combler l'absence actuelle de ce type de données et de permettre une analyse plus approfondie dans les prochains rapports.

Observations – Pilier 3 (Restauration de l'Autorité de l'État)

Le niveau de performance du Gouvernement aux niveaux central, provincial et territorial reste très bas, comme au moment de l'étude de base. Moins d'une personne sur 10 pense que les actions de l'administration congolaise (aux niveaux central et provincial) et de l'administration territoriale sont efficaces dans la gestion des aspects clés, comme par exemple la réduction de la corruption, la lutte contre les violences sexuelles, la création de l'emploi, l'amélioration de la vie de la population, et la réduction de la pauvreté (**Indicateur 3.1_i**).

Un faible pourcentage d'hommes et de femmes apprécie les actions des différents niveaux du Gouvernement par rapport à la cohésion entre les différents groupes ethniques. Une autre particularité du secteur d'Itombwe est que moins d'une personne sur 10 apprécie les actions du Gouvernement, tous domaines confondus.

L'accès aux services de l'État n'a pas évolué. Presque 2 personnes sur 10 disent avoir accès aux services administratifs de l'État, et 1 personne sur 10 a accès au système judiciaire. On remarque une différence significative entre les sous-zones. Le secteur d'Itombwe se démarque en effet, avec une moyenne de seulement 2% des hommes et des femmes qui ont accès aux services de l'État. Cela pose la question de la présence de l'État dans ce secteur (**Indicateur 3.1_i**).

Moins d'un tiers de la population atteste que les agents de l'État sont performants pour la fourniture de services de qualité. La même portion de la population pense que ces agents traitent tous les groupes ethniques de la même manière. La qualité des services fournis par les agents de l'État est moins appréciée chez les femmes (7 femmes sur 10, contre 5 hommes sur 10) (**Indicateur 3.1.1_i**).

La confiance dans le système judiciaire est faible. Moins d'une personne sur 10 accepte/est fortement d'accord que les décisions de la justice sont prises dans les délais prévus, sont rendues équitablement et sont bien exécutées. Par contre, presque la moitié de la population pense que les acteurs de la justice et le système judiciaire lui-même sont corrompus. Les hommes sont moins confiants envers les acteurs de la justice que les femmes : plus de 2/3 des hommes, contre à peu près 1/3 des femmes, sont d'accord avec l'affirmation selon laquelle que ces acteurs sont corrompus.

La population semble ne pas apprécier la performance de la police dans la fourniture de ses services : plus de 2/3 de la population pensent que la PNC ne travaille sur un cas que lorsqu'elle est payée. Cela est particulièrement prononcé dans le secteur d'Itombwe, où presque l'entièreté de la population a cette perception.

La méfiance de la population envers les représentants provinciaux et nationaux n'a pas évolué : comme lors de l'étude de base, moins d'une personne sur 10 pense que le Gouvernement provincial et national représente leurs intérêts⁴.

Considérations possibles pour la programmation – Pilier 3

Il est naturel de se poser la question de la présence de l'État dans certaines zones, notamment celle du secteur d'Itombwe. Même dans les zones dans lesquelles on signale une relative présence de l'État, son efficacité dans la gestion des problèmes clés de la société est remise en cause par la population. Face à cette situation, les projets actuels (FCS et alignés) ne couvrent ni le Résultat Intermédiaire 3.1.3 ni le Résultat global 3.3, qui visent à augmenter la disponibilité des ressources financières et à promouvoir le développement d'un cadre régulateur, légal, administratif et cohérent qui puisse favoriser la gouvernance locale. Cela ne facilite pas le rétablissement des fonctions régulières de l'État dans la ZP de la plaine de Ruzizi.

En tout état de cause, le problème du déploiement et de la prise en charge des agents de l'État reste un défi majeur dans la restauration de l'autorité de l'État dans la ZP de la plaine de la Ruzizi.

Observations – Pilier 4 (Résilience Socio-économique au Conflit)

Du point de vue économique, la majorité de la population est pauvre, et seulement 5% des ménages ont un revenu moyen compris entre 151 et 300\$ (par ménage). On remarque une légère progression de la part de la population dépendant des activités traditionnelles. Il est donc important de s'interroger sur la pertinence d'encourager la diversification des sources des revenus dans la programmation dans la ZP.

On note que la ville d'Uvira se démarque de cette tendance : 1/3 seulement de la population dépend des activités traditionnelles. Étant une ville, il est naturel que les sources de revenus y soient plus diversifiées. Dans la ville d'Uvira, en dehors de l'agriculture, 1 personne sur 10 est dans le petit commerce et l'élevage, alors que le reste réalise un travail intellectuel (ONG, Administration publique...)

L'agriculture semble intéresser la majorité de la population, dont la moitié fait de l'agriculture son activité principale. Par contre, l'accès à la terre a diminué : seulement 2 personnes sur 10 (contre 3 sur 10 lors l'étude de base) ont actuellement accès à la terre (**Indicateur 4.2.2_ii**).

L'accès aux marchés (**Indicateur 4.2.1_iv**) a également diminué depuis l'étude de base, et actuellement moins de 2 personnes sur 10 ont un bon ou un très bon accès aux marchés. Les femmes semblent accéder plus facilement aux marchés que les hommes : 2 femmes sur 10 (contre 1 homme sur 10)

⁴ La formulation des indicateurs qui mesurent le niveau de confiance de la population envers les différents niveaux administratifs a légèrement changé entre l'étude de base (données de juin-décembre 2016) et la période de rapportage courante (janvier-juin 2017). La formulation originale était « Selon vous, comment est-ce que les élus nationaux représentent les intérêts et opinions de la population ? », alors que la version courante est « Selon vous, comment est-ce que le gouvernement central représente les intérêts et opinions de la population ? ». La Cellule S&E continue à comparer ces indicateurs, mais cela augmente la marge d'erreur des données.

pensent que leur accès à la terre est bon. De son côté, l'accès au crédit n'a pas évolué : moins d'une personne sur 10 a accès au crédit (**Indicateur 4.2.3_i**).

La cohésion sociale semble globalement se renforcer : 4 personnes sur 5 attestent dans cette période de rapportage que les gens dans leur zone travaillent souvent ou parfois avec les membres d'autres groupes ethniques, comparé avec la moitié de la population au cours du semestre précédent. (**Indicateur 4.3_i**). Ce renforcement est particulièrement notable dans le sous-zone de Itombwe, où le 100% des femmes et des hommes déclarent actuellement « travailler souvent ou parfois avec des membres d'autres groupes ethniques ». Ce changement est d'autant plus surprenant qu'il s'est produit dans une période relativement courte (6 mois), et nous suivrons donc de près ces développements lors du prochain rapport.

Opportunités pour le suivi et l'apprentissage ultérieurs – Pilier 4

Comment expliquer une réduction de l'accès à la terre dans une zone agricole ? Ces terres ont-elles été expropriées ou une partie de la population s'est-elle plutôt orientée vers la diversification des sources des revenus ? Comment l'accès au marché a-t-il tellement diminué dans les sous-zones d'Itombwe et d'Uvira ville ? Quels sont les facteurs qui peuvent expliquer le renforcement de la cohésion sociale dans la ZP de la plaine de la Ruzizi ?

L'explication sur les changements dramatiques observés dans les opinions de la population depuis l'étude de base ne pourra pas être donnée dans ce rapport avec les données disponibles aujourd'hui. En effet, les données des projets qui seront collectées lors de leur mise en œuvre, ainsi que le suivi des tendances lors du prochain rapport fourniront davantage de détails pour nous permettre de confirmer ou d'expliquer ce changement.

Observations – Pilier 5 (Prévention des VSBG)

Les perceptions de la population sur les violence sexuelle et basée sur le genre (VSBG) n'ont pas changé depuis l'étude de base. La semble ne pas être particulièrement répandue dans la zone. Plus des 2/3 de la population affirme que le consentement est toujours nécessaire dans une relation sexuelle, y compris dans le mariage (**Indicateur 5.1_i**). Le rapportage des cas des VS n'a pas changé depuis l'étude de base : presque personne n'a signalé avoir subi des violences physiques ou sexuelles au cours des 6 derniers mois, et une partie exigüe de la population connaît personnellement un/une survivant(e) de VS.

L'accès aux services de prise en charge psychosociale semble manquer dans cette zone. Très peu des gens considèrent que l'accès aux services de soutien psychologique aux survivants de violence sexuelle dans leur village est "bon" ou "très bon".

Considérations possibles pour la programmation – Pilier 5

Les données sur la fréquence de cas de VSBG et les facteurs y contribuant ne permettent pas de juger si la couverture programmatique du Pilier 5 est adéquate, ou si davantage de projets devraient être mis en place pour aider à prévenir et répondre aux cas de VSBG dans la ZP. Il peut être nécessaire de revoir encore cette question dans les prochains rapports de suivi et d'engager les partenaires de mise en œuvre dans cette discussion.

Annexe V– Zone Prioritaire de Kalehe, Province du Sud-Kivu

Liste des Acronymes

BCNUDH	Bureau Conjoint des Nations Unies pour les Droits de l’Homme (<i>JHRO</i> en anglais)
Cellule S&E	Cellule Suivi et Evaluation (<i>M&E Cell</i>)
CISPE	Consortium pour la Stabilisation Intégrée et la Paix en RDC Orientale
CPLUP	<i>Community Participatory Land Use planning</i>
DH	Droits de l’Homme
ETD	Entités Territoriales Décentralisées
FARDC	Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FARM	Sécurité alimentaire et accès inclusif aux ressources pour un développement du marché sensible au conflit (<i>Food security and inclusive Access to Resources for conflict sensitive Market development</i>)
FCS	Fonds de Cohérence pour la Stabilisation
FDLR	Forces démocratiques de libération du Rwanda
IA	International Alert
IDP	Déplacés Internes (<i>Internally Displaced Persons</i>)
ISSSS	Stratégie internationale d'appui en matière de sécurité et de stabilisation
MONUSCO	Mission de l’ONU pour la Stabilisation en République démocratique du Congo
NK	Nord-Kivu
OG	Objectif Global
OIM	Organisation Internationale pour la Migration
ONU	Organisation des Nations Unies
OS	Objectif Spécifique
PdC	Protection des Civils
PNC	Police Nationale Congolaise
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement (<i>UNDP</i> en anglais)
RDC	République Démocratique du Congo
RG	Résultat Global
RI	Résultat Intermédiaire
SFCG	<i>Search For Common Ground</i>
SSR	Réforme du Secteur Sécuritaire (<i>Lobi Mokolo Ya Sika</i>)
UAS	Unité d’Appui à la Stabilisation
VSBG	Violence Sexuelle et Basée sur le Genre
ZP	Zone Prioritaire

1 Présentation de l'Annexe V – Kalehe (Province du Sud-Kivu)

Cette annexe présente une projection programmatique de l'ISSSS dans la zone prioritaire (ZP) de Kalehe pour le premier semestre de l'année 2017. Il présente une projection programmatique de l'ISSSS dans la zone prioritaire (ZP) de Kalehe pour la période allant de janvier à juin 2017. Il s'agit d'une cartographie des projets harmonisés qui sont actuellement en cours de mise en œuvre ou « en développement » (c.-à-d. dans la phase préliminaire, ou dans les étapes finales de conception), mais dont le démarrage est prévu incessamment).

Elle donne également un aperçu succinct des données de base de l'ISSSS dans la ZP de Kalehe, couvrant la période de janvier à juin 2017. Cette période est en effet la première pour laquelle des données de suivi complètes ont été rendues disponibles. Ces données constituent donc une base de référence à laquelle les résultats de futures collectes des données seront comparés.

Ce rapport constitue l'étude de base pour la ZP de Kalehe pour le premier semestre de l'année 2017 et présente un ensemble d'observations provisoires et préliminaire sur la programmation de l'ISSSS dans la ZP. Il est cependant important de souligner que ces observations visent à aider et informer les parties prenantes dans la poursuite du débat sur les tendances et les options de programmation dans la ZP. Par conséquent, elles ne prétendent pas être définitives ou à accepter comme telles, elles sont au contraire destinées à alimenter le débat. La remise en question, la révision et l'affinement des observations dans le cadre de ce débat font en effet partie intégrante du processus de suivi et d'apprentissage au sein de la Cellule S&E de l'UAS.

2 État de la programmation ISSSS - ZP de Kalehe (Sud-Kivu)

Cette section donne un aperçu de l'état de la programmation dans la zone prioritaire (ZP) de Kalehe. Elle présente en particulier :

- Une **brève description des différents programmes et interventions** actuellement mis en œuvre dans la ZP de Kalehe en partenariat avec l'ISSSS, c'est-à-dire financés soit à travers le Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS), soit par des accords bilatéraux (*programmes alignés*) ;
- Un aperçu de comment ces **interventions couvrent les éléments de résultats de l'ISSSS à travers ses cinq piliers** ; et des observations provisoires sur la mesure dans laquelle tous les éléments nécessaires sont pris en compte ;
- Une vision légèrement plus approfondie de **l'état de la programmation ISSSS pilier par pilier**, sur la base de l'état d'avancement des projets ISSSS de janvier à juin 2017, avec quelques réflexions additionnelles sur les implications pour la mise en œuvre de la stratégie au cours des mois à venir.

Aperçu des interventions ISSSS dans la zone prioritaire de Kalehe

Le Tableau 1 ci-dessous énumère les projets actuellement mis en œuvre, ou programmés pour les mois à venir, dans le cadre de l'ISSSS dans la zone prioritaire de Kalehe. Pour chacun, le tableau présente les informations relatives aux *organisations lead* respectives, la période prévue de mise en œuvre, ainsi que les aires thématiques dans lesquelles ils s'inscrivent.

Tableau 1 : Aperçu des interventions à Kalehe associées à l'ISSSS (alignées et FCS)

Type	Titre (Organisation Lead)	Période de mise en œuvre	Aire(s) thématique(s)
FCS	Projet de consolidation du projet intégré du Nord Kalehe (PNUD)	Juin 2017-juin 2018	Soutien au processus de stabilisation, Performance améliorée des agents de l'État dans la fourniture de services et renforcement de la cohésion sociale et la résilience des communautés à travers la réinsertion sociale des groupes vulnérables et la relance économique.
Alignées	Inawezekana ARC/ ZOA	En cours (fin prévue en 2021)	Augmentation de la participation inclusive de la population dans la prise de décision et la résolution de conflits au niveau de communautaire. Augmentation de l'inclusivité et de la transparence de la gouvernance de la part des autorités traditionnelles, des institutions de sécurité, et des gouvernements local, provincial et national. Inclusion de jeunes et création des opportunités économiques durables et attractives pour les jeunes, femmes et groupes vulnérables.
	Community Participatory Land Use planning (CPLUP) au Nord-Kivu, au Sud-Kivu et en Ituri	En cours (fin prévue en 2018)	Réduction des conflits fonciers dans les zones sélectionnées touchées par les conflits, à travers une approche intégrée de planification et de gestion de l'utilisation des terres basée sur la propriété et la participation des diverses parties prenantes ainsi que des acteurs clés des établissements

Le panorama global des projets à Kalehe

Pris en compte dans leur ensemble, les projets mentionnés dans le Tableau 1 répondent aux cinq piliers de l'ISSSS, à différents degrés :

- Pour cette période, la couverture programmatique du pilier 2 (Performance des FARDC en matière de Protection des Civils, PdC) et du pilier 5 (Prévention des VSBG) est encore en cours de

développement dans la ZP de Kalehe. Moins de la moitié des résultats de chacun de ces piliers sont actuellement couverts par au moins un projet ;

- La couverture de tous les autres piliers : 1 (Dialogue Démocratique), 3 (Restauration de l'Autorité de l'État), et 4 (Résilience Socio-économique au Conflit) est relativement avancée, dans la mesure où plus de la moitié des résultats du pilier sont couverts par au moins un projet.

Le Tableau 2 ci-dessous donne une vue d'ensemble de l'état de la programmation par pilier thématique dans la ZP Kalehe.

Tableau 2: État de la programmation dans la ZP de Kalehe (Sud-Kivu), tous programmes, juillet 2017

Pilier	Contribution visée à la mise en œuvre de l'ISSSS	Couverture du cadre de résultats ISSSS ¹
Pilier 1	<i>Création d'un dialogue (démocratique) participatif et inclusif pour assurer un processus politique et communautaire de transformation des conflits ciblés</i>	Avancée
Pilier 2	<i>Amélioration de la performance des FARDC dans la PdC et des relations communautaires - FARDC</i>	En cours de développement
Pilier 3	<i>Accroissement du rôle (bénéfique) et de la présence de l'État congolais (en particulier des autorités locales) dans les zones prioritaires</i>	Avancée
Pilier 4	<i>Augmentation du flux équitable de ressources vers les populations à risque (femmes, hommes, filles et garçons), et de la cohérence en leur sein, en particulier en ce qui concerne les déplacés et les populations de retour</i>	Avancée
Pilier 5	<i>Assurance que les réformes du secteur sécuritaire (Piliers 2 et 3) et le renforcement des capacités étatiques au niveau local (Pilier 3) prennent suffisamment en compte la lutte aux VSBG, en tant que symptôme et facteur de conflit dans les zones prioritaires</i>	En cours de développement

Programmation pour le Pilier 1 (Dialogue Démocratique)

Au regard du tableau 3 ci-dessous, la programmation du pilier 1 vise fondamentalement à mettre en place et à rendre opérationnels des mécanismes de supervision participatifs et inclusifs pour le développement des plans d'actions conjoints et sensibles au genre au niveau communautaire.

Dans leur version initiale, aucun des projets n'appuyait la création de compacts réalisables au niveau provincial (menée par l'UAS dans le cadre de ses responsabilités de bons offices) ; ou l'engagement continu des autorités nationales dans leur mise en œuvre. L'attention était essentiellement portée sur les activités au niveau communautaire et sur l'établissement d'un consensus, plutôt que sur l'encouragement d'actions législatives ou politiques de la part du Gouvernement. Cependant, grâce aux bons offices de l'Unité d'Appui à la Stabilisation, les partenaires de mise en œuvre ont obtenu l'engagement du gouvernement dans les processus provinciaux de stabilisation à travers la validation du pacte pour le Sud-Kivu en juin dernier. Ce compact contient des accords importants avec les autorités provinciales sur les aspects en rapport avec :

- La maintenance des routes, l'accès au territoire, l'imposition illégale, le déploiement des agents de l'État, la coordination des activités de stabilisation et le soutien à la STAREC
- Le soutien aux activités de stabilisation de la communauté internationale, y compris les bailleurs et la MONUSCO
- La supervision et le contrôle (chaque trimestre) de la mise en pratique des engagements, en particulier en ce qui concerne les programmes ISSSS dans les ZP de Kalehe-Nord et de Ruzizi.

¹ **Complète** : Tous les résultats de l'ISSSS sont couverts par des projets ; **Avancée** : La plupart des résultats sont couverts par des projets ; **En cours de développement** : une minorité de résultats sont couverts par les projets.

Le Tableau 3 ci-dessous donne une vue d'ensemble de la couverture actuelle des résultats et de la contribution planifiée de la part des projets aux résultats globaux et intermédiaires (RG et RI) du pilier 1 du cadre logique de l'ISSSS.

Tableau 3 : Panorama des programmes ISSSS à Kalehe, Pilier 1 (Dialogue Démocratique)

Objectif / résultat		Projets harmonisés
OS 1	Soutien à l'ISSSS au niveau communautaire	
RG 1.1	Processus locaux de stabilisation alignés sur les priorités des communautés	(FCS) PNUD (A) : ARC (A) : CPLUP ²
RI.1.1.1	Plans d'action conjoints développés et approuvés par les communautés	(FCS) PNUD (A) : ARC (A) : CPLUP
RI 1.1.2	Plans d'action conjoints rassemblés dans les conventions sectorielles	Non couvert
RI 1.1.3	Autorités nationales engagées et agissant sur la base des conventions sectorielles	Non couvert
RG 1.2	Soutien maintenu des communautés pour la stabilisation	(FCS) PNUD (A) : CPLUP
RI 1.2.1	Mécanismes de supervision établis et fonctionnels	(FCS) PNUD (A) : CPLUP (A) : ARC

Programmation sous le Pilier 2 (Performance des FARDC en matière de Protection des Civils)

Aucun programme n'intervient dans le cadre du pilier 2 de l'ISSSS.

Programmation sous le Pilier 3 (Restauration de l'Autorité de l'État)

Au regard du tableau 4 ci-dessous, la programmation du pilier 3 dans la zone de Kalehe couvre la majeure partie des résultats. Elle se focalise sur l'accès aux services, la performance des agents de l'État, la disponibilité des infrastructures, la mise en place des structures de supervision et de planification participatives locales et l'amélioration de la conscience des agents afin d'accroître le rôle bénéfique de l'État congolais dans la gouvernance locale.

Cependant, certains Résultats Intermédiaires (RI) ne sont pas encore couverts dans la ZP de Kalehe, comme : le besoin d'allocations majeures du niveau national aux ETD afin de financer l'extension des services publics fournis (**RI 3.1.3**) ; la présence d'un cadre réglementaire/légal favorable et cohérent pour la gouvernance dans la ZP (**RI 3.3**) ; et la capitalisation des expériences et exigences financières légales afin d'améliorer la présence et le rôle bénéfique de l'État dans la zone.

Plusieurs facteurs dans la matrice de risques de l'ISSSS peuvent affecter le travail sous le Pilier 3. En particulier, le contexte politique national actuel (centralisation du pouvoir, obstructionnisme et

²² Le programme CPLUP est aligné, mais il n'a pas encore partagé ses données avec la Cellule S&E

absence de réformes, y compris financières, par exemple en ce qui concerne la paie) est susceptible d'entraver ou d'annuler le travail des projets.

Le Tableau ci-dessous donne un aperçu sur la couverture actuelle des résultats et de la contribution planifiée de la part des projets aux résultats globaux et intermédiaires (RG et RI) du pilier 3 du cadre logique de l'ISSSS.

Tableau 4 : Panorama des programmes ISSSS à Kalehe, Pilier 3 (Restauration de l'Autorité de l'État)

Objectif / résultat		Projets harmonisés
OS 3	Rôle et présence bénéfiques de l'État congolais « régulier » accrus dans la gouvernance locale	
RG 3.1	Accès aux services pertinents de l'État amélioré	(FCS) PNUD (A) : CPLUP
RI 3.1.1	Performance améliorée des agents de l'État dans la fourniture de services	(FCS) PNUD (A) : ARC
RI 3.1.2	Disponibilité/accès accrus aux infrastructures physiques etc. pour la fourniture de services	(FCS) PNUD
RG 3.1.3	Disponibilité accrue de ressources financières pour une fourniture de services viable	Non couvert
RG 3.2	Redevabilité et réactivité des institutions étatiques améliorées	(FCS) PNUD (A) : ARC (A) : CEPLUP
RI 3.2.1	Structures de supervision et de planification participatives locales établies et opérationnelles	(FCS) PNUD
RI 3.2.2	Population locale et société civile agissant sur la base de leurs propres responsabilités et droits vis-à-vis des autorités locales	(FCS) PNUD
RI 3.2.3	Conscience accrue des agents de l'État par rapport à leurs devoirs et responsabilités formels et aux effets destructeurs de la corruption	(FCS) Consortium PNUD
RG 3.3	Cadre réglementaire/légal favorable et cohérent pour la gouvernance locale mis en place	Non couvert
RI 3.3.1	Autorités locales/ETD préparées à la dévolution des pouvoirs et la rétrocession des finances	(FCS) PNUD
RI 3.3.2	Division des responsabilités entre autorités formelles et traditionnelles codifiée	(FCS) PNUD
RI 3.3.3	Leçons tirées pour une présence locale accrue de l'État prises en compte par les autorités nationales	Non couvert

Programmation sous le Pilier 4 (Résilience Socio-économique aux conflits)

Au regard du tableau 5 ci-dessous, la programmation sous le Pilier 4 à Kalehe couvre la plupart des composantes des résultats associés : amélioration des conditions économiques pour le développement économique à long terme et la stabilisation (**RG 4.2**) ; assistance spécifique pour l'amélioration de l'accès à la terre (conflits liés à la terre réduits, meilleur accès à la gouvernance de la terre, planification de l'utilisation des terres). La programmation ISSSS prévoit également un soutien pour le renforcement des liens sociaux et de la cohérence sociale au sein des communautés (**RG 4.3**).

Parmi les résultats non couverts, nous pouvons citer la création d'emplois rémunérés, liée à la stabilisation à long terme des économies locales (**RI 4.2.5**) et la prise en charge psychosociale des groupes vulnérables (**RI 4.3.1**).

L'instabilité politique et la recrudescence des groupes armés dans cette zone constituent un risque majeur pour la réussite des actions menées dans le cadre du pilier 4 dans la ZP de Kalehe.

Le Tableau ci-dessous donne un aperçu sur la couverture actuelle des résultats et de la contribution planifiée de la part des projets aux résultats globaux et intermédiaires (RG et RI) du pilier 4 du cadre logique de l'ISSSS.

Tableau 5 : Panorama des programmes ISSSS à Kalehe, Pilier 4 (Résilience Socio-économique aux conflits)

Objectif / résultat		Projets harmonisés
OS 4	Flux équitable des ressources (opportunités génératrices de revenus et économiques ; appui socio-économique)	
RG 4.1	Participation accrue aux mécanismes pour l'emploi et stabilisation des revenus à court terme	(FCS) PNUD (A) : ARC
RI 4.1.1	Disponibilité accrue de subventions pour moyens de subsistance et de démarrage, et de mécanismes "argent-contre-travail"	(FCS) PNUD
RI 4.1.2	Accès amélioré aux services	(FCS) PNUD (A) : CPLUP
RG 4.2	Conditions plus favorables pour le redressement économique local	(FCS) PNUD
RI 4.2.1	Accès accru et maintenu aux marchés	(FCS) PNUD
RI 4.2.2	Accès amélioré et sécurisé à la terre et aux ressources naturelles	(FCS) PNUD (A) : CPLUP (A) : ARC
RI 4.2.3	Accès maintenu et accru au crédit (tous les groupes)	(FCS) PNUD (A) : ARC
RI 4.2.4	Accès amélioré aux opportunités de formation	(A) : ARC
RI 4.2.5	Accès amélioré à des emplois rémunérés	Non couvert
RG 4.3.	Liens sociaux entre et au sein des communautés renforcés	(FCS) PNUD (A) : ARC
RI 4.3.1	Besoins psychosociaux des groupes vulnérables/marginalisés de la communauté adressés	Non couvert
RI 4.3.2	Confiance accrue inter- et intracommunautaire	(FCS) PNUD (A) : ARC

Programmation sous le Pilier 5 (Prévention des Violences Sexuelles et Basées sur le Genre (VSBG))

Aucun programme n'intervient dans le cadre du pilier 5.

3. Données sur les Résultats de l'ISSSS – ZP de Kalehe

Cette section du rapport présente une fiche de données récapitulative pour les indicateurs du cadre logique de l'ISSSS pour lesquels des données étaient disponibles lors de cette phase de rapportage.

L'échantillon des données de perception est fait au niveau de la zone prioritaire, c'est à dire que les données sont statistiquement représentatives de la population de la ZP (pas spécifiquement des bénéficiaires, ou des interviewés). La zone prioritaire a été divisée en 2 sous-zones lors de la constitution des échantillons de population : la chefferie de Buhavu a été divisée en une première, nommée « Haut Plateau » et une seconde, nommée « Littoral ».

La fiche ci-dessous présente les données du Bureau Conjoint des Nations Unies pour les Droits de l'Homme (BCNUDH, ou *JHRO* en anglais) : ces données se réfèrent au territoire de Kalehe, où sont situées les deux sous-zones du "Haut Plateau" et du "Littoral". Le sexe des victimes mineures n'est pas enregistré dans les données du JHRO. Les enfants ne sont donc inclus que dans le « Grand Total » des victimes.

La section qui suit contient une présentation et une analyse générale de données sélectionnées, qui souligne les tendances globales et les changements principaux des données entre une période et l'autre. La Cellule S&E prévoit de publier chaque trimestre un rapport nommé « Actualité de la stabilisation », qui analyse d'une manière plus approfondie certaines questions soulevées lors de ce rapport ; les parties prenantes de l'ISSSS sont invitées à contacter la Cellule et à lui soumettre leurs requêtes à cet effet.

Tableau 6 : Données sur les Résultats ISSSS - Kalehe, Piliers 1 et 2, janvier à juin 2017

Indicateur ISSSS #	Indicateur ISSSS (FR-court)		Janvier-Juin 2017	
			Kalehe Haut-Plateau	Kalehe Littoral
1_iii	% de femmes et d'hommes déclarant que leurs villages / quartiers sont "très" ou "extrêmement" paisibles		6%	29%
1_iv	% de femmes et d'hommes s'attendant à ce que leur village/ quartier devienne plus paisibles dans un an		36%	42%
1.1_iii	% de femmes et d'hommes déclarant que les projets de paix sont "très bons" or "extrêmement bons" à faire face aux problèmes les plus importants de leur région		1%	7%
2_i (a) (ITEM)	# d'incidents signalés dans les localités de la zone prioritaire perpétrés par des Groupes Armés contre des femmes, des filles, des garçons et des hommes.		0 incident(s)	0 incident(s)
2_i (b) (ITEM)	# d'incidents signalés dans les localités de la zone prioritaire perpétrés par des FARDC contre des femmes, des filles, des garçons et des hommes.		0 incident(s)	0 incident(s)
2_i (c) (ITEM)	# d'incidents signalés dans les localités de la zone prioritaire perpétrés par des auteurs inconnus contre des femmes, des filles, des garçons et des hommes.		0 incident(s)	0 incident(s)
2_i (a) (JHRO)	# Violations des droits humains (VDH) perpétrés par des Groupes Armés contre des femmes, des filles, des garçons et des hommes	Droit à la vie	Exécutions extrajudiciaires et arbitraires	1 incident(s)
			Autres	0 incident(s)
		Intégrité physique	Violence sexuelle	1 incident(s)
			Torture & traitements cruels, inhumains ou dégradants	2 incident(s)
		Liberté et Sécurité (incl. arrestation arbitraire et détention illégale)		4 incident(s)
		Propriété		6 incident(s)
2_i (b) (JHRO)	# Violations des droits humains (VDH) perpétrés par des FARDC contre des femmes, des filles, des garçons et des hommes	Droit à la vie	Exécutions extrajudiciaires et arbitraires	0 incident(s)
			Autres	0 incident(s)
		Intégrité physique	Violence sexuelle	1 incident(s)
			Torture & traitements cruels, inhumains ou dégradants	0 incident(s)
		Liberté et Sécurité (incl. arrestation arbitraire et détention illégale)		1 incident(s)
		Propriété		1 incident(s)
2_i (c) (JHRO)	# Violations des droits humains (VDH) perpétrés par des autres agents de l'Etat (PNC, ANR, aut.) contre des femmes, des filles, des garçons et des hommes	Droit à la vie	Exécutions extrajudiciaires et arbitraires	0 incident(s)
			Autres	0 incident(s)
		Intégrité physique	Violence sexuelle	0 incident(s)
			Torture & traitements cruels, inhumains ou dégradants	0 incident(s)
		Liberté et Sécurité (incl. arrestation arbitraire et détention illégale)		2 incident(s)
		Propriété		1 incident(s)
2_ii	% de femmes et d'hommes rapportant avoir été victime d'une mauvaise conduite de FARDC au cours de l'année écoulée		1%	1%
2_ii (a)	% de femmes et d'hommes qui ont été aidés par les FARDC au cours de l'année écoulée		2%	3%
2_iii	% de femmes et d'hommes qui ont confiance envers les FARDC pour assurer la sécurité de leur quartier ou village		21%	63%
2_iii (a)	% de femmes et d'hommes qui pensent que les FARDC apportent une "grande" ou "très grande" contribution à leur sécurité		0%	9%
2.1_iii	% de femmes et d'hommes qui ont payé "lala salama"/ les contributions de sécurité aux FARDC au cours des 6 derniers mois		0%	2%
2.2	% de femmes et d'hommes se sentant "très en sécurité" ou "en sécurité" lorsqu'ils rencontrent une patrouille de FARDC		46%	47%
2.2.2_i	% de femmes et d'hommes qui sont d'accord que les victimes de crimes de FARDC ont la possibilité de se plaindre		36%	49%
2.2.2_ii	% de femmes et d'hommes qui sont d'accord que les efforts de responsabilisation des FARDC sont en cours		38%	29%
2.2.2_iii	% de femmes et d'hommes qui sont d'accord que les FARDC sont 'impunis' (pour les crimes)		86%	71%

Tableau 7 : Données sur les Résultats ISSSS - Kalehe, Pilier 3, janvier à juin 2017

Indicateur ISSSS #	Indicateur ISSSS (FR-court)	Janvier-Juin 2017	
		Kalehe Haut-Plateau	Kalehe Littoral
3_i [gouv. central]	% de femmes et d'hommes évaluant la performance du gouvernement central comme 'très bonne' or 'bonne' à travers les domaines thématiques suivants (indice global):		
	Combattre la corruption	0%	1%
	Combattre la violence sexuelle	12%	24%
	Créer de l'emploi	0%	1%
	Assurer la sécurité	1%	3%
	Etablir la paix dans l'est de la RDC	1%	5%
	Améliorer la vie des Congolais	0%	1%
	Réduire la pauvreté	0%	3%
	Unifier les différents groupes ethniques	16%	7%
3_i [gouv. provincial]	% de femmes et d'hommes évaluant la performance du gouvernement provincial comme 'très bonne' or 'bonne' à travers les domaines thématiques suivants (indice global)		
	Assurer la sécurité	0%	3%
	Améliorer la vie des Congolais	0%	1%
	Préparer les élections démocratiques	2%	0%
	Unifier les différents groupes ethniques	22%	10%
3_i [gouv. territorial]	% de femmes et d'hommes évaluant la performance du gouvernement territorial / La Mairie comme étant 'très bonne' or 'bonne' à travers les domaines thématiques suivants (indice global)		
	Assurer la sécurité	1%	17%
	Améliorer la vie des Congolais	1%	13%
	Préparer les élections démocratiques	2%	9%
	Unifier les différents groupes ethniques	35%	35%
3.1_i	% de femmes et d'hommes qui indiquent qu'ils ont un 'bon' or 'très bon' accès aux services administratifs de l'Etat (état civil)	2%	23%
	% de femmes et d'hommes qui indiquent qu'ils ont un 'bon' or 'très bon' accès aux services d'administration foncière de	1%	18%
	% de femmes et d'hommes qui indiquent qu'ils ont un 'bon' or 'très bon' accès au système judiciaire civil national	0%	12%
3.1.1_i [global]	% de femmes et d'hommes 'd'accord', 'tout à fait d'accord' avec les déclarations suivantes sur la performance des fonctionnaires des agents de l'Etat:		
	Les agents de l'Etat ont les compétences requises pour fournir de bons services	46%	68%
	Les agents de l'Etat traitent tous les groupes ethniques de la même manière	58%	29%
	Les agents de l'Etat travaillent sur les cas sans payment d'incitation	32%	17%
	Les agents de l'Etat travaillent rapidement sur les cas	37%	23%
3.1.1_i [justice]	% of women and men 'agreeing', 'strongly agreeing' with the following statements on the performance of judicial officials:		
	Les décisions de tribunaux sont bien exécutées	14%	6%
	Les décisions des tribunaux sont prises de manière équitable	29%	6%
	La justice est rapide	4%	6%
	Les tribunaux traitent les gens de manière égale et équitable	32%	6%
	Les procès sont équitables	32%	6%
	Les acteurs de la justice (du système de) sont corrompus	93%	85%
3.1.1_i [police]	% de femmes et d'hommes 'd'accord', 'tout à fait d'accord' avec les déclarations suivantes sur la performance des fonctionnaires de la police/PNC		
	Il est possible d'éviter l'arrestation si on paie la police	93%	83%
	La police reste impunie (des crimes qu'elle commet)	77%	65%
	La police travaille seulement sur les cas après le payment d'une incitation	96%	79%
	La police traite tous les groupes ethniques de la même manière	78%	52%
3.2_i	% de femmes et d'hommes indiquant que le gouv. national représente 'bien' ou 'très bien' l'intérêt de la population	0%	2%
	% de femmes et d'hommes indiquant que le gouv. provincial représente 'bien' ou 'très bien' l'intérêt de la population	0%	3%
	% de femmes et d'hommes indiquant que le gouv. territorial & 'la mairie' représente 'bien' ou 'très bien' l'intérêt de la pop.	4%	37%
	% de femmes et d'hommes indiquant que les autorités locales représentent 'bien' ou 'très bien' l'intérêt de la population	24%	46%
3.2.2_ii	% de femmes et d'hommes qui indiquent qu'ils trouvent "très" ou "extrêmement" acceptable de payer les 'taxes officielles' (par exemple, 'les taxes réelles', pas 'les taxes inventées').	12%	36%

Tableau 8 : Données sur les Résultats ISSSS - Kalehe, Piliers 4 et 5, janvier à juin 2017

Indicateur ISSSS #	Indicateur ISSSS (FR-court)	Janvier-Juin 2017	
		Kalehe Haut-Plateau	Kalehe Littoral
4_i	Revenu mensuel moyen du ménage		
4_ii	% des ménages dépendant d'activités traditionnelles comme activité économique principale (agriculture, pêche, élevage)	87%	84%
4.2.1_iv	% de femmes et d'hommes déclarant avoir un "bon" ou "très bon" accès aux marchés	2%	27%
4.2.2_ii:	% de femmes et d'hommes déclarant avoir un "bon" ou "très bon" accès à la terre	17%	53%
4.2.3_i	% de femmes et d'hommes indiquant avoir accès au crédit, si nécessaire	5%	11%
4.2.5_i:	% de femmes et d'hommes déclarant avoir eu un emploi rémunéré pendant au moins une semaine durant les 3 derniers mois	5%	13%
4.3_i	% de femmes et d'hommes qui indiquent que les gens de leur région se marient "souvent" ou "parfois" avec des membres d'autres groupes ethniques	74%	91%
	% de femmes et d'hommes qui indiquent que les gens de leur région participent "souvent" ou "parfois" à des activités/cérémonies culturelles avec des membres d'autres groupes ethniques	87%	94%
	% de femmes et d'hommes qui indiquent que les gens de leur région travaillent "souvent" ou "parfois" ensemble avec des membres d'autres groupes ethniques	88%	94%
	% de femmes et d'hommes qui indiquent que les gens de leur région fréquentent "souvent" ou "parfois" des lieux de culte ensemble avec des membres d'autres groupes ethniques	92%	97%
5_ii	% de femmes et d'hommes signalant avoir été victimes de violence physique ou sexuelle au cours des six derniers mois	0%	0%
5_iii	% de femmes et d'hommes qui connaissent personnellement une femme / un homme ayant survécu ("victime") de violence sexuelle	1%	6%
5.1_i	% de femmes et d'hommes croyant que le consentement à une activité sexuelle est toujours nécessaire (y compris au sein du mariage)	67%	90%
	% de femmes et d'hommes croyant que les crimes de violence sexuelle devraient être résolus «dans la famille», c'est-à-dire sans l'implication des autorités	18%	29%
	% de femmes et d'hommes qui sont d'accord qu'il est parfois acceptable pour un homme de battre sa femme / son épouse	26%	21%
5.1_ii	% de femmes et d'hommes rapportant qu'ils accepteraient le retour dans leur ménage d'un survivant de violence sexuelle qui a eu un enfant à la suite de la violence	68%	83%
	% de femmes et d'hommes rapportant qu'ils accepteraient le retour d'un survivant de violence sexuelle dans leur communauté	99%	100%
	% de femmes et d'hommes rapportant qu'ils accepteraient le retour d'un survivant de violence sexuelle dans leur ménage	98%	100%
	% de femmes et d'hommes rapportant qu'ils accepteraient le retour dans leur ménage d'un survivant de violence sexuelle qui a contracté une maladie ou a souffert d'une blessure à la suite	64%	83%
5.2_i	% de femmes et d'hommes qui sont 'd'accord' que les FARDC/PNC sont punis de manière appropriée s'ils commettent des violences sexuelles	43%	36%
5.3.3_v	% de femmes et d'hommes qui considèrent que l'accès au services de soin de santé pour les survivants ('victimes') de violence dans leur village est "bon" ou "très bon"	8%	27%
	% de femmes et d'hommes qui considèrent que l'accès au service de support psychologique pour les survivants ('victimes') de violence sexuelle dans leur village est "bon" ou "très bon"	3%	22%
	% de femmes et d'hommes qui considèrent que l'accès aux services de réintégration pour les survivants ('victimes') de violence sexuelle dans leur village est "bon" ou "très bon"	3%	20%

Tableau 9 : Données sur les Résultats ISSSS - Kalehe - par sexe, Piliers 1 et 2, janvier à juin 2017

Indicateur ISSSS #	Indicateur ISSSS			Genre			
				Femme	Homme	Enfant	Total
1_iii	% de femmes et d'hommes déclarant que leurs villages / quartiers sont "très" ou "extrêmement" paisibles			9%	25%		
1_iv	% de femmes et d'hommes s'attendant à ce que leur village/ quartier devienne plus paisibles dans un an			65%	13%		
1.1_iii	% de femmes et d'hommes déclarant que les projets de paix sont "très bons" or "extrêmement bons" à faire face aux problèmes les plus importants de leur région			3%	5%		
2_i (a) (JHRO)	# de victimes signalés de violations des droits de l'homme (VDH) perpétrés par des Groupes Armés contre des femmes, des filles, des garçons et des hommes	Droit à la vie	Exécutions extrajudiciaires et arbitraires	0 vict.	2 vict.	0 vict.	2 vict.
			Autres	0 vict.	0 vict.	0 vict.	0 vict.
		Intégrité physique	Violence sexuelle	1 vict.	0 vict.	0 vict.	0 vict.
			Torture & traitements cruels, inhumains ou dégradants (TCID)	0 vict.	1 vict.	0 vict.	2 vict.
		Liberté et Sécurité (incl. arrestation arbitraire et détention illégale)		1 vict.	22 vict.	2 vict.	13 vict.
		Travaux forcés		0 vict.	0 vict.	0 vict.	0 vict.
2_i (b) (JHRO)	# de victimes signalés de violations des droits de l'homme (VDH) perpétrés par des FARDC contre des femmes, des filles, des garçons et des hommes	Droit à la vie	Exécutions extrajudiciaires et arbitraires	0 vict.	0 vict.	0 vict.	0 vict.
			Autres	0 vict.	0 vict.	0 vict.	0 vict.
		Intégrité physique	Violence sexuelle	0 vict.	0 vict.	1 vict.	1 vict.
			Torture & traitements cruels, inhumains ou dégradants (TCID)	0 vict.	0 vict.	0 vict.	0 vict.
		Liberté et Sécurité (incl. arrestation arbitraire et détention illégale)		0 vict.	1 vict.	0 vict.	1 vict.
		Travaux forcés		0 vict.	0 vict.	0 vict.	0 vict.
2_i (c) (JHRO)	# de victimes signalés de violations des droits de l'homme (VDH) perpétrés par d'autres agents de l'Etat (PNC, ANR, aut.) contre des femmes, des filles, des garçons et des hommes	Droit à la vie	Exécutions extrajudiciaires et arbitraires	0 vict.	0 vict.	0 vict.	0 vict.
			Autres	0 vict.	0 vict.	0 vict.	0 vict.
		Intégrité physique	Violence sexuelle	0 vict.	0 vict.	0 vict.	0 vict.
			Torture & traitements cruels, inhumains ou dégradants (TCID)	0 vict.	0 vict.	0 vict.	0 vict.
		Liberté et Sécurité (incl. arrestation arbitraire et détention illégale)		0 vict.	11 vict.	0 vict.	11 vict.
		Travaux forcés		0 vict.	0 vict.	0 vict.	0 vict.
2_ii	% de femmes et d'hommes rapportant avoir été victime d'une mauvaise conduite de FARDC au cours de l'année écoulée			1%	1%		
2_ii (a)	% de femmes et d'hommes qui ont été aidés par les FQRDC au cours de l'année écoulée			2%	3%		
2_iii	% de femmes et d'hommes qui ont confiance envers les FARDC pour assurer la sécurité de leur quartier ou village			38%	46%		
2_iii (a)	% de femmes et d'hommes qui pensent que les FARDC apportent une "grande" ou "très grande" contribution à leur sécurité			3%	6%		
2.1_iii	% de femmes et d'hommes qui ont payé "lala salama"/ les contribuitions de sécurité aux FARDC au cours des 6 derniers mois			2%	0%		
2.2	% de femmes et d'hommes se sentant "très en sécurité" ou "en sécurité" lorsqu'ils rencontrent une patrouille de FARDC			44%	49%		
2.2.2_i	% de femmes et d'hommes qui sont d'acoord que les victimes de crimes de FARDC ont la possibilité de se plaindre			65%	20%		
2.2.2_ii	% de femmes et d'hommes qui sont d'accord que les efforts de responsabilisatiion des FARDC sont en cours			46%	22%		
2.2.2_iii	% de femmes et d'hommes qui sont d'accord que les FARDC sont 'impunis' (pour les crimes)			76%	81%		

Tableau 10 : Données sur les Résultats ISSSS - Kalehe - par sexe, Pilier 3, janvier à juin 2017

Indicateur ISSSS #	Indicateur ISSSS	Genre			
		Femme	Homme	Enfant	Total
3_i [gouv. central]	% de femmes et d'hommes évaluant la performance du gouvernement central comme 'très bonne' or 'bonne' à travers les domaines thématiques suivants (indice global):				
	Combattre la corruption	0%	0%		
	Combattre la violence sexuelle	17%	19%		
	Créer de l'emploi	1%	0%		
	Assurer la sécurité	2%	2%		
	Etablir la paix dans l'est de la RDC	4%	1%		
	Améliorer la vie des Congolais	1%	0%		
	Réduire la pauvreté	3%	0%		
	Unifier les différents groupes ethniques	20%	4%		
3_i [gouv. provincia]	% de femmes et d'hommes évaluant la performance du gouvernement provincial comme 'très bonne' or 'bonne' à travers les domaines thématiques suivants (indice global)				
	Assurer la sécurité	3%	0%		
	Améliorer la vie des Congolais	1%	0%		
	Préparer les élections démocratiques	2%	0%		
	Unifier les différents groupes ethniques	22%	10%		
3_i [gouv. territorial]	% de femmes et d'hommes évaluant la performance du gouvernement territorial / La Mairie comme étant 'très bonne' or 'bonne' à travers les domaines thématiques suivants (indice global)				
	Assurer la sécurité	6%	11%		
	Améliorer la vie des Congolais	4%	10%		
	Préparer les élections démocratiques	2%	9%		
	Unifier les différents groupes ethniques	40%	29%		
3.1_i	% de femmes et d'hommes qui indiquent qu'ils ont un 'bon' or 'très bon' accès aux services administratifs de l'Etat Congolais (état civil)	9%	15%		
	% de femmes et d'hommes qui indiquent qu'ils ont un 'bon' or 'très bon' accès aux services d'administration foncière de l'Etat Congolais	9%	10%		
	% de femmes et d'hommes qui indiquent qu'ils ont un 'bon' or 'très bon' accès au système judiciaire civil national	6%	6%		
3.1.1_i [global]	% de femmes et d'hommes 'd'accord', 'tout à fait d'accord' avec les déclarations suivantes sur la performance des fonctionnaires des agents de l'Etat:				
	Les agents de l'Etat ont les compétences requises pour fournir de bons services	71%	43%		
	Les agents de l'Etat traitent tous les groupes ethniques de la même manière	49%	39%		
	Les agents de l'Etat travaillent sur les cas sans payment d'incitation	36%	12%		
	Les agent de l'Etat travaillent rapidement sur les cas	44%	16%		
3.1.1_i [justice]	% de femmes et d'hommes 'd'accord', 'tout à fait d'accord' avec les déclarations suivantes sur la performance des fonctionnaires de justice:				
	'Les acteurs de la justice (du système de) sont corrompus	89%	90%		
	Les décisions de tribunaux sont bien exécutées	20%	0%		
	Les décisions des tribunaux sont prise de manière équitable	34%	2%		
	La justice est rapide	9%	1%		
	Les tribunaux traitent les gens de manière égale et équitable	35%	3%		
	Les procès sont équitables	35%	3%		
3.1.1_i [police]	% de femmes et d'hommes 'd'accord', 'tout à fait d'accord' avec les déclarations suivantes sur la performance des fonctionnaires de la police/PNC				
	Il est possible d'éviter l'arrestation si on paie la police	87%	89%		
	La police reste impunie (des crimes qu'elle commet)	70%	73%		
	La police travaille seulement sur les cas après le payment d'une incitation	84%	92%		
	La police traite tous les groupes ethniques de la même manière	67%	64%		
3.2_i	% de femmes et d'hommes indiquant que le gouvernement national représente 'bien' ou 'très bien' l'intérêt de la population	1%	1%		
	% de femmes et d'hommes indiquant que le gouvernement provincial représente 'bien' ou 'très bien' l'intérêt de la population	3%	0%		
	% de femmes et d'hommes indiquant que le gouvernement territorial & 'la mairie' représente 'bien' ou 'très bien' l'intérêt de la population	20%	20%		
	% de femmes et d'hommes indiquant que les autorités locales représentent 'bien' ou 'très bien' l'intérêt de la population	30%	39%		
3.2.2_ii	% de femmes et d'hommes qui indiquent qu'ils trouvent "très" ou "extrêmement" acceptable de payer les 'taxes officielles' (par exemple, 'les taxes réelles', pas 'les taxes inventées').	23%	24%		

Tableau 11 : Données sur les Résultats ISSSS - Kalehe - par sexe, Piliers 4 et 5, janvier à juin 2017

Indicateur ISSSS #	Indicateur ISSSS	Genre			
		Femme	Homme	Enfant	Total
4_i	Revenu mensuel moyen du ménage				
4_ii	% des ménages dépendant d'activités traditionnelles comme activité économique principale (agriculture, pêche, élevage)	79%	92%		
4.2.1_iv	% de femmes et d'hommes déclarant avoir un "bon" ou "très bon" accès aux marchés	15%	14%		
4.2.2_ii:	% de femmes et d'hommes déclarant avoir un "bon" ou "très bon" accès à la terre	32%	38%		
4.2.3_i	% de femmes et d'hommes indiquant avoir accès au crédit, si nécessaire	8%	7%		
4.2.5_i:	% de femmes et d'hommes déclarant avoir eu un emploi rémunéré pendant au moins une semaine	5%	12%		
4.3_i	% de femmes et d'hommes qui indiquent que les gens de leur région participent "souvent" ou "parfois" à des activités/cérémonies culturelles avec des membres d'autres groupes ethniques	97%	84%		
	% de femmes et d'hommes qui indiquent que les gens de leur région fréquentent "souvent" ou "parfois" des lieux de culte ensemble avec des membres d'autres groupes ethniques	100%	89%		
	% de femmes et d'hommes qui indiquent que les gens de leur région travaillent "souvent" ou "parfois" ensemble avec des membres d'autres groupes ethniques	97%	84%		
	% de femmes et d'hommes qui indiquent que les gens de leur région se marient "souvent" ou "parfois" avec des membres d'autres groupes ethniques	97%	68%		
5_ii	% de femmes et d'hommes signalant avoir été victimes de violence physique ou sexuelle au cours des	0%	0%		
5_iii	% de femmes et d'hommes qui connaissent personnellement une femme / un homme ayant survécu ("victime") de violence sexuelle	6%	1%		
5.1_i	% de femmes et d'hommes croyant que le consentement à une activité sexuelle est toujours nécessaire (y compris au sein du mariage)	86%	70%		
	% de femmes et d'hommes croyant que les crimes de violence sexuelle devraient être résolus «dans la famille», c'est-à-dire sans l'implication des autorités	33%	14%		
	% de femmes et d'hommes qui sont d'accord qu'il est parfois acceptable pour un homme de battre sa femme / son épouse	18%	29%		
5.1_ii	% de femmes et d'hommes rapportant qu'ils accepteraient le retour dans leur ménage d'un survivant de violence sexuelle qui a eu un enfant à la suite de la violence	100%	99%		
	% de femmes et d'hommes rapportant qu'ils accepteraient le retour d'un survivant de violence sexuelle dans leur communauté	100%	98%		
	% de femmes et d'hommes rapportant qu'ils accepteraient le retour d'un survivant de violence sexuelle dans leur ménage	97%	54%		
	% de femmes et d'hommes rapportant qu'ils accepteraient le retour dans leur ménage d'un survivant de violence sexuelle qui a contracté une maladie ou a souffert d'une blessure à la suite de la violence	96%	51%		
5.2_i	% de femmes et d'hommes qui sont 'd'accord' que les FARDC/PNC sont punis de manière appropriée s'ils commettent des violences sexuelles	58%	22%		
5.3.3_v	% de femmes et d'hommes qui considèrent que l'accès au services de soin de santé pour les survivants ('victimes') de violence dans leur village est "bon" ou "très bon"	13%	23%		
	% de femmes et d'hommes qui considèrent que l'accès au service de support psychologique pour les survivants ('victimes') de violence sexuelle dans leur village est "bon" ou "très bon"	9%	16%		
	% de femmes et d'hommes qui considèrent que l'accès aux services de réintégration pour les survivants ('victimes') de violence sexuelle dans leur village est "bon" ou "très bon"	10%	13%		

4. Conclusion - Observations et questions à prendre en compte

L'analyse, les conclusions, les observations et les recommandations présentées dans cette section du rapport ont été développées par la Cellule S&E, sur la base des données disponibles fournies par les différentes sources d'information.

Observations – Pilier 1 (Dialogue Démocratique)

Les données de perception suggèrent que la sous-zone “Haut Plateau” est moins paisible que la sous-zone “Littoral”. De plus, les projets de paix semblent moins efficaces dans la première par rapport à la seconde, comme l'illustrent les différences significatives entre les réponses obtenues dans l'une et l'autre et rapportées ci-dessous.

Les perceptions sur la paix parmi les hommes et les femmes des deux sous-zones étaient faibles, avec moins de 2 personnes sur 10 dans l'ensemble déclarant que leur quartier était “très” ou “extrêmement” paisibles (**Indicateur 1_iii**). Ce résultat positionne Kalehe près de Ruzizi (1 personne sur 10) et de Kitshanga (moins de 2 personnes sur 10), devant Sud Irumu (moins d'1 personne sur 10) et bien après Mambasa (environ un tiers de la population). Les notes attribuées par les répondants du Haut Plateau étaient particulièrement basses en ce qui concerne les perceptions liées à la paix dans les villages et quartiers (moins d'1 personne sur 10). Cela coïncide avec un nombre plus élevé de groupes armés actifs dans la sous-zone, en comparaison avec le Littoral ; néanmoins, nous ne pouvons pas déterminer si une relation causale existe entre les deux données. Même si 1 homme sur 4 considère son village/quartier “très” ou “extrêmement” paisible, contre moins d'1 femme sur 10, nous retrouvons un écart semblable entre les hommes et les femmes considérant leurs villages/quartiers comme étant “un peu” ou “pas du tout” paisibles (1 homme sur 2 contre une femme sur 3).

Si seule une mineure partie de la population s'attendait à ce que son village et ses environs soient “plus paisibles” dans un an (un peu moins de la moitié de la population), les femmes apparaissent plus optimistes que les hommes (deux tiers pour les femmes, contre 1 homme sur dix donnant cette réponse). (**Indicateur 1_iv**)

Seulement un dixième de la population de la ZP de Kalehe croit que les projets de paix affrontent les questions les plus importantes dans leur zone. Les opinions liées aux projets du Haut Plateau sont particulièrement faibles, avec 8 personnes sur 10 rapportant que les projets étaient “un peu” ou “pas du tout” capables de faire face à ces questions, contre 6 sur 10 dans le Littoral. (**Indicateur 1.1_iii**)

Considérations possibles pour la programmation – Pilier 1

Les trois projets mis en oeuvre dans la ZP de Kalehe (FCS – PNUD, CPLUP, INAWEZEKANA) visent à contribuer au **Résultat Global (RG) 1.1**, mesuré par l'**Indicateur 1_iii**, et devraient donc prendre note des dynamiques citées ci-dessus. En considérant les opinions négatives au sujet de la pertinence des projets de paix pour faire face aux questions les plus importantes dans la ZP, il semble utile de poursuivre l'utilisation de l'approche participative et du mécanisme de dialogue de l'ISSS. L'intervention peut être prioritairement focalisée sur le Haut Plateau, au vu de ses scores sensiblement plus faibles en ce qui concerne la paix.

Observations – Pilier 2 (Performance des FARDC en matière de PdC)

Les perceptions concernant les FARDC sont de manière générale plus positives dans la sous-zone Littoral par rapport au Haut Plateau. Cela peut être lié à une présence plus forte des forces de sécurité dans le Littoral que dans le Haut Plateau, mais une relation causale ne peut être déterminée. Même si les données suggèrent que les répondants ne sont pas directement menacés par les FARDC, un peu moins de la moitié de la population rapporte se sentir en sécurité en présence des patrouilles de FARDC dans les deux sous-zones ; dans l'ensemble, les femmes se sentent en outre moins en sécurité que les hommes.

Si la majorité des répondants ne rapporte pas avoir été victime de mauvaises conduites des FARDC au cours de l'année écoulée, un pourcentage très faible (à peine plus d'une personne sur dix, dans les deux sous-zones) rapporte avoir été aidé par l'armée (**Indicateurs 2_ii et 2_ii(a)**). On ne note pas de différences significatives entre hommes et femmes à ce niveau. Même si les FARDC ne semblent pas être perçues comme une menace directe par les communautés, les réponses indiquent que la ZP de Kalehe n'est pas paisible, comme mentionné plus haut. Ceci peut vouloir dire que les principaux responsables des violences dans la ZP sont plutôt d'autres acteurs, tels que les groupes armés ou la PNC. Malgré la sensation que la ZP n'est pas paisible, un nombre nettement inférieur d'incidents sécuritaires et de violations des droits de l'homme sont rapportés par ITEM ou le BCNUDH par rapport aux autres ZP, ce qui constitue une énigme. Par exemple à Mambasa, où les perceptions positives au sujet de la paix sont plus courantes qu'à Kalehe (un tiers de la population contre moins d'un cinquième à Kalehe), le BCNUDH rapporte 28 cas de violations des droits de l'homme commis par les FARDC, contre 3 seulement à Kalehe.

La confiance envers les FARDC comme agents de sécurité dans la zone était bien plus forte dans la sous-zone Littoral, avec deux tiers des répondants donnant des notes élevées, contre un cinquième seulement dans le Haut Plateau. En outre, personne n'a rapporté, dans le Haut Plateau, que les FARDC contribuent de manière significative à sa sécurité, pour 1 personne sur 10 dans le Littoral. Moins de la moitié de la population dans les deux sous-zones rapporte se sentir en sécurité en présence de patrouilles des FARDC. Si un pourcentage semblable d'hommes et de femmes donne une note "moyenne" à cette question, une proportion de femmes plus forte (1 sur 5) que d'hommes (1 sur 10) déclare ressentir une sensation d'"insécurité". Dans les deux sous-zones, mais en particulier dans le Haut Plateau, la perception d'impunité pour les crimes commis par les FARDC est forte (**Indicateurs 2_iii, 2_iii(a), 2.2, et 2.2.2_iii**).

Environ deux tiers des femmes dans la ZP de Kalehe considèrent que les victimes de crimes commis par les FARDC ont la possibilité de porter plainte, contre un cinquième des hommes (**Indicateur 2.2.2_i**). Cela semble cohérent avec l'**Indicateur 3.1.1_i (justice)**, selon lequel le pourcentage de femmes considérant comme satisfaisante la performance des agents officiels du système judiciaire et des cours de justice est plus élevé que celui d'hommes. Si un lien entre les deux indicateurs ne peut être exclu, une relation causale ne peut pas être déterminée.

Considérations possibles pour la programmation – Pilier 2

Les indicateurs de la sous-zone du Haut-Plateau suggèrent de manière générale une situation sécuritaire plus volatile, dans tous les secteurs adressés par l'enquête, que celle du Littoral. Cela indique un besoin majeur d'intervention dans la première sous-zone en matière de Protection des Civils par les FARDC.

Opportunités pour le suivi et l'apprentissage ultérieurs – Pilier 2

L'analyse des niveaux faibles de paix et de mauvaises conduites de la part des FARDC peut justifier une étude plus approfondie en vue de déterminer quels autres acteurs sont les principaux responsables des violences à Kalehe. De plus, une analyse du décalage entre d'une part le peu d'incidents sécuritaires et de violations des droits de l'homme rapportés par rapport aux autres ZP, et d'autre part du niveau bien plus faible de perception de paix, peut être nécessaire en vue de déterminer si les cas de violences ne sont pas ou pas suffisamment enregistrés à Kalehe.

Observations - Pilier 3 (Restauration de l'Autorité de l'État)

De manière générale, les perceptions au sujet de la performance du Gouvernement aux niveaux central, provincial et territorial sont faibles dans les deux sous-zones, même si l'on remarque que les notes rapportées étaient plus élevées dans le Littoral que dans le Haut Plateau. En outre, les notes données à la performance du Gouvernement à tous les niveaux en matière de garantie de la sécurité à Kalehe sont les plus faibles des cinq zones prioritaires (Kalehe : moins d'1 personne sur 10 ; Ruzizi : moins d'1 personne sur 10 ; Kitshanga 1 sur 10 ; Sud Irumu : 2 sur 10 ; et Mambasa presque 5 sur 10). La seule exception concerne le rôle du Gouvernement central et provincial dans l'unification des différents groupes ethniques, qui a reçu des notes plus élevées dans le Haut Plateau, indiquant une implication légèrement plus efficace du Gouvernement dans ce secteur. Les données des deux sous-zones suggèrent une perception plus forte du rôle du Gouvernement territorial dans la facilitation de l'unification interethnique, comme noté ci-dessous.

Gouvernement Central

Les notes données par les femmes et les hommes au Gouvernement central dans les deux sous-zones de Kalehe sont globalement basses. Les indicateurs du Haut Plateau au sujet de la lutte contre la corruption, de la création d'emploi, de la garantie de la sécurité, de la construction de la paix dans l'est de la RDC, de l'amélioration des conditions de vie des Congolais et de la réduction de la pauvreté ont reçu des scores "mauvais" ou "très mauvais" de la part de 9 personnes interrogées sur 10. Si les mêmes indicateurs ont reçu des notes légèrement meilleures dans le Littoral, les réponses "mauvais" ou "très mauvais" constituent tout de même la grande majorité, soit entre 8 et 9 réponses sur 10. Les perceptions au sujet de la capacité du Gouvernement à combattre la violence sexuelle sont assez similaires dans les deux sous-zones, avec un peu plus des deux tiers de la population la jugeant "mauvaise" ou "très mauvaise". Néanmoins, deux personnes sur dix dans le Littoral, contre une seule sur dix dans le Haut Plateau, la jugent "bonne". Il est intéressant que la désagrégation par genre indique un pourcentage d'hommes plus élevé (près de trois quarts) par rapport au pourcentage de femmes (un peu plus de la moitié) jugeant la capacité du Gouvernement dans ce domaine "mauvaise" ou "très mauvaise". Il faut noter ici qu'en proportion beaucoup plus de femmes ont donné des réponses "neutres". La seule question qui a donné des notes plus élevées dans le Haut Plateau concerne la capacité du Gouvernement à unifier les différents groupes ethniques : elle est jugée "bonne" par une personne sur six dans le Haut Plateau contre une sur treize dans le Littoral, et "mauvaise" ou "très mauvaise" par deux personnes sur trois dans la première sous-zone et par trois sur quatre dans la deuxième (**Indicateur 3_i (Gouv. central)**).

Gouvernement Provincial

Les perceptions au sujet du rôle du Gouvernement provincial, comme pour le niveau central, sont globalement faibles, dans différents domaines. Dans la sous-zone du Haut Plateau, l'amélioration de

la vie des Congolais est perçue comme particulièrement inadéquate, avec des jugements presque unanimement “mauvais” ou “très mauvais”. La garantie de la sécurité et la préparation d’élections démocratiques sont également perçues comme faibles, avec plus de 9 jugements sur 10 “mauvais” ou “très mauvais”. Les scores dans la sous-zone du Littoral sont légèrement plus élevés par rapport au Haut Plateau en ce qui concerne la capacité du Gouvernement provincial à garantir la sécurité, mais ils restent tout de même marginaux (1 personne sur 8, contre 0 dans le Haut Plateau), avec plus de 8 personnes sur 10 l’estimant “mauvaise” ou “très mauvaise”. Les scores donnés au sujet de la capacité du Gouvernement provincial à unifier les différents groupes ethniques montrent une situation semblable à celle observée plus haut, au niveau du Gouvernement central : un peu plus de 2 personnes sur 10 dans la sous-zone du Haut Plateau la jugent “bonne” , contre moins d’1 sur 10 dans le Littoral, où par contre 7 personnes sur 10 la jugent “mauvaise” ou “très mauvaise” contre moins de la moitié de la population du Haut Plateau (**Indicateur 3_i (Gouv. provincial)**)

Gouvernement Territorial

Le Gouvernement territorial est globalement perçu comme faible dans la sous-zone du Haut Plateau, avec environ 9 personnes sur 10 donnant un score “mauvais” ou “très mauvais” à sa performance dans la garantie de la sécurité, l’amélioration des conditions de vie, et la préparation d’élections démocratiques. Les perceptions dans la sous-zone du Littoral sont légèrement meilleures, en particulier en ce qui concerne la sécurité : près de 4 personnes sur 10 estiment la performance du Gouvernement dans ce domaine “bonne” ou “moyenne”, contre moins d’1 sur 10 dans le Haut Plateau, et près de trois quarts de la population la jugent “mauvaise” ou “très mauvaise”, contre 9 personnes sur 10 dans le Haut Plateau. Similairement, la performance du Gouvernement territorial en ce qui concerne l’amélioration des conditions de vie est considérée dans le Littoral “bonne” ou “moyenne” par près de 3 personnes sur 10 (contre moins d’1 sur 10 dans le Haut Plateau), et “mauvaise” ou “très mauvaise” par les trois quarts (contre plus de 9 personnes sur 10 dans le Haut Plateau). De même, dans la première sous-zone, environ deux personnes sur dix jugent “bonnes” ou “moyennes” les contributions du Gouvernement à la préparation d’élections démocratiques, contre à peine 1 sur 10 dans le Haut Plateau, et la proportion de personnes la jugeant “mauvaises” ou “très mauvaises” est de 8 sur 10 dans le Littoral contre 9 sur 10 dans le Haut Plateau.

Une exception notable est la perception du rôle du Gouvernement territorial en matière d’unification des différents groupes ethniques, qui a reçu des scores similaires dans les deux sous-zones : environ un tiers de la population de l’ensemble de la ZP la juge “bonne”, ce qui indique une perception bien plus positive de la performance du Gouvernement territorial. Environ un tiers de la population la juge “mauvaise” ou “très mauvaise”, mais cela représente tout de même une nette amélioration par rapport aux autres questions de l’enquête dans ce domaine (**Indicateur 3_i (Gouv. territorial)**)

Administration foncière

Globalement, les données de l’enquête indiquent un accès à l’administration foncière sensiblement meilleur au Littoral que dans le Haut Plateau.

Environ 1 personne sur dix dans la sous-zone du Haut Plateau juge respectivement “bon” ou “moyen” l’accès aux services de l’administration foncière et aux services administratifs, alors que dans la sous-zone du Littoral un peu plus de la moitié de la population considère “très bon”, “bon” ou “moyen” l’accès à l’administration foncière, et 7 personnes sur 10 donnent l’un de ces scores à l’accès aux services administratifs. Ces données signalent donc un accès de loin meilleur au Littoral. Les conclusions peuvent correspondre au fait qu’il y a de bien meilleures possibilités d’accès aux

services judiciaires dans cette sous-zone en comparaison avec les opportunités plus limitées dans le Haut Plateau (**Indicateur 3.1_i**).

Agents de l'État

Contrairement à la majeure partie des résultats d'autres domaines de l'enquête, le Haut Plateau obtient de meilleurs scores que le Littoral dans certains domaines. Par exemple, le Haut Plateau présente des perceptions plus positives que le Littoral relativement au traitement équitable des différents groupes ethniques de la part des agents étatiques (6 sur 10 contre 3 sur 10), ou à leur capacité à travailler sans pots-de-vin (3 sur 10 contre moins de 2 sur 10) et sans délais (près de 4 sur 10, contre 2 sur 10). On note cependant une apparente contradiction dans les données, étant donné que 7 personnes sur 10 dans la sous-zone du Littoral estiment que les agents de l'État possèdent les compétences nécessaires pour fournir de bons services, contre moins de la moitié de la population du Haut Plateau (**Indicateur 3.1.1_i (Global)**).

Système judiciaire

Le système judiciaire est globalement perçu comme plus efficace dans le Haut Plateau qu'au Littoral, malgré une corruption rapportée légèrement plus forte (celle-ci de toute manière très développée dans les deux sous-zones). La confiance envers l'administration territoriale et les autorités locales est légèrement plus forte dans les deux sous-zones que celle envers les Gouvernements provincial et national. Conformément à d'autres résultats de l'enquête, cependant, le Littoral rapporte des perceptions plus positives que le Haut Plateau, ce qui suggère de meilleurs systèmes au niveau territorial et local dans le premier cas.

La confiance envers le système judiciaire est relativement faible dans les deux sous-zones. En particulier, la corruption parmi les acteurs du système judiciaire et la police est perçue comme élevée, surtout dans le Haut Plateau. Les perceptions des personnes interrogées sur le Gouvernement provincial et le Gouvernement national sont négatives dans les deux sous-zones, mais cette tendance est plus accentuée dans le Haut Plateau par rapport au Littoral.

Les perceptions sur le rôle de l'administration territoriale dans la représentation des intérêts de la population sont sensiblement plus positives dans la sous-zone du Littoral, où 7 personnes sur 10 la jugent "très bonne", "bonne" ou "moyenne", contre 3 sur 10 dans le Haut Plateau. La confiance envers les autorités locales est apparemment plus forte qu'envers les représentants aux niveaux provincial et national, avec 7,5 et 8 personnes sur 10 donnant des scores positifs ou moyens respectivement dans le Haut Plateau et le Littoral.

Les perceptions liées au système judiciaire sont particulièrement négatives dans la sous-zone du Littoral, où moins d'une personne sur dix considère que les décisions des tribunaux sont bien exécutées, prises équitablement, et traitent les gens de manière égale et équitable. La corruption parmi les acteurs du système judiciaire est perçue comme élevée dans les deux sous-zones, mais légèrement plus dans le Haut Plateau (9 réponses sur 10, contre 8 sur 10 au Littoral). La perspective en matière de police est également négative, avec une grande majorité de la population qui rapporte des pratiques de corruption à travers le paiement de pots-de-vin (9 personnes sur 10 pour le Haut Plateau, contre 8 sur 10 au Littoral). Malgré des résultats légèrement plus positifs, 8 personnes sur dix au Haut Plateau et deux tiers de la population du Littoral considèrent que la police jouit d'impunité pour les crimes qu'elle commet (**Indicateur 3.1.1_i (justice) et Indicateur 3.1.1_i (police)**).

La portion de population dans les deux sous-zones qui considère que les gouvernements provincial et national représentent “bien” ou “très bien” les intérêts de la population est faible (moins d’une personne sur 10). La performance de l’administration territoriale est cependant perçue comme bien meilleure dans la sous-zone du Littoral (environ un tiers de la population, contre moins d’une personne sur dix dans le Haut Plateau). En ce qui concerne les autorités locales, les résultats sont plus élevés dans les deux sous-zones, avec près de la moitié de la populations du Littoral et un quart de celle du Haut Plateau qui considèrent qu’elles représentent “bien” ou “très bien” les intérêts de la population (**Indicateur 3.2_i**)³.

Considérations possibles pour la programmation – Pilier 3

Les écarts entre les scores des deux sous-zones, Haut Plateau et Littoral, suggèrent un déséquilibre qui devra peut-être être affronté. En particulier, la programmation liée à l’amélioration de l’administration foncière au Haut Plateau peut être une priorité à court terme. Les niveaux plus élevés de confiance envers les autorités locales par rapport aux acteurs nationaux et provinciaux peut indiquer que les efforts de restauration de l’autorité de l’État sont plus susceptibles d’être acceptés par les communautés de Kalehe si ils ciblent le niveau territorial.

Observations – Pilier 4 (Résilience Socio-économique au Conflit)

Globalement, les femmes et les hommes du Haut Plateau ont un accès beaucoup plus limité au crédit, à la terre et aux marchés que la population du Littoral, ce qui limite de manière significative leurs possibilités de participer à de activités génératrices de revenus ou rémunérées. Cela ne semble cependant pas avoir coïncidé avec des tensions interethniques ou au niveau des communautés.

La grande majorité des personnes interrogées dans les deux sous-zones dépend d’activités traditionnelles (ex. l’agriculture, la pêche et l’élevage) comme activités principales (**Indicateur 4_ii**). Même si les deux sous-zones évaluent l’accès aux marchés comme limité, le Haut Plateau présente des scores particulièrement bas, avec une absence quasi-totale de “bon”, et trois-quarts de “mauvais” ou “très mauvais”, par rapport au Littoral, où seulement un quart de la population juge son accès aux marchés “mauvais” ou “très mauvais” (**Indicateur 4.2.1_iv**). Similairement, un nombre bas d’habitants du Haut Plateau (moins de 2 sur 10 contre plus de 5 sur 10 au Littoral) rapportent un “bon” ou “très bon” accès à la terre (**Indicateur 4.2.2_ii**). Dans les deux sous-zones, la part de population déclarant avoir eu une activité rémunérée au cours des trois mois précédents est faible, et cela est légèrement plus accentué dans le Haut Plateau (moins d’1 personne sur 10 contre 1 sur 10 au Littoral) (**Indicateur 4.2.5_i**).

Les personnes interrogées rapportent de hauts niveaux d’implication avec les autres groupes ethniques, dans les deux sous-zones et à travers une multitude de domaines, comme les mariages, les activités culturelles, la fréquentation de lieux de culte communs (de 7 à 9 personnes sur 10). Les femmes rapportent de plus hauts niveaux de coopération que les hommes, à travers ces différentes dimensions (**Indicateur 4.3_i**).

³ La formulation des indicateurs qui mesurent le niveau de confiance des population envers les différents niveaux administratifs a légèrement changé entre l’étude de base (données de juin-décembre 2016) et la période de rapportage courante (janvier-juin 2017). La formulation originale était « Selon vous, comment est-ce que les élus nationaux représentent les intérêts et opinions de la population ? », alors que la version courante est « Selon vous, comment est-ce que le gouvernement centrale représente les intérêts et opinions de la population ? ». La Cellule S&E continue à comparer ces indicateurs, mais cela augmente la marge d’erreur des données.

Considérations possibles pour la programmation – Pilier 4

Les différences significatives observées entre les sous-zones du Haut Plateau et du Littoral en matière de résilience socioéconomique suggèrent un besoin majeur d'intervention dans la première, en particulier en ce qui concerne l'accès au crédit, à la terre et aux marchés. Il est à considérer une programmation ciblée, qui améliore les opportunités de revenu des résidents du Haut Plateau.

Observations – Pilier 5 (Lutte contre les VSBG)

Globalement, les niveaux de violence sexuelle ne constituent pas un problème majeur à Kalehe. Cependant, les données des enquêtes révèlent des attitudes moins progressistes envers les femmes, en particulier dans la sous-zone du Haut Plateau, en comparaison avec celle du Littoral. Comme détaillé ci-dessous, les perspectives des hommes sont généralement plus patriarcales en ce qui concerne le consentement sexuel, la violence contre les femmes et la réintégration des survivants/victimes de violences sexuelles dans les ménages. Dans la Zone de Kalehe, l'accès aux services de santé est bien plus restreint dans le Haut Plateau par rapport au Littoral, surtout pour ce qui est des services de soutien psychologique et de réintégration, ce qui indique un besoin majeur d'intervention dans la première sous-zone.

Les niveaux de violence sexuelle dans les deux sous-zones sont apparemment bas, avec aucun rapport d'attaque au cours des six mois précédant l'enquête, et moins d'1 personne sur 10 qui connaît personnellement une victime (**Indicateur 5_ii, Indicateur 5_iii**). Malgré cela, les perceptions culturelles au sujet du consentement indiquent des attitudes peu progressives au sein des communautés, en particulier dans le Haut Plateau et parmi les hommes. Le consentement sexuel varie entre les deux sous-zones, avec environ un tiers des personnes dans le Haut Plateau qui considèrent que le consentement n'est *pas* nécessaire, contre 1 sur 10 dans le Littoral. La désagrégation par sexe montre que 9 femmes sur 10 jugent le consentement nécessaire, contre 7 hommes sur 10. Il est intéressant de noter que si certaines questions de l'enquête suggèrent une attitude légèrement plus progressive vis-à-vis des VSBG dans le Littoral, 3 personnes sur 10 considèrent que les cas de violence sexuelle devraient être résolus "dans la famille" sans implication des autorités, contre 2 sur 10 dans le Haut Plateau (**Indicateur 5.1_i**).

Toujours au niveau des attitudes, une portion relativement importante de répondants (un quart de la population dans le Haut Plateau, et un cinquième dans le Littoral) trouve parfois acceptable que le mari batte sa femme. La désagrégation par sexe de ces résultats montre que ces mêmes proportions arrivent à un tiers pour les hommes contre un peu moins d'un cinquième pour les femmes. Ce dernier nombre suggère que, malgré une différence notable dans les attitudes des hommes et des femmes, l'homme domine les communautés sondées (**Indicateur 5.1_i**).

Une majorité écrasante de personnes dans les deux sous-zones (presque la totalité des réponses) déclarent qu'elles accepteraient de réintégrer dans leurs ménages et communautés une victime/survivant de violences sexuelles. Ce nombre diminue cependant au sein des ménages dans le cas où la victime contracte une maladie ou souffre de blessures suite à cette violence : un tiers de la population du Haut Plateau déclare qu'elle n'accepterait pas le retour d'une victime dans ce cas, contre un cinquième dans le Littoral. Pour ce même indicateur, les données montrent de grandes différences d'attitude entre hommes et femmes, avec la presque totalité des femmes répondant dans les deux sous-zones qu'elle permettraient à la victime de réintégrer le ménage, contre la moitié

seulement des hommes. Similairement, la presque totalité des femmes accepterait de réintégrer la victime dans le ménage dans le cas où la celle-ci a un enfant suite à la violence, contre la moitié seulement des hommes (**Indicateur 5.1_ii**).

Même si les résultats sont faibles dans les deux sous-zones, le Haut Plateau obtient un moins bon score en ce qui concerne l'accès aux services de santé, à un soutien psychologique, et aux services de réintégration pour les victimes/survivants de violences sexuelles (moins d'1 personne sur 10 jugeant son accès "bon" ou "très bon" dans le Haut Plateau, contre près du quart de la population du Littoral). On note que 6 hommes sur 10 considèrent l'accès aux services de soins de santé "mauvais" ou "très mauvais" dans le Haut Plateau, contre entre 1 et 2 femmes sur 10 dans le Littoral. (**Indicateur 5.3.3_v**).

Considérations possibles pour la programmation – Pilier 5

Tout comme dans les autres Zones Prioritaires, il peut être utile de privilégier la programmation qui affronte les conceptions patriarcales des genres, en particulier en ce qui concerne les attitudes envers le consentement. L'écart important révélé par les données indique un besoin d'intervention au niveau des services de santé, de soutien psychologique et de réintégration liés aux VSBG dans la sous-zone du Haut Plateau.